



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – Avril 2022

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Date de livraison : 6 juin 2022

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Avril 2022

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le cinquième cycle de la troisième année de l'étude s'est déroulé entre le 5 avril et le 28 avril 2022 et comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

Cette publication est aussi disponible en anglais sous le titre : Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – April 2022.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP22-185/28-2022F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-44048-4

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :

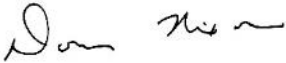
CP22-185/28-2022E-PDF (Rapport final anglais)

978-0-660-44049-1

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 6 juin 2022

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé	4
Introduction	4
Méthodologie.....	5
Principales constatations.....	7
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	7
Budget 2022 (francophones du Nouveau-Brunswick, acheteurs d'un premier logement de la RGT, résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique, hommes du sud-ouest de l'Ontario, aînés de la région de Kitchener-Waterloo, ménages à revenu élevé de Québec, résidents de la Nouvelle-Écosse rurale inquiets du coût de la vie, femmes de la GRM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais).....	11
Soins de santé (francophones du Nouveau-Brunswick, acheteurs d'un premier logement de la RGT, hommes du sud-ouest de l'Ontario).....	22
Ukraine (membres de la diaspora ukrainienne de grandes villes des Prairies)	23
Réduction des émissions (résidents de l'île de Vancouver soucieux de l'environnement)	25
Véhicules zéro émission (résidents de l'île de Vancouver soucieux de l'environnement).....	26
Défis et priorités en matière de langues officielles (francophones du Nouveau-Brunswick).....	27
Identité de marque de PacifiCan (résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique).....	28
Enjeux spécifiques aux jeunes (femmes de la GRM).....	29
 Résultats détaillés.....	 31
Chronologie des annonces en avril	32
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	35
Environnement et changements climatiques (résidents de l'île de Vancouver soucieux de l'environnement).....	36
Soins dentaires (aînés de la région de Kitchener-Waterloo).....	37
Tunnel Québec-Lévis (ménages à revenu élevé de Québec).....	38
Projet d'exploitation Bay du Nord (ménages à revenu élevé de Québec, femmes de la GRM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais).....	38
Conseil d'administration du CN (femmes de la GRM).....	40
État d'esprit du public (ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais).....	40
Budget 2022 (francophones du Nouveau-Brunswick, acheteurs d'un premier logement de la RGT, résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique, hommes du sud-ouest de l'Ontario, aînés de la région de Kitchener-Waterloo, ménages à revenu élevé de Québec, résidents de la Nouvelle-Écosse rurale inquiets du coût de la vie, femmes de la GRM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais).....	42
Attentes relatives au budget (francophones du Nouveau-Brunswick)	43

Premières impressions (acheteurs d'un premier logement de la RGT, hommes du sud-ouest de l'Ontario, résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique, aînés de la région de Kitchener-Waterloo, ménages à revenu élevé de Québec, résidents de la Nouvelle-Écosse rurale inquiets du coût de la vie, femmes de la GRM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais)	43
Abordabilité du logement (acheteurs d'un premier logement de la RGT, hommes du sud-ouest de l'Ontario, résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique, aînés de la région de Kitchener-Waterloo, ménages à revenu élevé de Québec, résidents de la Nouvelle-Écosse rurale inquiets du coût de la vie, femmes de la GRM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais)	45
Mesures fiscales (ménages à revenu élevé de Québec).....	55
Questions économiques (acheteurs d'un premier logement de la RGT, hommes du sud-ouest de l'Ontario, résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique, aînés de la région de Kitchener-Waterloo, ménages à revenu élevé de Québec, résidents de la Nouvelle-Écosse rurale inquiets du coût de la vie, femmes de la GRM).....	56
Impressions générales (acheteurs d'un premier logement de la RGT, hommes du sud-ouest de l'Ontario, résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique, aînés de la région de Kitchener-Waterloo, ménages à revenu élevé de Québec, résidents de la Nouvelle-Écosse rurale inquiets du coût de la vie, femmes de la GRM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais)	60
Soins de santé (francophones du Nouveau-Brunswick, acheteurs d'un premier logement de la RGT, hommes du sud-ouest de l'Ontario).....	61
Priorités en matière de soins de santé (francophones du Nouveau-Brunswick).....	62
Ukraine (membres de la diaspora ukrainienne de grandes villes des Prairies).....	64
Réduction des émissions (résidents de l'île de Vancouver soucieux de l'environnement)	68
Véhicules zéro émission (résidents de l'île de Vancouver soucieux de l'environnement).....	72
Défis et priorités en matière de langues officielles (francophones du Nouveau-Brunswick)	73
Identité de marque de PacifiCan (résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique).....	76
Enjeux spécifiques aux jeunes (femmes de la GRM).....	83
Annexe A – Questionnaires de recrutement.....	84
Questionnaire de recrutement, version anglaise	85
Questionnaire de recrutement, version française.....	95
Annexe B – Guide de discussion	104
Guide du modérateur, version anglaise.....	105
Guide du modérateur, version française	123
Annexe C – Concepts publicitaires.....	143

Concept A (résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique).....	144
Concept B (résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique).....	146

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 5 avril et le 28 avril 2022 un peu partout au pays, au Canada atlantique, au Québec,

en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après

Ce cycle de groupes de discussion a surtout mis l'accent sur budget fédéral de 2022 – ses grands thèmes, ses initiatives particulières et les impressions générales des participants à son égard. Nous avons demandé aux participants ce qu'ils pensaient d'une série d'initiatives relatives au logement annoncées dans le budget, notamment celles visant la construction de nouvelles habitations, l'abordabilité des logements, le soutien et la protection des Canadiens sur le marché du logement, et les rénovations résidentielles. Le groupe de résidents de la ville de Québec a également été invité à se prononcer sur certaines mesures fiscales tirées du budget.

L'étude a permis d'examiner de près une foule de questions connexes, par exemple ce que les Canadiens entendaient aux nouvelles à propos du gouvernement du Canada, la réponse du gouvernement fédéral au conflit en cours en Ukraine, les véhicules zéro émission (VZE), l'annonce du Plan de réduction des émissions pour 2030 et les priorités dans le domaine de la santé.

Les participants ukrainiens des Prairies nous ont fait part de leurs points de vue sur l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU), l'aide supplémentaire qu'il faudrait apporter à leurs compatriotes arrivant au Canada, et les mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour contribuer à protéger la langue et la culture des Ukrainiens établis au Canada. D'autres sujets abordés comprenaient les défis et les priorités des communautés de langue officielle en situation minoritaire au Canada et les enjeux spécifiques aux jeunes Canadiens. Les résidents du Lower Mainland, en Colombie-Britannique, ont aussi été invités à évaluer des concepts de marque conçus pour l'agence Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan).

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, les répondants appartenaient à un segment précis de la population. Il s'agissait, par exemple : de membres de la diaspora ukrainienne, de personnes soucieuses de l'environnement, de francophones, d'acheteurs d'un premier logement, d'hommes âgés de 18 à 34 ans, d'aînés de 55 ans ou plus, de ménages à revenu élevé, de personnes inquiètes du coût de la vie, et de ménages à revenu moyen ou faible.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Un groupe se composait de membres de la population générale du Lower Mainland de la Colombie-Britannique.
- Les onze autres groupes représentaient des segments de population particuliers :
 - Des membres de la diaspora ukrainienne établis dans de grandes villes des Prairies;
 - Des personnes soucieuses de l'environnement vivant sur l'île de Vancouver;
 - Des francophones du Nouveau-Brunswick;
 - Des acheteurs d'un premier logement habitant dans la Région du Grand Toronto (RGT);
 - Des hommes âgés de 18 à 34 ans du sud-ouest de l'Ontario;
 - Des aînés de 55 ans ou plus de la région de Kitchener-Waterloo, en Ontario;
 - Des personnes gagnant un revenu élevé vivant à Québec;
 - Des personnes inquiètes du coût de la vie habitant dans des régions rurales de la Nouvelle-Écosse;
 - Des femmes âgées de 18 à 34 ans de la grande région de Montréal (GRM);
 - Des personnes gagnant un revenu moyen ou faible vivant à Edmonton et dans la région de l'Outaouais, au Québec.
- Les groupes du Québec ainsi que le groupe de francophones du Nouveau-Brunswick ont été animés en français. Toutes les autres séances se sont déroulées en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 88 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Grandes villes des Prairies	1	Anglais	5 avril	20 h-22 h	Diaspora ukrainienne	8
Île de Vancouver – Colombie-Britannique	2	Anglais	6 avril	21 h-23 h	Personnes soucieuses de l'environnement	8
Nouveau-Brunswick	3	Français	7 avril	17 h-19 h	Francophones	8
Grande Région de Toronto – Ontario	4	Anglais	12 avril	18 h-20 h	Acheteurs d'un premier logement	8
Sud-ouest de l'Ontario	5	Anglais	13 avril	18 h-20 h	Hommes de 18 à 34 ans	8

Lower Mainland – Colombie-Britannique	6	Anglais	13 avril	21 h-23 h	Population générale	7
Région de Kitchener-Waterloo – Ontario	7	Anglais	19 avril	18 h-20 h	Aînés de 55 ans ou plus	8
Ville de Québec – Québec	8	Français	20 avril	18 h-20 h	Ménages à revenu élevé	6
Nouvelle-Écosse rurale	9	Anglais	21 avril	17 h-19 h	Personnes inquiètes du coût de la vie	6
Grande région de Montréal – Québec	10	Français	26 avril	18 h-20 h	Femmes de 18 à 34 ans	7
Edmonton – Alberta	11	Anglais	27 avril	20 h-22 h	Ménages à revenu moyen ou faible	8
Région de l’Outaouais – Québec	12	Français	27 avril	18 h-20 h	Ménages à revenu moyen ou faible	6
Nombre total de participants						88

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l’actualité (tous les lieux)

Au début de chaque rencontre, les participants ont été invités à nous dire ce qu’ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada ces derniers jours. Comme lors du cycle précédent, ils ont mentionné en tout premier lieu le conflit entre l’Ukraine et la Russie, et plusieurs ont dit suivre attentivement l’évolution de la crise ainsi que la réponse du gouvernement du Canada et des autres membres de l’Organisation du Traité de l’Atlantique Nord (OTAN). Beaucoup ont fait allusion aux sanctions infligées par le gouvernement fédéral à une foule de personnalités et d’entités russes, tandis que d’autres se sont rappelé l’aide financière et militaire conséquente accordée à l’Ukraine ainsi que les efforts menés par le gouvernement du Canada pour faire venir au pays un grand nombre de ressortissants ukrainiens qui fuyaient les combats.

Les participants avaient également en mémoire d’autres mesures et annonces du gouvernement fédéral sans lien avec l’Ukraine. Ils ont notamment mentionné le dépôt du budget fédéral de 2022, la décision de la Banque du Canada de relever ses taux d’intérêt d’un demi-point de pourcentage, l’assouplissement de certaines mesures de voyage liées à la pandémie pour les voyageurs entièrement vaccinés, et l’administration prévue d’une dose de rappel supplémentaire du vaccin contre la COVID-19 aux Canadiens faisant partie de certains groupes vulnérables.

Environnement et changements climatiques (résidents de l'île de Vancouver soucieux de l'environnement)

Un groupe de résidents de l'île de Vancouver soucieux de l'environnement a pris part à une discussion portant sur les changements climatiques et l'environnement. Nous avons commencé par leur poser une question générale sur les priorités auxquelles le gouvernement fédéral devrait s'attaquer. Plusieurs participants ont d'emblée désigné l'environnement et les changements climatiques comme de grandes priorités, et beaucoup croyaient que ces enjeux constituaient le plus grand défi du gouvernement du Canada à l'heure actuelle. Invités à décrire les questions environnementales qui les préoccupaient plus particulièrement, les participants ont mentionné la pollution à grande échelle, la dépendance aux sources d'énergie non renouvelables, et la conservation des ressources naturelles existantes, par exemple les arbres et l'eau douce. Dans une perspective plus large, quelques participants ont plaidé en faveur d'une vaste transformation des pratiques sociales et économiques qui privilégierait la durabilité et la conservation au même titre que la croissance économique et la prospérité.

Questionnés sur les mesures récentes prises par le gouvernement du Canada en faveur de l'environnement, plusieurs participants ont mentionné la tarification de la pollution par le carbone. D'autres ont fait allusion, sans les citer nommément, à des initiatives telles que le Plan de réduction des émissions pour 2030, le programme d'incitatifs pour les véhicules à zéro émission (iVZE) et la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes. Lorsque nous leur avons demandé ce qu'ils pensaient du travail du gouvernement du Canada sur ce plan, plusieurs se sont dits satisfaits de l'importance accrue accordée aux questions environnementales ces dernières années, mais une majorité croyait qu'il était possible d'en faire plus. En ce qui concerne les actions à mener à l'échelon fédéral, certains participants souhaitaient que les sociétés considérées comme de grands émetteurs aient davantage de comptes à rendre, en particulier celles du secteur de l'extraction des ressources. Ils trouvaient que le gouvernement fédéral devrait mieux encadrer ces sociétés et leurs activités.

Soins dentaires (aînés de la région de Kitchener-Waterloo)

Les aînés de la région de Kitchener-Waterloo, en Ontario, ont répondu à quelques questions supplémentaires au sujet des soins dentaires. La plupart n'avaient rien entendu à ce sujet dernièrement, mais quelques-uns étaient au courant de l'annonce récente par le gouvernement du Canada d'un plan visant à mettre sur pied un programme national de soins dentaires, couvrant notamment les jeunes de moins de 12 ans.

Après avoir reçu quelques précisions au sujet du plan, tous les participants ont jugé l'initiative louable et importante, et plusieurs ont approuvé la stratégie consistant à couvrir en premier lieu les jeunes, les aînés et les personnes handicapées. Il leur semblait que ce programme serait particulièrement utile aux personnes qui travaillent à leur compte ou dont l'employeur n'offre pas d'assurance dentaire. Nonobstant ces réactions largement favorables, plusieurs se demandaient quels types de soins dentaires le programme couvrirait et si les dentistes en activité au Canada seraient assez nombreux pour répondre à la demande, qu'ils croyaient susceptible d'augmenter une fois le programme lancé.

Tunnel Québec-Lévis (ménages à revenu élevé de Québec)

Les participants de la ville de Québec ont discuté d'une annonce récente du gouvernement du Québec concernant le projet de construction d'un tunnel qui créerait un troisième lien entre le centre-ville de Québec et la municipalité de Lévis. Plusieurs avaient entendu parler du projet et ont plus précisément évoqué ses coûts ainsi que les discussions en cours pour déterminer s'il comprendrait la construction d'un ou de plusieurs tunnels.

Lorsqu'il a été question de l'impact du troisième lien dans leur vie personnelle, un petit nombre de participants ont dit qu'il faciliterait peut-être leurs trajets quotidiens en réduisant la congestion sur d'autres voies routières, mais la plupart pensaient être peu touchés. En ce qui concerne l'impact général du projet, même si plusieurs participants ont dit ne pas en connaître suffisamment les détails pour se prononcer, la plupart s'attendaient à ce qu'il ait des répercussions positives à long terme pour les résidents de la région, notamment en faisant gagner du temps à ceux qui font la navette entre Québec et Lévis. En parallèle, beaucoup ont aussi fait part de leurs inquiétudes à l'égard des coûts de construction prévus, qui leur semblaient élevés et risquaient d'augmenter. Tous les participants jugeaient que le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer dans ce projet, au premier chef celui d'aider à financer la construction du tunnel et son entretien à long terme.

Projet d'exploitation Bay du Nord (ménages à revenu élevé de Québec, femmes de la GRM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais)

Quatre groupes ont discuté du projet d'exploitation Bay du Nord dont la construction est prévue au large de la côte Est de Terre-Neuve-et-Labrador. Très peu de participants étaient au courant du projet et ceux qui en avaient entendu parler ne savaient presque rien à son sujet, si ce n'est qu'il relève du secteur pétrolier et gazier.

Après avoir pris connaissance de renseignements supplémentaires, les participants ont exprimé en grand nombre leur appui à cette initiative. Plusieurs ont souligné les retombées économiques possibles d'une production nationale accrue de pétrole et de gaz pour les Canadiens, surtout vu la récente hausse des prix de l'essence au pays et les perturbations dans le secteur mondial du pétrole et du gaz résultant du conflit en cours en Ukraine. Bien que plusieurs continuaient d'appuyer la transition vers une production d'énergie plus durable et une économie plus verte, la plupart estimaient que le pétrole et le gaz restaient importants à court terme. Chez les participants moins convaincus du projet, la principale réserve était que même dans le cas où ce dernier n'aurait pas d'effets négatifs importants sur l'environnement, toute décision d'augmenter la production de ressources non renouvelables causerait certainement de tels dommages à long terme.

En ce qui concerne les impacts possibles du projet, la plupart des participants s'attendaient à ce qu'ils soient tant positifs que négatifs. Du côté positif, plusieurs croyaient qu'en augmentant la production nationale de pétrole et de gaz, l'économie canadienne enregistrerait des gains importants liés à la hausse des exportations vers les marchés étrangers. Certains avaient également bon espoir que les Canadiens en profiteraient en payant moins cher à la pompe. Même si plusieurs participants sont revenus sur les effets environnementaux qu'impliquaient de nouveaux investissements dans le secteur

pétrolier et gazier, de nombreux autres ont fait valoir que les résultats de l'évaluation environnementale justifiaient la décision d'aller de l'avant.

À la question de savoir ce que le projet Bay du Nord signifiait pour de futurs projets pétroliers et gaziers au Canada, certains participants ont répondu qu'il envoyait comme message que ce secteur continuerait de jouer un rôle important dans l'économie du pays, alors même qu'on accélère le virage vers les sources d'énergie renouvelables comme l'énergie éolienne, solaire et hydroélectrique. Il leur semblait que si les prévisions de l'évaluation environnementale se confirmaient et que l'impact écologique du projet Bay du Nord était effectivement minime, cela favoriserait sans doute l'approbation d'initiatives semblables. Au contraire, en cas d'effets délétères imprévus aux écosystèmes, de nombreux participants croyaient que le gouvernement fédéral se montrerait plus prudent avant d'approuver de tels projets à l'avenir.

Conseil d'administration du CN (femmes de la GRM)

Le groupe de Montréal a brièvement discuté de l'absence de francophones au conseil d'administration de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (le CN). Toutes les participantes avaient entendu parler du CN, mais peu étaient au courant de cette question. Dans la suite de la discussion, la plupart ont indiqué que, de leur point de vue, l'absence de francophones au conseil d'administration du CN témoignait de la sous-représentation de la langue française et des perspectives des Canadiens francophones dans la prise de décision de grandes organisations comme le CN. Une minorité était en désaccord et estimait qu'il n'y avait pas de problème tant que la compagnie offrait ses services en français et en anglais.

Invitées à dire si cet enjeu était important pour elles, plusieurs ont répondu que oui. Ces participantes ont fait allusion au problème plus général du manque de représentation francophone dans de nombreuses institutions et organisations canadiennes. Elles estimaient qu'en ce qui concerne des organisations d'envergure nationale comme le CN, la composition linguistique du conseil d'administration devrait refléter les deux langues officielles du pays.

État d'esprit du public (ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais)

Deux groupes ont eu une longue discussion sur l'état d'esprit de la population à l'heure actuelle et sur leurs perceptions des divisions sociales qui ont émergé ces dernières années. Nous avons commencé par demander aux participants de décrire leurs habitudes de consommation médiatique et les sources de nouvelles et d'informations qu'ils privilégient. Si certains comptaient surtout sur des médias traditionnels comme les nouvelles télévisées (CBC, CTV, Global News) ainsi que les journaux et la radio, beaucoup ont également dit consulter des médias sociaux (p. ex. Facebook, Twitter, Reddit et TikTok), des blogues, des balados, et des vidéos publiées sur des plateformes comme YouTube par divers spécialistes et émetteurs d'information.

De l'avis de la plupart des participants, de profondes divisions étaient apparues de plus en plus nettement entre différents groupes de Canadiens. Tout en reconnaissant que ces divergences avaient sans doute toujours existé, beaucoup pensaient qu'elles s'étaient accentuées au cours des derniers

mois et des dernières années et s'exprimaient désormais ouvertement. Certains ont ajouté que l'action conjuguée des médias sociaux et du phénomène de la « chambre d'écho » (dans lequel des usagers sont uniquement exposés à des informations qui renforcent une opinion existante ou un ensemble de croyances) contribuait à l'émergence d'opinions extrêmes et à la perte de repères communs.

À la question de savoir si la population était encore relativement unie sur certains enjeux, beaucoup ont dit qu'il y avait un consensus sur la nécessité de lutter contre l'inflation et l'augmentation du coût de la vie un peu partout au pays, et en particulier d'offrir de meilleurs salaires aux travailleurs canadiens. La plupart croyaient aussi que les Canadiens étaient sur la même longue d'onde pour ce qui est du conflit en Ukraine et qu'ils souhaitaient que le gouvernement du Canada continue de soutenir les Ukrainiens et leur effort de défense tout en évitant un affrontement direct avec les forces russes. Au chapitre des enjeux les plus conflictuels, plusieurs participants ont mentionné qu'un fossé grandissant séparait les tenants de l'exploitation des sources d'énergie non renouvelables comme le pétrole et le gaz et les partisans de la transition vers une économie « plus verte » et plus durable. Outre l'environnement, de nombreux participants ont indiqué que la pandémie de COVID-19, les mesures de santé publique connexes et les exigences relatives à la vaccination avaient été une importante source de discorde ces dernières années.

La plupart des participants trouvaient les Canadiens plus divisés à l'heure actuelle que par le passé. Beaucoup ont à nouveau pointé du doigt la responsabilité des médias sociaux à cet égard, estimant qu'un nombre croissant de Canadiens se livraient en ligne à des discussions beaucoup plus virulentes que celles qu'ils auraient en présence d'un interlocuteur. Certains ont aussi noté qu'une forte pression s'exerçait à l'heure actuelle pour « choisir son camp » sur plusieurs dossiers controversés, ce qui limitait encore plus la recherche d'un terrain d'entente entre les Canadiens. À la question de savoir si ces divisions les préoccupaient, beaucoup ont répondu que oui, car elles suscitaient selon eux une méfiance et un manque de cohésion malsains pour la société. En ce qui concerne le rôle possible du gouvernement du Canada sur ce front, les participants pensaient qu'il devrait accroître les efforts d'éducation à l'information en ligne pour aider les gens à reconnaître les sources de « fausses nouvelles ». Cela permettrait selon eux de réduire considérablement les effets de la désinformation et de la désinformation.

Budget 2022 (francophones du Nouveau-Brunswick, acheteurs d'un premier logement de la RGT, résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique, hommes du sud-ouest de l'Ontario, aînés de la région de Kitchener-Waterloo, ménages à revenu élevé de Québec, résidents de la Nouvelle-Écosse rurale inquiets du coût de la vie, femmes de la GRM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais)

Dix groupes ont discuté du nouveau budget fédéral déposé le 7 avril 2022. À cette occasion, les participants ont examiné les initiatives budgétaires sur l'abordabilité du logement, les préoccupations d'ordre économique, le changement climatique et l'environnement, de même que l'innovation, entre autres. Toutes les séances ont eu lieu dans les jours et les semaines qui ont suivi le dépôt du budget, sauf au Nouveau-Brunswick, où la discussion s'est déroulée le jour même du dépôt.

Attentes relatives au budget (francophones du Nouveau-Brunswick)

Au Nouveau-Brunswick, peu de participants étaient au courant du dépôt du budget ou des annonces et initiatives contenues dans celui-ci. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité, plusieurs ont mentionné les soins de santé et les pénuries de travailleurs dans ce secteur. D'autres ont parlé d'environnement et de changement climatique, d'augmentation des dépenses militaires et des efforts supplémentaires à déployer pour réduire le déficit fédéral.

Premières impressions (acheteurs d'un premier logement de la RGT, hommes du sud-ouest de l'Ontario, résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique, aînés de la région de Kitchener-Waterloo, ménages à revenu élevé de Québec, résidents de la Nouvelle-Écosse rurale inquiets du coût de la vie, femmes de la GRM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais)

Dans les neuf séances qui ont suivi le dépôt du budget, les participants ont partagé leurs premières impressions des priorités et des annonces du gouvernement fédéral. Dans tous les groupes, les participants étaient relativement peu nombreux à savoir que le budget avait été déposé, et aucun n'avait regardé ou écouté le discours en direct. Parmi ceux qui étaient à tout le moins au courant du budget, certains se sont souvenus de plusieurs domaines prioritaires et d'initiatives, notamment l'abordabilité du logement, les soins de santé, le lancement d'un programme national de soins dentaires, les initiatives sur l'environnement et le changement climatique, le renforcement de la défense nationale, un soutien accru pour les Canadiens de la communauté LGBTQ2 et la lutte contre le racisme.

En discutant de leurs impressions sur le thème général et l'orientation du budget, plusieurs ont qualifié les priorités et les initiatives mises de l'avant par le gouvernement fédéral de proactives et axées sur l'avenir, en particulier sur l'innovation et la reprise économique après la pandémie de COVID-19. De nombreux participants ont également parlé de ce qu'ils considéraient être une approche de « retour aux sources » et plusieurs ont apprécié l'accent sur les enjeux quotidiens, comme la hausse de l'inflation et du coût de la vie. Au sujet des secteurs et des mesures auxquels ils étaient particulièrement favorables, plusieurs ont mentionné les initiatives visant à rendre les logements plus abordables et la priorité accordée au changement climatique et à l'environnement.

Même si la plupart des participants ont généralement bien accueilli le budget, quelques-uns ont souligné les points qui selon eux étaient sous-représentés et qui mériteraient une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral. Plusieurs s'attendaient à ce qu'on parle plus longuement de la réconciliation avec les peuples autochtones, et qu'on fasse une plus grande place à l'environnement et au changement climatique. Quelques-uns étaient aussi d'avis qu'il faudrait redoubler d'efforts pour gérer et réduire le prix du carburant au Canada et ont souligné que le gouvernement fédéral devrait continuer à développer des sources d'énergie non renouvelables, de même que des alternatives plus durables.

Interrogés sur leurs impressions générales du budget, la majorité des participants ont vanté son intégralité et son équilibre, et le fait qu'il aborde une multitude d'enjeux importants pour les

Canadiens. Même si certains étaient d'avis qu'il ratissait trop large, nombreux étaient ceux qui étaient satisfaits de voir les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour traiter plusieurs sujets tous prioritaires à leurs yeux. Alors que certains s'entendaient pour dire qu'il faudrait en faire davantage dans les secteurs clés, comme l'abordabilité du logement et le coût de la vie, les participants croyaient généralement que le budget constituait une première étape et que les annonces et les mesures qu'il contenait auraient sans doute des impacts réels sur la vie de nombreux Canadiens.

Abordabilité du logement (acheteurs d'un premier logement de la RGT, hommes du sud-ouest de l'Ontario, résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique, aînés de la région de Kitchener-Waterloo, ménages à revenu élevé de Québec, résidents de la Nouvelle-Écosse rurale inquiets du coût de la vie, femmes de la GRM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais)

L'abordabilité du logement et les différentes initiatives et annonces budgétaires à ce sujet ont fait l'objet de longues discussions dans neuf groupes. Interrogés sur l'importance qu'ils accordaient à l'abordabilité du logement, presque tous les participants ont répondu que c'était extrêmement important et plusieurs croyaient que c'était l'enjeu de l'heure au Canada. Bon nombre d'entre eux avaient l'impression que dans les dernières années, les prix des logements avaient explosé et qu'une grande partie de la population peinait à se trouver une habitation abordable, tant sur le marché des propriétés résidentielles que le marché locatif. Un certain nombre de participants ont fait valoir que le logement était un droit fondamental qui n'était pas adéquatement pris en compte par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ces jours-ci.

De façon plus générale, de nombreux participants avaient l'impression que les ménages canadiens consacraient une grande partie de leurs revenus aux dépenses liées au logement, entraînant ainsi des répercussions négatives sur l'ensemble de l'économie, la diminution du revenu disponible menant à une réduction des dépenses dans d'autres secteurs comme le commerce de détail, la restauration et l'hôtellerie. L'abordabilité du logement a été décrite comme étant un problème grandissant même parmi les propriétaires de longue date. Alors que certains souhaitaient voir leur propriété prendre de la valeur, plusieurs ont mentionné les difficultés que cela entraînait puisqu'une vente signifiait tout de même qu'ils devraient se reloger, alors que les prix des propriétés devenaient de plus en plus élevés. Pour cette raison, certains se sentaient « prisonniers » de la situation actuelle.

À la question s'ils croyaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne l'abordabilité du logement, les participants avaient des avis partagés. Dans l'ensemble, même s'ils étaient plus nombreux à affirmer que le gouvernement fédéral était sur la mauvaise voie, un nombre important avait une opinion différente et croyait que d'importants progrès avaient été réalisés récemment au niveau fédéral pour résoudre le problème. Pour ceux qui croyaient que le gouvernement du Canada avait mieux travaillé dans le dossier de l'abordabilité du logement au cours des dernières années, les annonces budgétaires comme le nouveau compte d'épargne libre d'impôt (CELI) pour les acheteurs d'une première maison, les crédits d'impôt plus généreux (comme le crédit d'impôt pour l'achat d'une première propriété) et l'interdiction des investissements étrangers dans l'immobilier résidentiel au Canada pendant deux ans étaient des signes d'encouragement. Parmi ceux qui ont répondu que le gouvernement fédéral était sur la mauvaise voie, certains étaient d'avis

que même si l'enjeu attirait désormais une plus grande attention, cela ne serait probablement pas suffisant pour que les Canadiens surmontent les difficultés auxquelles ils sont confrontés. Même si plusieurs ont reconnu que les mesures prévues dans le dernier budget relativement au logement constituaient un pas dans la bonne direction, plusieurs étaient déçus que ces actions n'aient pas été prises avant. De façon plus générale, certains étaient d'avis que la question du logement relevait aussi des gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux, et souhaitaient qu'on adopte une approche à plusieurs niveaux.

Les participants ont ensuite fait quelques exercices et discuté des récentes annonces et initiatives budgétaires, et ont été invités à identifier celles qui d'après eux seraient les plus efficaces pour résoudre le problème. Les premières initiatives concernaient une offre accrue de logements dans plusieurs régions au Canada.

Parmi les initiatives présentées, l'annonce d'un financement additionnel de 2,9 milliards de dollars sur quatre ans pour le Fonds national de co-investissement pour le logement a reçu des éloges dans plusieurs groupes. De nombreux participants s'entendaient pour dire que cette initiative constituait l'investissement le plus important en matière de logement prévu dans le budget, et croyaient qu'il aiderait le plus grand nombre de gens, en particulier les Canadiens à faible et moyen revenu. Plusieurs ont également approuvé l'élément qui consiste à réparer les logements existants, et croyaient que cette option était la plus durable puisqu'elle met l'accent sur les logements déjà construits et non sur les nouvelles constructions domiciliaires.

Toujours en ce qui concerne l'abordabilité du logement pour les Canadiens à faible et moyen revenu, l'initiative visant à affecter 216 millions de dollars pour inciter les promoteurs à construire de nouveaux logements locatifs dont le prix de location est inférieur au prix moyen dans les zones où ils sont construits a été considérée par plusieurs comme étant particulièrement prometteuse. De nombreux participants avaient l'impression que cette mesure réduirait considérablement la pression sur le marché du logement et offrirait aux locataires plus d'options abordables tout en leur permettant d'épargner en vue d'acquérir une propriété. Certains croyaient également qu'en offrant de l'argent aux promoteurs pour les inciter à construire de nouveaux logements locatifs abordables, on les encouragerait à trouver des solutions nouvelles et innovatrices et d'en faire profiter les Canadiens. Les participants s'entendaient pour dire que cette initiative serait particulièrement utile aux jeunes qui représentent une proportion élevée de locataires et qui doivent affronter le problème d'abordabilité du logement dans une plus grande mesure que les générations plus âgées.

Le nouveau Fonds pour accélérer la construction de logements qui versera de l'argent aux municipalités dans le but de construire jusqu'à 100 000 nouveaux logements au Canada a également plu aux participants. L'idée de construire un nombre important de nouvelles habitations en a séduit plusieurs qui croyaient que cela réduirait considérablement la pression sur le marché du logement dans plusieurs régions. D'autres s'entendaient pour dire que le manque de logements était la principale cause de la crise qui sévit présentement et que cette initiative était un pas dans la bonne direction, et croyaient que le gouvernement du Canada devait s'efforcer de faire construire le plus grand nombre possible de logements dans un court laps de temps.

Les initiatives plus ciblées, comme l'investissement supplémentaire de 1,5 milliard de dollars sur deux ans pour la construction de nouveaux logements abordables destinés aux personnes en situation d'itinérance ou de violence familiale, ont également été considérées comme importantes par un certain nombre de participants. Plusieurs étaient d'avis que tous les Canadiens méritaient d'avoir accès à un logement abordable et qu'en diminuant le nombre de personnes en état d'itinérance ou de violence familiale, les communautés deviendraient des milieux de vie plus sûrs et plus équitables. Certains s'entendaient pour dire que cette initiative profiterait surtout aux personnes qui fuient la violence familiale, en particulier les femmes, et qui seraient autrement forcées de rester avec leur agresseur, faute de logements abordables disponibles.

Quelques-uns ont démontré de l'intérêt pour l'investissement supplémentaire de 500 millions de dollars visant à augmenter le nombre de coopératives d'habitation au Canada, avec la promesse d'accorder un milliard de dollars de plus en prêts aux projets de coopératives d'habitation. Certains souhaitaient eux-mêmes habiter dans une coopérative et quelques-uns ont affirmé l'avoir déjà fait. Plusieurs s'entendaient pour dire qu'un volume plus élevé de coopératives d'habitation contribuerait à réduire le coût du logement pour bon nombre de Canadiens, tout en créant des liens plus forts au sein des communautés locales.

Bien que moins populaire que les autres initiatives, l'investissement additionnel de 750 millions de dollars de nouveaux fonds pour le transport en commun aux municipalités qui s'engagent à investir leurs propres fonds dans la construction de nouveaux logements a été considéré comme un élément essentiel de la stratégie de logement du gouvernement fédéral. Plusieurs étaient d'avis qu'il ne suffisait pas de construire de nouveaux logements et qu'une infrastructure vitale (comme l'élargissement des transports en commun) serait également nécessaire pour relier ces nouvelles habitations à la communauté. D'autres croyaient que cette initiative contribuerait grandement à réduire la congestion sur les grandes artères et les corridors de transport en commun et qui les préoccupe de plus en plus compte tenu de la croissance démographique dans leurs communautés. Ils étaient peu nombreux à dire que l'initiative qui vise à réaffecter les budgets d'infrastructure existants pour prioriser la construction de nouveaux logements supplémentaires serait particulièrement utile. De plus, presque aucun participant n'a mentionné les fonds supplémentaires de 150 millions de dollars sur deux ans pour le logement dans les territoires du Nord.

Les participants ont ensuite examiné une deuxième série de priorités, cette fois concernant l'abordabilité du logement et les nouvelles façons d'accéder à la propriété pour les Canadiens.

De toutes les initiatives présentées, celles qui visaient les acheteurs d'une première maison, comme l'élargissement de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété et le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation qui double, passant de 5 000 \$ à 10 000 \$, ont reçu le plus d'appui et ont été sélectionnées comme favorites dans presque tous les groupes. Au sujet de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, les participants s'entendaient pour dire qu'il faciliterait l'accès à la propriété pour les célibataires. Plusieurs étaient d'avis qu'être en couple ou gagner deux salaires ne devrait pas être des conditions pour pouvoir se payer une maison et que cette plus grande flexibilité aiderait sans doute un grand nombre de Canadiens. En ce qui concerne le crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation, plusieurs s'entendaient pour dire qu'il pourrait aider les acheteurs potentiels à

finaliser leurs transactions et à les rapprocher de leur objectif de devenir propriétaires. La simplicité de cette initiative a plu à bon nombre de participants qui y voyaient un moyen d'aider une multitude de Canadiens, grâce à un processus simple et compréhensible.

Dans tous les groupes, les participants étaient très favorables à l'idée de mettre en place un compte d'épargne libre d'impôt (CELI) permettant aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour faire l'acquisition. Plusieurs croyaient que cette initiative contribuerait largement à aider les acheteurs potentiels, en particulier ceux qui disposent d'une plus longue échéance, à épargner pour l'achat de leur première maison.

Plusieurs participants ont également mentionné le montant supplémentaire de 200 millions de dollars visant à accroître les possibilités de location avec option d'achat. Certains croyaient qu'il s'agissait d'un moyen utile et innovateur d'aider les locataires à accumuler du capital tout en continuant de louer à court terme. Les participants s'entendaient pour dire que c'était une façon plus abordable et réaliste de faciliter l'accès à la propriété pour les Canadiens qui ne sont pas en mesure de verser une mise de fonds importante d'un seul coup.

Bien que la plupart étaient d'avis qu'il vaudrait la peine d'investir 562 millions de dollars sur deux ans pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, et 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans, quelques-uns ont indiqué qu'il s'agissait de l'enjeu le plus pressant en matière d'abordabilité du logement à l'heure actuelle. De plus, quelques participants seulement pensaient qu'un paiement unique de 500 \$ aux Canadiens qui ont de la difficulté à obtenir un logement abordable n'aurait aucun impact tangible. Plusieurs avaient l'impression que ce serait une mauvaise utilisation des ressources financières de la part du gouvernement fédéral.

On a également présenté aux participants une troisième série d'initiatives visant à protéger les Canadiens sur le marché du logement.

Parmi ces annonces, la création de pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des « réno-éviictions » a reçu un accueil favorable de nombreux participants. Plusieurs avaient l'impression que cette pratique était de plus en plus répandue chez les propriétaires et quelques-uns avaient constaté une hausse significative des loyers dans leurs quartiers après que des propriétés aient été rénovées. D'autres ont mentionné que cette mesure du gouvernement du Canada démontrait qu'il avait sérieusement l'intention de protéger les droits des locataires en leur donnant une plus grande tranquillité d'esprit quant à la stabilité de leurs conditions de vie à long terme.

De nombreux participants étaient très favorables à ce que le gouvernement du Canada interdise aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans. Plusieurs croyaient que les acheteurs étrangers étaient en grande partie responsables de la hausse du prix des logements au pays, surtout lorsqu'ils achètent des unités qui demeurent vacantes, les retirant essentiellement du marché. Les participants s'entendaient pour dire que dans plusieurs cas, les acheteurs étrangers profitaient du marché canadien du logement pour utiliser ces propriétés comme véhicules d'investissement au lieu d'habitations résidentielles. Même si la majorité des participants étaient d'avis que les Canadiens devraient avoir priorité sur les acheteurs étrangers, plusieurs ont précisé qu'ils ne voyaient aucun inconvénient à ce que des immigrants achètent des propriétés au

Canada, et que du moment qu'ils planifiaient s'installer et travailler au pays pour une longue période, il n'y avait aucune raison de leur refuser ce droit. Toujours en ce qui concerne la pratique qui consiste à acheter des propriétés qui demeurent vacantes, de nombreux participants ont appuyé l'initiative qui vise à rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables afin de dissuader les spéculateurs d'acheter des propriétés à des fins d'investissements plutôt que d'habitations résidentielles.

La proposition visant à mettre fin aux offres à l'aveugle a reçu un appui important dans presque tous les groupes. De l'avis de plusieurs, cette pratique était souvent utilisée par les agents immobiliers pour hausser artificiellement les prix de l'immobilier et mettre en concurrence des acheteurs potentiels. Selon eux, il s'agit d'un problème qui prend de plus en plus d'ampleur dans de nombreuses régions; certains avaient constaté que des propriétés s'étaient vendues pour un prix considérablement supérieur au prix demandé, ce qui avait eu pour effet de faire grimper davantage les prix des habitations résidentielles. Plusieurs croyaient que cette mesure permettrait une plus grande transparence dans le processus d'achat de propriété.

Bien que moins populaire, l'initiative qui consiste à introduire de nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat (flip immobilier) a aussi été mentionnée par quelques participants. Même si certains doutaient que la seule hausse de taxes suffise à décourager les flips immobiliers, la plupart étaient d'avis qu'il s'agissait d'un problème grandissant, notamment dans les marchés immobiliers les plus chers comme Toronto et Vancouver. Alors que la plupart considéraient que les flips immobiliers contribuaient largement à la flambée des prix de l'immobilier au Canada, quelques participants craignaient que ces nouvelles règles soient injustement punitives, surtout pour ceux qui gagnent leur vie en rénovant et en revendant des propriétés.

Dans les trois groupes de l'Ontario et du Lower Mainland en Colombie-Britannique, les participants ont discuté brièvement des initiatives de rénovation de logements prévues dans le budget. Lorsque nous leur avons présenté trois initiatives qui visent à aider les Canadiens à rénover leurs propriétés, la majorité a accueilli favorablement ces mesures qui selon eux seraient toutes utiles aux propriétaires qui souhaitent rendre leurs maisons plus accessibles ou plus « vertes », mais pour qui les coûts représentent un obstacle majeur. En ce qui concerne la nouvelle Stratégie canadienne pour les bâtiments durables et l'affectation de fonds supplémentaires de 458,6 millions de dollars qui viennent s'ajouter aux subventions existantes et aux programmes de prêts à faible taux d'intérêt pour des rénovations écoénergétiques, plusieurs étaient d'avis qu'elle pourrait contribuer à réduire les factures d'énergie à long terme, tout en diminuant les coûts exorbitants que doivent payer les propriétaires pour effectuer ces rénovations. Un certain nombre de participants étaient favorables à l'idée d'accorder un crédit d'impôt pouvant atteindre 7 500 \$ pour ceux qui veulent rendre leur propriété plus accessible aux aînés ou aux adultes en situation de handicap, et plusieurs ont mentionné que cette initiative aurait un impact positif sur leurs proches, en permettant aux parents âgés ou handicapés de vivre sous leur toit plutôt que dans un établissement de soins de longue durée.

Lorsque nous leur avons demandé ce qu'ils pensaient du plan dans son ensemble, les participants étaient généralement en faveur des différentes initiatives mises de l'avant par le gouvernement du Canada. Plusieurs étaient agréablement surpris de voir la grande place accordée à l'abordabilité du

logement dans le budget. Même si certains ont mentionné qu'ils attendraient que les initiatives soient mises en œuvre avant de déterminer si le plan est viable, la plupart étaient optimistes et croyaient que celles-ci contribueraient grandement à stabiliser les prix des logements et à aider un plus grand nombre de Canadiens à obtenir des logements abordables dans leurs communautés.

Bien que la plupart aient salué l'exhaustivité des initiatives en matière de logement présentées dans le budget, quelques autres avaient des opinions différentes et croyaient que le gouvernement du Canada devrait se concentrer sur une liste restreinte de grandes priorités au lieu de s'attaquer à plusieurs secteurs d'un seul coup. En discutant à savoir s'il était réaliste de s'attendre à ce que le gouvernement fédéral soit en mesure de mettre en œuvre toutes ces initiatives à court terme, plusieurs doutaient que ce soit possible, compte tenu du nombre de nouvelles initiatives et d'annonces contenues dans le budget. Ceci étant dit, la plupart étaient ouverts à l'idée que le gouvernement fédéral tente tout ce qu'il peut pour s'attaquer au problème d'abordabilité du logement et ont exprimé leur enthousiasme envers les nouvelles initiatives.

Mesures fiscales (ménages à revenu élevé de Québec)

Le groupe de la ville de Québec s'est prêté à un exercice supplémentaire portant sur les initiatives fiscales présentées dans le budget 2022. Après avoir examiné une liste de mesures clés que le gouvernement fédéral comptait adopter à cet égard, presque tous les participants se sont dits en faveur d'une modification des processus de transactions financières qui limiterait l'utilisation des structures corporatives dans des paradis fiscaux à des fins d'évitement fiscal abusif. Beaucoup estimaient qu'il fallait en faire en plus pour s'assurer que les sociétés et les personnes fortunées paient leur juste part d'impôt. Certains appuyaient donc aussi l'initiative visant à envisager un nouveau régime fiscal minimal, plus particulièrement pour les Canadiens à revenu élevé, dont l'impôt était jugé disproportionnellement faible par rapport à leurs avoirs. De l'avis des participants, toute mesure permettant de rendre la situation plus équitable serait un pas dans la bonne direction.

Nous avons ensuite présenté au groupe une deuxième série de mesures fiscales axées sur les petites entreprises, la numérisation de l'argent (notamment les cryptomonnaies) et l'exercice d'une surveillance accrue de la part de l'Agence du revenu du Canada (ARC). Aucune de ces initiatives n'a suscité beaucoup d'enthousiasme, mais certains participants ont bien accueilli l'annonce d'un financement de 1,2 milliard de dollars (sur cinq ans) qui permettrait à l'ARC d'accroître la fréquence de ses audits et de ses poursuites visant les grandes entités et les non-résidents soupçonnés d'évasion fiscale criminelle. Peu de participants étaient favorables aux autres initiatives, mais un petit nombre croyaient qu'une réglementation des cryptomonnaies serait prudente, en particulier vu les inquiétudes que soulève la volatilité des monnaies numériques à court comme à long terme.

Questions économiques (acheteurs d'un premier logement de la RGT, hommes du sud-ouest de l'Ontario, résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique, aînés de la région de Kitchener-Waterloo, ménages à revenu élevé de Québec, résidents de la Nouvelle-Écosse rurale inquiets du coût de la vie, femmes de la GRM)

Sept groupes ont discuté de plusieurs questions liées à l'économie ainsi que des moyens d'assurer la croissance et la prospérité futures du pays. Afin de lancer la discussion sur des mesures et des

annonces économiques précises, nous avons présenté aux groupes une série de citations directement tirées du budget, en invitant leurs réactions dans chaque cas.

Pour commencer, les participants ont lu la description suivante de la situation économique actuelle du Canada :

« Notre économie a récupéré 112 % des emplois perdus lors de ces terribles premiers mois contre seulement 90 % aux États-Unis. Notre taux de chômage est tombé à seulement 5,5 %, près du niveau record de 5,4 % atteint en 2019, le plus bas au Canada en cinq décennies. Notre PIB réel dépasse de plus d'un point de pourcentage son niveau d'avant la pandémie. Pensez à ça : après une récession dévastatrice – pendant laquelle les vagues ont déferlé les unes après les autres et les confinements se sont succédé – notre économie ne s'est pas simplement rétablie. Elle est en pleine effervescence. »

Très peu de participants ont trouvé que cet énoncé représentait fidèlement l'état actuel de l'économie canadienne. Beaucoup ont contesté l'assertion selon laquelle l'économie était « en pleine effervescence », citant tout particulièrement les pertes économiques subies au cours des deux dernières années à cause des confinements et d'autres exigences de santé publique liées à la COVID-19. Dans la même veine, plusieurs ont mentionné les problèmes de chaînes d'approvisionnement qui perduraient, les coûts croissants du carburant, l'inflation élevée et la hausse rapide du coût de la vie en général. De l'avis général, le fait que le taux de chômage soit relativement bas importait peu si les Canadiens ne gagnaient pas assez d'argent pour joindre les deux bouts.

La discussion s'est ensuite portée sur les dépenses fédérales et la dette nationale, dont il est question dans l'énoncé suivant :

« Nous sommes absolument résolus à ce que notre ratio de la dette au PIB continue de diminuer. Nos déficits pandémiques diminuent et ils doivent continuer à diminuer. Les dettes exceptionnelles engagées pour assurer la sécurité et la solvabilité des Canadiens doivent être remboursées. C'est notre cible budgétaire. Nous ne la manquerons pas. »

Même si de nombreux participants attachaient de l'importance à la réduction de la dette, plusieurs ont précisé que le niveau de dépenses élevé du gouvernement fédéral durant la pandémie et l'augmentation corollaire de la dette nationale avaient été nécessaires pour assurer la protection et la sécurité financière des Canadiens ces deux dernières années. Certains participants craignaient également que des efforts accrus pour réduire ce déficit n'entraînent des hausses d'impôt ou des coupes dans les programmes sociaux. À la question de savoir si le gouvernement fédéral devrait adopter une approche graduelle ou plus musclée du retour à l'équilibre budgétaire, presque tous ont répondu qu'il serait plus sage d'y aller progressivement.

L'énoncé suivant montré aux participants portait sur l'innovation :

« Nous accusons toutefois du retard sur le plan de la productivité économique. La productivité est importante, parce que c'est ce qui garantit le rêve de tous les parents, à savoir que nos enfants vivront dans un monde plus prospère. C'est un problème canadien bien connu, et insidieux. Il est temps que le Canada s'y attaque. Nous proposons de le faire, en partie, par l'intermédiaire d'une nouvelle agence d'innovation et d'investissement. Elle s'appuiera sur les meilleures pratiques internationales de partout

dans le monde. Elle donnera aux entreprises canadiennes de tous les secteurs de l'économie les outils et les incitatifs dont elles ont besoin pour créer et innover, et pour prendre des risques et croître. »

Les participants ont exprimé des avis partagés à l'égard de la création d'une agence d'innovation et d'investissement. Certains croyaient que c'était une excellente idée et qui n'avait que trop tardé. Quelques-uns, qui considéraient que le climat économique du Canada présentait une certaine « aversion au risque », se sont réjouis à la perspective de trouver des solutions plus créatives aux problèmes du pays. Plusieurs voyaient également d'un bon œil que des investissements en innovation encouragent la production et la fabrication intérieures, et pensaient qu'il était important pour le gouvernement du Canada de promouvoir une plus grande autosuffisance économique. D'autres voyaient les choses autrement : ils estimaient que le Canada était un pays assez innovateur et qu'il n'y avait pas de problème d'innovation à l'heure actuelle.

Nous avons ensuite demandé aux participants de se tourner vers l'environnement et la transition vers une économie « plus verte », en leur présentant l'extrait suivant du document budgétaire :

« L'économie mondiale devient verte. Le Canada peut devenir un chef de file ou traîner de la patte. Évidemment, ce n'est pas du tout une option – c'est pourquoi notre gouvernement investit de manière urgente dans cette transition. Notre plan est dicté par notre prix national sur la pollution – le plus intelligent et le plus efficace incitatif à l'action climatique – et par un nouveau fonds de croissance du Canada qui aidera à attirer des milliards de dollars en capital privé dont nous avons besoin pour transformer notre économie à grande vitesse et à grande échelle. »

De nombreux participants ont approuvé cet énoncé, presque tous étant d'avis qu'une transition vers une économie plus verte et plus durable était incontournable et que le gouvernement du Canada devait poursuivre ses efforts pour atténuer les changements climatiques. Ce sujet tenait à cœur à certains participants, qui considéraient les changements climatiques comme l'enjeu le plus important auquel les Canadiens sont aujourd'hui confrontés. Selon eux, le gouvernement fédéral devait utiliser tous les outils à sa disposition pour protéger et préserver l'environnement. Plusieurs participants recommandaient notamment de continuer d'encourager l'adoption de technologies propres et ont salué au passage les récents incitatifs pour l'achat d'un véhicule zéro émission (VZE). Lorsque nous leur avons demandé à quoi servirait le fonds de croissance du Canada annoncé dans le budget, les participants ont répondu qu'il permettrait de réaliser des investissements dans différents domaines, par exemple les incitatifs pour l'achat de VZE, le développement des programmes de recyclage, l'amélioration des infrastructures, et les subventions ou les prêts à faible taux d'intérêt permettant à des propriétaires de rénover leur logement pour le rendre plus écoénergétique.

Afin d'aborder la question de la formation axée sur les compétences et les contributions des nouveaux Canadiens à l'économie du pays, nous avons soumis l'énoncé suivant aux participants :

« En 2020, le Canada a connu la croissance démographique la plus rapide du G7. À l'heure où le monde cherche désespérément des travailleurs et des gens de talent, l'enthousiasme unique de notre pays pour l'accueil des nouveaux Canadiens est un puissant catalyseur de prospérité économique. Ce budget facilitera la tâche des immigrants qualifiés dont notre économie a besoin pour faire du Canada leur nouveau chez-soi. Il investira également dans les travailleurs déterminés et talentueux qui sont déjà ici. »

La plupart des réactions ont été favorables. De nombreux participants pensaient que cette mesure permettrait d'accroître la main-d'œuvre canadienne et de tirer parti de la position du Canada en tant que destination de choix des immigrants. Plusieurs avaient l'impression que des pénuries de main-d'œuvre touchaient maintes régions du pays et que des efforts plus soutenus pour recruter des travailleurs étrangers contribueraient puissamment à corriger le problème. À ce sujet, certains participants croyaient que beaucoup de gens qualifiés venus s'installer au Canada avaient d'énormes difficultés à obtenir les titres de compétences nécessaires pour travailler dans leur domaine. Il leur semblait que le gouvernement fédéral pourrait faciliter davantage le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers et, au besoin, offrir une aide financière aux nouveaux arrivants pour qu'ils puissent recevoir l'accréditation ou la formation complémentaire requise pour exercer leur métier au Canada.

Les participants des groupes de Kitchener-Waterloo et de la Nouvelle-Écosse rurale ont ensuite porté leur attention sur les services de garde d'enfants, après avoir lu la citation qui suit :

« Lorsque nous avons fait la promesse, il y a moins d'un an, de faire des services de garde d'enfants de grande qualité et abordables une réalité pour les Canadiens, notre plan a été accueilli avec enthousiasme. Mais les applaudissements étaient accompagnés d'un scepticisme justifiable. Après tout, des promesses similaires avaient été faites et rompues pendant des décennies – à cinq reprises en fait! C'est pourquoi, comme je suis ici aujourd'hui, je suis si fière de le dire, nous avons tenu notre promesse. Nous avons signé des ententes sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants avec chaque province et territoire. C'est la libération des femmes. Plus de femmes n'auront plus à choisir entre la maternité et une carrière. Et la mesure rendra la vie plus abordable pour les familles canadiennes de la classe moyenne. »

L'offre accrue de services de garde d'enfants à coût modique était une initiative importante aux yeux de la plupart des participants, surtout dans l'optique de rendre la vie plus abordable pour les familles canadiennes ayant de jeunes enfants et de fournir aux parents, et en particulier aux femmes, une solution viable pour reprendre leur carrière. Si un petit nombre de participants craignaient qu'en réduisant les frais de garde à 10 \$ par jour en moyenne, l'on dévalorise le travail des éducatrices de la petite enfance, la plupart pensaient plutôt que ces ententes et le soutien conjoint des gouvernements fédéral et provincial ou territorial garantiraient que ces services sont financièrement avantageux tant pour les parents que les éducatrices. La question de savoir si les services de garde abordables relevaient d'une « politique économique féministe » a suscité des avis partagés. De l'avis de nombreux participants, les femmes bénéficieraient davantage des ententes conclues à cet égard, mais certains ont fait valoir que les hommes assumaient aujourd'hui une part croissante des responsabilités parentales et étaient dans bien des cas le parent qui restait à la maison pour s'occuper des enfants en l'absence de services de garde abordables.

Impressions générales (acheteurs d'un premier logement de la RGT, hommes du sud-ouest de l'Ontario, résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique, aînés de la région de Kitchener-Waterloo, ménages à revenu élevé de Québec, résidents de la Nouvelle-Écosse rurale inquiets du coût de la vie, femmes de la GRM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais)

Les neuf groupes tenus après le dépôt du budget ont conclu cette discussion en donnant leurs impressions générales du budget 2022 à partir des annonces et mesures qu'ils avaient passées en revue. Dans l'ensemble, ils ont exprimé des avis largement positifs, jugeant que le gouvernement fédéral avait réussi à créer un plan complet et ambitieux qui s'attaque à plusieurs défis. Plusieurs ont réitéré leur satisfaction de voir le gouvernement fédéral mettre l'accent sur des dossiers pressants comme l'abordabilité du logement et le coût de la vie, qui leur semblaient affecter une part importante de la population. En ce qui concerne les lacunes ou les sujets sous-représentés dans le budget, les participants ont mentionné des domaines comme la réconciliation et les questions autochtones (notamment l'approvisionnement en eau potable et l'amélioration des infrastructures), l'examen de la viabilité du revenu universel de base au Canada, la formation axée sur les compétences pour les personnes qui n'ont pu réintégrer leur emploi à la fin de la pandémie, et la nécessité de rendre les frais de scolarité plus abordables et d'accroître l'aide financière aux étudiants de niveau postsecondaire.

Soins de santé (francophones du Nouveau-Brunswick, acheteurs d'un premier logement de la RGT, hommes du sud-ouest de l'Ontario)

Trois groupes ont discuté des priorités en matière de soins de santé pour le gouvernement du Canada et des défis auxquels le secteur est confronté. Pour débiter la conversation, nous avons demandé aux participants quels étaient les plus grands défis liés aux soins de santé dans leur région, ce à quoi ils ont répondu les pénuries de personnel, le manque de financement, les reports de rendez-vous et de chirurgies, les services limités de soins en santé mentale, et le manque de services en français pour les résidents francophones de communautés majoritairement anglophones.

Interrogés à savoir s'ils avaient entendu parler de récents engagements ou d'annonces faites par le gouvernement du Canada en matière de soins de santé, peu de participants se rappelaient quoi que ce soit. Les quelques-uns qui avaient entendu quelque chose ont fait allusion aux annonces comme la création d'un programme national de soins dentaires pour les Canadiens et les efforts déployés par l'Agence de santé publique du Canada (ASPC) pour embaucher du personnel infirmier supplémentaire dans la foulée de la pandémie de COVID-19.

Les participants ont été informés de plusieurs priorités en matière de soins de santé récemment annoncées par le gouvernement du Canada, qui sont de remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente, augmenter l'accès aux soins de santé familiale, améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile, s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances, et moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels. Tous les groupes ont favorablement accueilli ces priorités et de nombreux participants ont mentionné celles visant à remédier aux pénuries de personnel de la santé et augmenter l'accès aux soins en santé mentale et aux services de lutte contre la toxicomanie comme étant particulièrement importantes.

Parmi les autres priorités, un certain nombre de participants étaient d'avis que l'amélioration des soins de longue durée et des soins à domicile s'imposait depuis longtemps, alors que plusieurs ont également parlé de la nécessité d'augmenter l'accès aux soins de santé familiale. Quelques-uns seulement ont mentionné la modernisation de la gestion des données sur la santé comme enjeu pressant, bien que plusieurs aient démontré un réel intérêt pour l'accès élargi aux soins virtuels.

Priorités en matière de soins de santé (francophones du Nouveau-Brunswick)

Les participants du Nouveau-Brunswick ont discuté longuement des priorités en matière de soins de santé mentionnées plus haut. À la question à savoir quels étaient les politiques ou les investissements qui devraient être mis en œuvre par le gouvernement fédéral pour aborder ces enjeux, les participants ont fait plusieurs suggestions.

Pour ce qui est de remédier aux pénuries de personnel de la santé et de réduire les temps d'attente, plusieurs ont proposé de trouver des moyens pour attirer un plus grand nombre de travailleurs dans le secteur de la santé. Les participants s'entendaient également pour dire qu'il faudrait en faire davantage pour ceux qui œuvrent actuellement dans ce secteur et qui ont souffert des horaires de travail très intenses et d'épuisement professionnel après deux ans de pandémie de COVID-19. En ce qui concerne l'accès aux soins de santé familiale, certains ont suggéré des mesures comme offrir des incitatifs financiers aux médecins de famille pour qu'ils acceptent de pratiquer dans des communautés rurales, par exemple en augmentant leurs honoraires en échange d'un engagement à pratiquer dans ces communautés pour une période déterminée. Discutant des façons d'améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile, un certain nombre de participants étaient d'avis qu'il faudrait en faire plus pour garder les aînés chez eux le plus longtemps possible et que cela aurait des effets bénéfiques sur leur santé puisqu'ils jouiraient d'un plus grand confort à la maison que dans un établissement de soins de longue durée. Sur la question de la santé mentale et de la consommation de substances, les participants s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada devrait redoubler d'efforts pour élargir l'accessibilité aux soins pour ceux qui ont besoin de traitements, certains allant jusqu'à dire que ces services étaient actuellement limités dans leurs communautés. Plusieurs ont ajouté que des mesures devraient être prises pour augmenter la capacité des soins virtuels au Canada afin de venir en aide aux résidents des régions rurales ou éloignées qui ont difficilement accès aux médecins de famille et aux spécialistes.

Ukraine (membres de la diaspora ukrainienne de grandes villes des Prairies)

Le groupe de participants de la diaspora ukrainienne des Prairies a discuté du conflit en Ukraine, qui a débuté le 24 février 2022 lorsque les forces russes ont envahi le territoire ukrainien.

Invités à nous faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu récemment au sujet de cet événement, les participants ont cité un éventail de nouvelles. Ils ont évoqué les bombardements, les frappes de missiles et les attaques au sol que continuaient de mener les forces russes dans de nombreuses villes d'Ukraine, les efforts soutenus des forces ukrainiennes pour repousser l'invasion, les scènes d'horreur découvertes dans des villes comme Boutcha – qui attestaient de crimes de guerre, selon beaucoup –, la

fuite d'un grand nombre d'Ukrainiens vers l'ouest pour échapper aux combats, et les efforts du gouvernement du Canada pour leur offrir une terre d'asile.

Lorsque nous leur avons demandé d'où ils recevaient des nouvelles du conflit, presque tous les participants ont dit être tenus au courant de la situation par des parents et des relations vivant toujours en Ukraine. Beaucoup ont dit qu'ils suivaient aussi les nouvelles des diffuseurs canadiens comme CBC et Global News ainsi que les actualités venant de pays limitrophes du conflit, dont la Pologne.

En ce qui concerne les mesures prises par le gouvernement du Canada en réponse au conflit, de nombreux participants se rappelaient le soutien militaire et financier conséquent offert à l'Ukraine dans les semaines précédant et suivant l'invasion russe. En plus de ce soutien direct, plusieurs ont mentionné les sanctions prises par le gouvernement fédéral en vertu de la *Loi sur les mesures économiques spéciales*, de concert avec ses alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Plusieurs participants ont également salué les efforts diplomatiques soutenus du gouvernement du Canada pour condamner les agissements de la Russie, entre autres sa décision d'interdire l'importation de pétrole brut russe au Canada, mesure qu'ils jugeaient percutante d'un point de vue tant économique que diplomatique. Un certain nombre de participants se sont dits reconnaissants de l'appui manifesté à l'Ukraine par le gouvernement fédéral jusqu'à présent.

Nonobstant ces éloges, la plupart croyaient qu'il fallait en faire beaucoup plus pour défendre l'Ukraine et protéger les personnes déplacées par le conflit. Interrogés sur les autres mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour mieux soutenir l'Ukraine et le peuple ukrainien, les participants ont fait une foule de suggestions. Ils ont recommandé d'encourager les alliés de l'OTAN à créer une « zone d'exclusion aérienne » au-dessus de l'Ukraine, d'imposer de nouvelles sanctions contre des particuliers et des entités russes ainsi que bélarusses, et de réclamer une enquête approfondie sur les allégations de crimes de guerre et d'atrocités perpétrés par les forces russes. Sur le plan humanitaire, tous les participants estimaient que le gouvernement du Canada pourrait accentuer ses efforts pour faciliter le transport et l'installation des nombreux Ukrainiens en quête d'un lieu sûr, ainsi que pour concevoir des stratégies en matière d'emploi et d'éducation adaptées aux nouveaux arrivants. Par ailleurs, ils ont suggéré que le gouvernement fédéral rationalise la collecte de dons provenant du public canadien, soit en créant un organisme sous sa direction, soit en désignant un organisme de bienfaisance déjà en mesure de fournir de l'aide à des pays en situation de crise humanitaire.

Au chapitre des conséquences possibles du conflit à court et à long terme, la plupart des participants s'attendaient à ce que les contrecoups de l'invasion russe se fassent longtemps sentir à l'échelle mondiale. Dans l'immédiat, beaucoup pensaient que la réduction ou la perte des exportations agricoles ukrainiennes entraînerait des pénuries alimentaires en Europe et ailleurs. La plupart craignaient également une aggravation de la crise humanitaire pour les Ukrainiens déplacés par le conflit, qui attendaient d'être pris en charge et dont le retour chez eux n'était pas envisageable dans un avenir prochain. À plus long terme, certains participants estimaient qu'à moins d'agir pour repousser l'incursion russe en Ukraine, des pays voisins comme la Moldavie et la Géorgie risquaient d'être bientôt pris pour cibles. La question de savoir si la Russie se hasarderait à affronter directement

les forces de l'OTAN a suscité des avis plus partagés, mais beaucoup s'inquiétaient que la situation donne lieu à une nouvelle « mentalité de la guerre froide » ainsi qu'au retrait complet de la Russie et de ses alliés de l'ordre international.

Lorsque nous avons demandé aux participants ce qu'il devrait se passer pour que le Canada puisse accueillir un grand nombre d'Ukrainiens déplacés par le conflit, beaucoup ont réitéré l'importance d'accroître l'aide financière, notamment pour couvrir le coût du transport aérien. Ils ont également avancé qu'un soutien logistique de la part des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux serait nécessaire pour aider les Ukrainiens souhaitant venir au Canada à se trouver un logement et un emploi ainsi qu'à remplir tous les documents exigés pour commencer leur nouvelle vie. Beaucoup ont recommandé de prévoir des services de santé mentale à leur intention, sachant que nombre d'entre eux auraient sans doute besoin d'aide pour soigner les traumatismes récemment vécus.

Afin de guider la discussion et de préciser les mesures adoptées par le gouvernement du Canada, nous avons présenté aux participants des renseignements sur la création de l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU). Malgré les réactions généralement favorables à l'égard de la création de l'AVUCU, de nombreux participants estimaient que la limite de trois ans devrait être abolie afin de permettre aux ressortissants ukrainiens de rester au Canada à plus longue échéance. Plusieurs ont renchéri en disant que le gouvernement fédéral devrait s'affairer à créer une voie d'accès à la résidence permanente et à la citoyenneté canadienne pour tous ceux qui souhaitent s'installer au Canada pour de bon. Questionnés sur les mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour protéger la langue et la culture des Ukrainiens établis au Canada, nombre de participants ont indiqué que cet enjeu, quoiqu'important, serait mieux géré par les municipalités et les organisations locales que par le gouvernement du Canada. De l'avis général, même si des fonds fédéraux destinés à la programmation ukrainienne locale seraient les bienvenus, la communauté ukrainienne était responsable de protéger sa langue et sa culture et, dans le cas des nouveaux arrivants, cela se produirait sans doute naturellement à mesure qu'ils intègrent leurs nouvelles communautés.

Réduction des émissions (résidents de l'île de Vancouver soucieux de l'environnement)

Des participants soucieux de l'environnement et résidant sur l'île de Vancouver ont exprimé leurs points de vue concernant le Plan de réduction des émissions du gouvernement du Canada. Au début de cette discussion, nous leur avons demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu des nouvelles ou des annonces récentes concernant le travail du gouvernement du Canada en matière d'environnement et de changements climatiques. Peu de participants avaient entendu quoi que ce soit, bien qu'un petit nombre se soit souvenu de la récente promesse du gouvernement fédéral de réduire considérablement les émissions d'ici 2030, dans le but d'atteindre la « carboneutralité » d'ici 2050.

Interrogés expressément pour savoir s'ils avaient entendu parler de l'annonce récente du gouvernement du Canada concernant son Plan de réduction des émissions, très peu de participants connaissaient cette initiative par son nom. Lorsque nous leur avons fourni des détails supplémentaires sur le Plan, les réactions des participants ont été généralement positives, la plupart estimant qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction. En même temps, toutefois, plusieurs d'entre eux se sont demandé comment ces divers objectifs et priorités pourraient être atteints dans les délais impartis, et

ce qui serait fait si, d'ici 2030, tous les objectifs n'avaient pas été atteints. Quelques-uns ont également exprimé leur scepticisme quant à la capacité du Canada à s'éloigner de la dépendance aux combustibles fossiles, comme le pétrole et le gaz, et à s'orienter de manière plus marquée vers l'adoption de sources d'énergie et de technologies propres et renouvelables. Les participants ont estimé qu'il s'agirait d'un défi, étant donné l'impression que de nombreux ménages et secteurs d'activité canadiens continuent de dépendre fortement de sources d'énergie non renouvelables, comme le charbon et le gaz naturel.

En discutant des priorités mentionnées dans le plan qu'ils considèrent comme les plus importantes, les participants ont convergé vers des initiatives axées sur la réduction de la pollution par le carbone provenant des secteurs pétrolier et gazier, ainsi que l'augmentation des investissements visant à préserver les ressources naturelles du Canada et à développer des « solutions climatiques naturelles » fondées sur des modes de vie plus durables. Plusieurs participants ont également accordé la priorité à l'initiative pour aider les industries à mettre au point et à adapter des technologies propres dans leur cheminement vers la carboneutralité, beaucoup d'entre eux considérant que les fabricants sont actuellement parmi les plus grands pollueurs.

Avant de clore la discussion, les participants ont eu quelques minutes pour examiner le document d'information sur le Plan de réduction des émissions à partir d'un lien vers le document (<https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/nouvelles/2022/03/plan-de-reduction-des-emissions-pour-2030--prochaines-etapes-du-canada-pour-un-air-pur-et-une-economie-forte.html>). Un certain nombre d'éléments ont attiré leur attention, notamment un investissement de 25 millions de dollars dans les Initiatives régionales stratégiques, l'affectation de 9,1 milliards de dollars aux nouveaux investissements prévus dans le Plan, l'objectif d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050 et l'expansion des mesures incitatives encourageant davantage de Canadiens à acheter des véhicules zéro émission (VZE).

Véhicules zéro émission (résidents de l'île de Vancouver soucieux de l'environnement)

Les participants du groupe de l'île de Vancouver ont également engagé une brève discussion sur les véhicules zéro émission (VZE). À l'heure actuelle, aucun des participants ne possédait un tel véhicule, mais plusieurs ont exprimé leur intérêt à en acheter un dans l'avenir. Parmi eux, beaucoup ont mentionné les coûts de carburant et d'entretien moins élevés, ainsi que les effets positifs sur l'environnement que ces types de véhicules devraient produire. Parmi ceux qui hésitaient à acheter un VZE, certains ont mentionné des problèmes, par exemple le prix relativement élevé de ces véhicules, le manque perçu d'infrastructures (comme les bornes de recharge) dans les régions plus rurales, ainsi qu'une préférence pour d'autres options de transport durable, comme le transport en commun, les bicyclettes ou les bicyclettes électriques.

En discutant de leurs réactions à une proposition du gouvernement du Canada de fixer un objectif selon lequel toutes les nouvelles voitures vendues au Canada seraient des VZE d'ici 2050, plusieurs avaient l'impression qu'un tel objectif était déjà en place depuis un certain temps, certains suggérant que l'échéancier pourrait être devancé de beaucoup par rapport à 2050. Si la plupart étaient en faveur de cette initiative, quelques participants ont également soulevé des inquiétudes quant à la faisabilité

de cet objectif. Ils se demandaient notamment si des infrastructures suffisantes pourraient être mises en place dans tout le Canada (y compris dans les régions rurales et éloignées) pour permettre cette transition à grande échelle, et si les VZE représentaient vraiment une option beaucoup plus durable. En ce qui concerne cette dernière préoccupation, un certain nombre de participants s'inquiétaient particulièrement de la capacité d'éliminer en toute sécurité les batteries des VZE ainsi que de la dépendance de ces batteries à l'égard des métaux et des minéraux des terres rares, qui devraient être extraits au moyen d'une exploitation minière potentiellement dommageable pour l'environnement.

Pour répondre à ces préoccupations, certains ont suggéré que le gouvernement du Canada entreprenne un processus de diligence raisonnable complet avant d'investir dans les VZE ou de promouvoir une transition plus large vers ces véhicules. On a estimé que cela contribuerait grandement à garantir que cette nouvelle technologie sera effectivement aussi bénéfique pour l'environnement que prévu. De plus, bien que le prix ait été présenté comme un obstacle majeur à l'atteinte de l'objectif de 2050, plusieurs ont réitéré que ce n'était pas la seule réserve qu'ils avaient à l'égard des VZE, certains exprimant des préoccupations liées à la durée de vie des batteries, à l'impact environnemental associé à leur fabrication et à leur élimination, et au besoin d'une plus grande variété de VZE (comme des camionnettes et des camions plus gros) pour répondre aux divers styles de vie des Canadiens.

Défis et priorités en matière de langues officielles (francophones du Nouveau-Brunswick)

Les participants d'un groupe composé de francophones vivant au Nouveau-Brunswick ont discuté des langues officielles, notamment des défis auxquels font face les francophones dans les collectivités à prédominance anglophone, et exprimé leurs points de vue concernant les priorités du gouvernement du Canada en matière de langues officielles et les mesures potentielles qu'il pourrait mettre en œuvre.

Pour commencer, nous avons demandé aux participants ce qu'ils pensaient de l'état de la langue française dans leur propre collectivité. La plupart étaient d'avis que celle-ci était actuellement menacée, beaucoup estimant que l'anglais était beaucoup plus universellement parlé, bien que le Nouveau-Brunswick soit une province officiellement bilingue. Un certain nombre de participants ont mentionné que la propension des jeunes générations à converser en anglais dans leur vie quotidienne, ainsi qu'une baisse apparente des inscriptions dans les écoles d'immersion française étaient les principaux facteurs responsables de la diminution perçue de la présence de la langue dans leur collectivité. Au sein du petit nombre de personnes qui ne croyaient pas que la langue française était menacée, certains estimaient que de nombreux francophones de la province continuaient de s'exprimer principalement en français et que cette langue demeurait très répandue à la maison, comme dans les interactions quotidiennes, et ce, dans de nombreuses collectivités.

Devant un certain nombre de priorités concernant les francophones vivant dans des collectivités principalement anglophones et les défis auxquels ces personnes sont confrontées, les participants ont eu tendance à accorder la plus grande importance aux questions liées aux enfants et aux jeunes, notamment les défis rencontrés dans la transmission de la langue et de la culture françaises à la prochaine génération, ainsi que la difficulté pour les parents d'accéder à des services de garde en français. D'autres défis majeurs mentionnés par les participants comprenaient la nécessité d'assurer

une forte présence francophone dans les régions à prédominance francophone du Nouveau-Brunswick, ainsi que des efforts accrus pour attirer davantage de francophones provenant de l'extérieur de la région.

Après avoir reçu une liste de priorités éventuelles du gouvernement du Canada en matière de langues officielles, presque tous les participants ont estimé qu'il fallait en faire davantage pour augmenter le financement des écoles de langue française dans les collectivités francophones hors Québec. De plus, beaucoup croyaient également que de plus grands investissements pourraient être réalisés pour améliorer l'accès aux programmes d'immersion française et de français langue seconde dans tout le Canada. Quelques-uns ont également estimé que des efforts supplémentaires pourraient être déployés pour garantir l'égalité des langues anglaise et française au Canada, plusieurs étant d'avis qu'à l'heure actuelle, les deux langues officielles ne sont pas équilibrées et que l'anglais est souvent privilégié à l'extérieur du Québec. En ce qui concerne les autres moyens par lesquels le gouvernement du Canada pourrait contribuer à la protection et à la promotion de la langue française, les participants ont estimé que l'on pourrait en faire plus pour investir dans la musique et la culture francophones et les mettre en valeur, estimant que ces domaines sont plutôt sous-représentés à l'heure actuelle.

Identité de marque de PacifiCan (résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique)

Un groupe résidant dans la région du Lower Mainland, en Colombie-Britannique, s'est vu présenter deux concepts d'identité de marque développés par le gouvernement du Canada pour le compte de Développement économique du Pacifique Canada (PacifiCan), un organisme fédéral visant à soutenir la croissance économique de la province. Aucun participant ne connaissait l'organisme avant de participer à ce groupe.

Concept A

En général, les réactions à l'égard de ce concept se sont avérées plus négatives que positives parmi les participants. Plusieurs ont spécifiquement commenté la palette de couleurs, estimant qu'elle n'était pas particulièrement accrocheuse et qu'elle n'avait pas le style et le ton traditionnels qu'ils attendaient, dans les communications du gouvernement du Canada. Certains ont en outre estimé que ce concept comportait trop d'espaces blancs et que cet élément stylistique donnait une impression de « silence ». D'autres ont indiqué que la disposition du contenu et l'absence perçue d'un point focal général les avaient laissés perplexes quant à l'endroit où ils devaient porter leur attention. Bien que les commentaires concernant ce concept aient été principalement négatifs, quelques participants ont réagi positivement à des éléments stylistiques comme le choix de la police de caractère et l'utilisation du gras pour mettre en relief certains mots et phrases clés. Interrogés spécifiquement sur le logo figurant dans le concept, la plupart des participants ont estimé qu'il était quelque peu générique et ne se démarquerait probablement pas à leurs yeux.

Concept B

Les participants ont généralement réagi positivement au deuxième concept, estimant que la palette de couleurs en particulier était beaucoup plus vive et attirait l'attention. Plusieurs ont également commenté favorablement les éléments utilisés, certains mentionnant plus particulièrement l'incorporation de formes géométriques, la mise en évidence du texte clé et l'ensemble du concept, qu'ils trouvaient plus épuré et plus moderne. Certains participants ont également réagi positivement à l'emplacement du logo, en raison du fait qu'il s'apparentait davantage à un filigrane et qu'il était par conséquent moins gênant. Un petit nombre d'entre eux, cependant, étaient d'avis que le logo ressemblait trop à un flocon de neige et que cela pouvait prêter à confusion. D'autres ont trouvé que le texte était parfois un peu dense, soulignant que des efforts devraient être faits pour alléger certaines parties du concept, le cas échéant.

Ayant pris connaissance des deux concepts, les participants ont été invités à décrire le mieux PacifiCan, d'après les images qu'ils avaient vues. La plupart avaient l'impression que l'organisme se concentrait principalement sur la promotion des intérêts économiques des résidents de la Colombie-Britannique, notamment dans les régions côtières de la province. Certains ont supposé que l'organisme avait également une vocation naturaliste, étant axé sur les secteurs liés aux forêts et aux systèmes océaniques de la province.

Presque tous les participants ont estimé que le concept B serait le plus susceptible d'attirer leur attention dans les médias sociaux ou les documents imprimés. En ce qui concerne la question de savoir quel concept représentait le mieux l'essence de la province, les participants ont toutefois été plus mitigés dans leurs opinions, un nombre à peu près égal ayant choisi chaque concept, leurs opinions étant principalement fondées sur les palettes de couleurs utilisées dans chacun des modèles.

Enjeux spécifiques aux jeunes (femmes de la GRM)

Un groupe composé de femmes âgées de moins de 35 ans résidant dans la grande région de Montréal (GRM) a engagé une brève discussion sur les questions pertinentes pour les jeunes Canadiens. En discutant de ce qu'elles considéraient comme les enjeux les plus importants auxquels les jeunes sont confrontés à l'heure actuelle, les participantes ont mentionné des domaines comme l'accessibilité au logement, un soutien accru en matière de santé mentale, les changements climatiques et l'environnement, ainsi que des problèmes sociaux permanents, comme la discrimination systémique perçue à l'égard des Canadiens racialisés et d'autres groupes marginalisés.

En discutant de la question de savoir si le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne ou la mauvaise voie en ce qui concerne la prise en compte des priorités les plus importantes pour les jeunes Canadiens, beaucoup ont estimé qu'il avait été plutôt inefficace à cet égard. Plusieurs ont évoqué la nécessité d'une plus grande sensibilisation des jeunes Canadiens, estimant qu'une partie importante était largement désengagée de la société à l'heure actuelle, et avait peu d'influence lorsqu'il s'agissait de trouver des solutions aux défis auxquels le pays est actuellement confronté. Alors que certaines étaient d'avis que le gouvernement fédéral avait fait quelques progrès ces derniers temps pour cerner les problèmes qui touchent les jeunes Canadiens, les participantes ont estimé qu'il

fallait mettre davantage l'accent sur la conception de moyens pour donner la priorité aux jeunes dans la prise de décisions à l'avenir.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en avril

Nous présentons dans les pages qui suivent un bref rappel des événements qui ont eu lieu au cours du mois d'avril 2022, afin de resituer les groupes de discussion dans leur contexte.

- Du 1^{er} au 8 avril
 - Le 1^{er} avril : Le gouvernement du Canada annonce des investissements de 7 555 621 \$ dans neuf initiatives qui appuieront des entreprises de la région de Parry Sound et de Muskoka et qui créeront 139 emplois au cours des cinq prochaines années.
 - Le 1^{er} avril : La ministre de la Santé mentale et des Dépendances annonce que les vétérans admissibles des Forces armées canadiennes (FAC), y compris les réservistes de certaines classes de service, qui présentent une demande de prestations d'invalidité pour des troubles de santé mentale recevront une couverture immédiate.
 - Le 1^{er} avril : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de 5 millions de dollars à quatre projets axés sur la prévention du crime dans la grande région de Montréal.
 - Le 1^{er} avril : Le gouvernement du Canada annonce un financement de plus de 214 millions de dollars visant à assurer la sécurité et la viabilité à long terme du système d'approvisionnement en eau d'Iqaluit.
 - Le 4 avril : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 7,5 millions de dollars qui permettra à quatre entreprises albertaines de valider des technologies propres émergentes.
 - Le 5 avril : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de plus de 865 000 \$ à la Première Nation de Fort Severn dans le cadre d'un projet d'énergie solaire qui réduira la dépendance au diesel dans la production d'électricité et améliorera la fiabilité de l'approvisionnement en énergie de cette communauté isolée du nord de l'Ontario.
 - [Groupes de discussion des membres de la diaspora ukrainienne de grandes villes des Prairies \(5 avril\) et des résidents de l'île de Vancouver soucieux de l'environnement \(6 avril\).](#)
 - Le 6 avril : Le gouvernement du Canada annonce un financement d'environ un million de dollars qui permettra à 19 organisations autochtones de mener des projets de recherche sur les données et les méthodes de collecte en vue de mieux comprendre le problème de la violence contre les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA+ autochtones.
 - Le 6 avril : Le gouvernement du Canada annonce le versement de plus de 82 millions de dollars pour soutenir les efforts d'aide humanitaire et d'aide au développement adaptés au genre et pour répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels croissants dans les régions du Sahel et du lac Tchad.
 - Le 6 avril : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 68,5 millions de dollars en soutien à l'organisme Indigenous Tourism Ontario et à onze organisations touristiques régionales (OTR) du sud de l'Ontario.
 - [Groupe de discussion des francophones du Nouveau-Brunswick \(7 avril\).](#)

- Le 7 avril : Le gouvernement du Canada publie le *Budget 2022 : Un plan pour faire croître notre économie et rendre la vie plus abordable*.
- Du 9 au 16 avril
 - Le 11 avril : La ministre des Affaires étrangères annonce que le Canada impose de nouvelles sanctions en vertu du *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant la Russie* en réponse à l'invasion de l'Ukraine par le régime russe.
 - Le 11 avril : Le gouvernement du Canada annonce un financement fédéral-provincial conjoint totalisant plus de 110,3 millions de dollars pour 57 projets d'infrastructures communautaires, récréatives et vertes en Colombie-Britannique.
 - Le 11 avril : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 445 000 \$ dans la municipalité régionale de Peel afin d'installer 80 bornes de recharge pour véhicules électriques dans la région.
 - Le 11 avril : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de 32,2 millions de dollars provenant du Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone à Tlingit Homeland Energy Limited Partnership pour le projet d'agrandissement de la centrale hydroélectrique d'Atlin.
 - **Groupes de discussion des acheteurs d'un premier logement de la région du Grand Toronto (RGT) (12 avril), des hommes de 18 à 34 ans du sud-ouest de l'Ontario (13 avril) et de la population générale de la région du Lower Mainland (13 avril).**
 - Le 14 avril : Santé Canada autorise l'utilisation du médicament Evusheld (tixagevimab et cilgavimab) pour la prévention de la COVID-19 chez les adultes et les enfants (âgés de 12 ans et plus, et pesant au moins 40 kg) qui ne sont pas actuellement infectés à la COVID-19 et qui n'ont pas eu de contact récent connu avec une personne infectée, et :
 - qui sont immunodéprimés et peu susceptibles de présenter une réponse immunitaire adéquate à la vaccination contre la COVID-19;
 - ou pour qui la vaccination contre la COVID-19 n'est pas recommandée.
 - Le 14 avril : La ministre de la Défense nationale annonce le déploiement d'une centaine de membres des FAC au cours des prochains jours pour contribuer au soutien et aux soins apportés aux Ukrainiens qui fuient la violence, en précisant qu'un contingent supplémentaire de 150 membres pourrait suivre.
- Du 17 au 23 avril
 - Le 19 avril : La ministre des Affaires étrangères annonce que le Canada prend de nouvelles sanctions en vertu du *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant la Russie* en réponse à l'invasion de l'Ukraine par le régime russe. Ces mesures imposent des restrictions à 14 proches collaborateurs du régime russe, y compris des oligarques russes et des membres de leur famille.
 - Le 19 avril : Le gouvernement du Canada annonce un financement fédéral-provincial conjoint de plus de 56 millions de dollars destiné à six projets qui permettront d'offrir des

services Internet haute vitesse à quelque 6 500 foyers des régions rurales du sud et du sud-ouest de l'Ontario ainsi que dans des communautés des Premières Nations.

- **Groupes de discussion des aînés de 55 ans ou plus de la région de Kitchener-Waterloo (19 avril) et des membres de ménages à revenu élevé de Québec (20 avril).**
- Le 20 avril : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 326 700 dollars provenant du Programme de financement du soutien communautaire pour les enfants des pensionnats, à l'appui du « Projet de soutien au pensionnat de Shubenacadie pour Sipekne'katik » de la Première Nation Sipekne'katik.
- Le 20 avril : Le gouvernement du Canada annonce le lancement du nouveau Fonds de voyage Ukraine-Canada, en partenariat avec Miles4Migrants, The Shapiro Foundation et Air Canada, pour soutenir les Ukrainiens qui souhaitent venir au Canada.
- **Groupe de discussion des résidents de la Nouvelle-Écosse rurale inquiets du coût de la vie (21 avril).**
- Le 21 avril : Le gouvernement du Canada annonce la signature de l'entente du Fonds pour la sécurité des soins de longue durée (FSSLD) avec la province de l'Ontario, qui reçoit ainsi plus de 379 millions de dollars sur le montant d'un milliard prévu aux termes de l'Énoncé économique de l'automne (ÉÉA).
- Le 22 avril : Le gouvernement du Canada annonce un financement de plus de 1 075 000 dollars qui permettra d'offrir des services Internet haute vitesse à quelque 625 foyers de Terre-Neuve-et-Labrador.
- Le 22 avril : Le gouvernement du Canada et l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario (FedNor) annoncent des investissements de l'ordre de 3,8 millions de dollars dans le secteur du tourisme pour des projets qui soutiennent les communautés et les entreprises touristiques autochtones.
- Le 22 avril : Le gouvernement du Canada annonce des modifications visant à assouplir les mesures frontalières du Canada à compter du 25 avril 2022.
- Le 22 avril : Le gouvernement du Canada annonce un financement supplémentaire de 40 millions de dollars à l'appui de la campagne « Relancer les progrès » du Mécanisme de financement mondial (MFM), ce qui porte sa contribution totale à 190 millions.
- Du 24 au 30 avril
 - Le 25 avril : Le gouvernement du Canada annonce un financement supplémentaire à la suite d'un deuxième appel de demandes de financement de l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) visant à appuyer 13 centres d'aide et d'écoute, pour un investissement total de 1 775 000 \$.
 - Le 25 avril : Le gouvernement du Canada annonce que les frais des services de garde agréés pour les familles du Nouveau-Brunswick ayant des enfants de moins de six ans seront réduits de 50 % en moyenne à compter du 1^{er} juin 2022.

- Le 25 avril : Le gouvernement du Canada annonce qu'un montant de 300 millions de dollars est mis à la disposition des collectivités autochtones, rurales et éloignées qui souhaitent proposer des initiatives de renforcement des capacités.
- Le 26 avril : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi d'un financement de plus de 5 millions de dollars au comté de Clearwater et à l'entreprise Switch Incorporated afin d'offrir des services Internet haute vitesse à 7339 foyers ruraux de l'Alberta.
- [Groupes de discussion des femmes de 18 à 34 ans de la grande région de Montréal \(GRM\) \(26 avril\) et des membres de ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton \(27 avril\).](#)
- Le 27 avril : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de plus de 2,6 millions de dollars à TUGLIQ Energy Co. dans le but d'aplanir les obstacles à l'aménagement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques dans le Nord-du-Québec.
- [Groupe de discussion des membres de ménages à revenu moyen ou faible de la région de l'Outaouais, au Québec \(28 avril\).](#)
- Le 28 avril : Le gouvernement du Canada présente le projet de loi C-19, *Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 7 avril 2022 et mettant en œuvre d'autres mesures.*

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Au début de chaque rencontre, les participants ont été invités à nous dire ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada ces derniers jours. Ils ont mentionné en tout premier lieu le conflit entre l'Ukraine et la Russie, et plusieurs ont dit suivre attentivement l'évolution de la crise ainsi que la réponse du gouvernement du Canada et des autres membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Beaucoup ont fait allusion aux sanctions infligées par le gouvernement fédéral à une foule de personnalités et d'entités russes, tandis que d'autres se sont rappelé l'aide financière et militaire conséquente accordée à l'Ukraine ainsi que les efforts menés par le gouvernement du Canada pour faire venir au pays un grand nombre de ressortissants ukrainiens qui fuyaient les combats.

Les participants avaient également en mémoire d'autres mesures et annonces du gouvernement fédéral sans lien avec l'Ukraine, dont celles-ci :

- Le dépôt du budget fédéral de 2022 le 7 avril dernier. Plusieurs participants ont commenté en termes élogieux les annonces budgétaires relatives à l'abordabilité du logement, et en particulier la décision d'interdire aux non-Canadiens l'achat de propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans;
- La décision de la Banque du Canada annoncée le 13 avril 2022 de relever ses taux d'intérêt d'un demi-point de pourcentage en réponse aux inquiétudes concernant le taux élevé d'inflation perçu et la hausse du coût de la vie au pays;

- L'annonce, le 22 mars 2022, d'un pacte conclu entre le Parti libéral du Canada et le Nouveau Parti démocratique, intitulé *Obtenir des résultats dès maintenant pour les Canadiens : une entente de soutien et de confiance*, qui durera jusqu'à l'ajournement du Parlement en juin 2025;
- L'assouplissement des mesures de voyage liées à la pandémie pour les voyageurs entièrement vaccinés qui entrent au Canada, notamment le retrait de certaines exigences en matière de dépistage pour les voyageurs aériens;
- Les efforts accrus déployés par le gouvernement du Canada pour obliger les personnes qui ont pu recevoir des soutiens financiers dans le contexte de la pandémie, comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU), sans y être admissibles à lui rembourser ces montants;
- L'administration prévue d'une dose de rappel supplémentaire du vaccin contre la COVID-19 aux Canadiens faisant partie de certains groupes vulnérables. Quelques participants avaient également entendu une recommandation de l'administratrice en chef de la santé publique du Canada invitant la population à continuer d'appliquer les mesures sanitaires telles que le port du masque, la distanciation sociale et le lavage fréquent des mains, même après l'allègement ou la levée des restrictions provinciales et territoriales.

Environnement et changements climatiques (résidents de l'île de Vancouver soucieux de l'environnement)

Un groupe de résidents de l'île de Vancouver soucieux de l'environnement ont pris part à une discussion portant sur les changements climatiques. Nous avons commencé par leur poser une question générale sur les priorités auxquelles le gouvernement fédéral devrait s'attaquer. Nombre d'entre eux ont cité des enjeux tels que le logement, l'inflation, la dépendance aux opioïdes et la réconciliation avec les peuples autochtones, mais plusieurs ont mentionné l'environnement et les changements climatiques parmi les priorités exigeant une attention accrue de la part du gouvernement du Canada. Lorsque nous avons explicitement demandé aux participants où ils situaient cet enjeu par rapport aux autres, tous ont répondu que l'environnement et les changements climatiques devaient être une priorité essentielle pour le gouvernement fédéral, beaucoup affirmant même qu'il s'agissait de l'enjeu le plus important à traiter actuellement.

En ce qui concerne leurs motifs de préoccupation particuliers, les participants ont mentionné ce qui suit :

- La pollution – Certains considéraient la pollution liée à la consommation et à l'activité industrielle croissantes comme un problème de plus en plus préoccupant. Quelqu'un a suggéré que le gouvernement du Canada fasse rapidement adopter une loi limitant l'utilisation des plastiques à usage unique. Plusieurs souhaitaient également voir plus de ressources humaines et financières consacrées au nettoyage des écosystèmes côtiers et océaniques, qui leur semblaient nécessiter une attention immédiate;
- Les ressources non renouvelables – Certains participants avaient la ferme conviction qu'il fallait faire des efforts supplémentaires pour s'éloigner plus rapidement des énergies non renouvelables comme le pétrole et le gaz. Quelques-uns ont aussi soulevé des questions à propos des véhicules zéro émission (VZE) et des effets potentiellement nuisibles sur

l'environnement associés à la fabrication et à l'élimination des batteries de ces véhicules. Plusieurs ont recommandé d'accroître les investissements dans les sources d'énergie renouvelables comme l'énergie éolienne, solaire et hydroélectrique;

- La conservation des ressources existantes – Certains croyaient que le gouvernement fédéral devrait en faire davantage pour préserver les ressources naturelles du Canada. L'eau douce et les forêts, en particulier, leur semblaient être des ressources qui exigent une surveillance réglementaire et des politiques plus strictes si l'on veut assurer leur pérennité.

Dans une perspective plus large, quelques participants ont plaidé en faveur d'une vaste transformation des pratiques sociales et économiques qui privilégierait la durabilité et la conservation au même titre que la croissance économique et la prospérité. Un petit nombre de participants croyaient que tout changement sociétal de grande ampleur ne serait réalisable qu'à l'aide de mesures législatives et qu'il aurait peu de chances de se produire si l'on comptait uniquement sur les particuliers, y compris les employeurs et les consommateurs.

Questionnés sur les mesures récentes prises par le gouvernement du Canada en lien avec l'environnement, plusieurs participants ont mentionné la tarification de la pollution par le carbone. D'autres ont fait allusion, sans les citer nommément, à des initiatives telles que le Plan de réduction des émissions pour 2030, le programme d'incitatifs pour les véhicules à zéro émission (iVZE) et la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes. Lorsque nous leur avons demandé ce qu'ils pensaient du travail du gouvernement du Canada sur ce plan, plusieurs se sont dits satisfaits de l'importance accrue accordée aux questions environnementales ces dernières années, mais une majorité croyait qu'il était possible d'en faire plus. En ce qui concerne les actions à mener à l'échelon fédéral, certains participants souhaitaient que les sociétés considérées comme de grands émetteurs aient davantage de comptes à rendre, en particulier celles du secteur de l'extraction des ressources. Ils trouvaient que le gouvernement fédéral devrait mieux encadrer ces sociétés et leurs activités. Certains ont souligné qu'à moins d'agir pour atténuer l'impact environnemental des secteurs industriels clés, les mesures positives prises au niveau individuel auraient sans doute peu d'effets tangibles.

Soins dentaires (aînés de la région de Kitchener-Waterloo)

Les aînés de la région de Kitchener-Waterloo en Ontario ont répondu à quelques questions supplémentaires au sujet des soins dentaires. La plupart n'avaient rien entendu à ce sujet ces derniers temps, mais quelques-uns étaient au courant de l'annonce récente par le gouvernement du Canada d'un plan visant à mettre sur pied un programme national de soins dentaires, couvrant notamment les jeunes de moins de 12 ans. Réagissant à ces propos, plusieurs participants se sont dits curieux de savoir comment ce nouveau programme fédéral s'agencerait aux programmes existants gérés par les provinces, par exemple le programme Beaux sourires Ontario.

Pour faciliter la discussion, nous avons présenté au groupe l'information qui suit :

Le budget de 2022 propose d'accorder un financement pour offrir des soins dentaires aux Canadiens. Le régime couvrira d'abord les personnes de moins de 12 ans en 2022 et sera ensuite élargi aux moins de 18 ans, aux aînés et aux personnes en situation de handicap en 2023. La mise en œuvre complète du

régime est prévue pour 2025. Le programme sera limité aux familles ayant un revenu annuel inférieur à 90 000 \$, et toute personne ayant un revenu annuel inférieur à 70 000 \$ n'aura pas à payer de quote-part.

Tous les participants ont jugé cette initiative importante et louable, et plusieurs ont approuvé la stratégie consistant à couvrir en premier lieu les jeunes, les aînés et les personnes handicapées. Il leur semblait que ce plan serait particulièrement utile aux personnes qui travaillent à leur compte ou dont l'employeur n'offre pas d'assurance dentaire. Certains ont signalé les frais considérables qu'il faut déboursier pour recevoir des soins bucco-dentaires réguliers en l'absence d'assurance provenant d'un employeur ou d'un régime financé par le gouvernement. D'autres ont voulu savoir quels types de soins dentaires le programme couvrirait et s'il s'agirait d'une large gamme d'interventions ou des soins de base uniquement. Quelques-uns se sont également demandé si le nombre actuel de dentistes en activité au Canada serait suffisant pour répondre à la demande de services dentaires, qu'ils croyaient susceptible d'augmenter une fois le programme opérationnel.

Tunnel Québec-Lévis (ménages à revenu élevé de Québec)

Les participants de la ville de Québec ont discuté d'une annonce récente du gouvernement du Québec concernant le projet de construction d'un tunnel qui créerait un troisième lien entre le centre-ville de Québec et la municipalité de Lévis. Plusieurs avaient entendu parler du projet et ont plus particulièrement évoqué ses coûts ainsi que les discussions en cours pour déterminer s'il comprendrait la construction d'un ou de plusieurs tunnels.

Lorsqu'il a été question de l'impact du troisième lien dans leur vie personnelle, un petit nombre de participants ont dit qu'il faciliterait peut-être leurs trajets quotidiens en réduisant la congestion sur d'autres voies routières, mais la plupart pensaient être peu touchés. En ce qui concerne l'impact général du projet, même si plusieurs participants ont dit ne pas être assez renseignés pour se prononcer, la plupart s'attendaient à ce qu'il ait des répercussions positives à long terme pour les résidents de la région en faisant gagner du temps à ceux qui font la navette entre Québec et Lévis. En parallèle, beaucoup ont aussi fait part de leurs inquiétudes à l'égard des coûts de construction prévus, qui leur semblaient élevés et risquaient d'augmenter en cours de route. Tous les participants s'entendaient pour dire que le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer dans ce projet, notamment celui d'aider à financer la construction du tunnel et son entretien à long terme.

Projet d'exploitation Bay du Nord (ménages à revenu élevé de Québec, femmes de la GRM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais)

Quatre groupes (dont trois composés de résidents du Québec et un, de résidents d'Edmonton) ont discuté du projet d'exploitation Bay du Nord dont la construction est prévue au large de la côte Est de Terre-Neuve-et-Labrador. Très peu de participants étaient au courant du projet et ceux qui en avaient entendu parler ne savaient presque rien à son sujet, si ce n'est qu'il relève du secteur pétrolier et gazier. Afin d'éclairer la discussion, nous leur avons présenté l'information qui suit :

Equinor a proposé de construire et d'exploiter une installation flottante de production de pétrole et de gaz extracôtière à l'est de Terre-Neuve-et-Labrador. Tel qu'il est proposé, le projet d'exploitation de Bay du Nord aurait une durée de vie d'environ 30 ans, et des puits et des ancrages supplémentaires seront possiblement ajoutés à l'installation de production. À la suite d'une évaluation environnementale qui a conclu qu'il n'aurait pas d'effets négatifs importants sur l'environnement, le gouvernement fédéral a approuvé le projet.

Dans l'ensemble, les participants se sont dits favorables au projet compte tenu de la description qu'ils en avaient lue. Les points de vue ont tout de même varié selon le groupe : alors que la plupart des résidents de Québec et d'Edmonton étaient pour, ceux de l'Outaouais étaient plus indécis et les résidentes de Montréal, généralement contre. Les participants en faveur du projet ont évoqué les retombées économiques possibles d'une production nationale accrue de pétrole et de gaz pour les Canadiens, surtout vu la récente hausse des prix de l'essence au pays et les perturbations dans le secteur mondial du pétrole et du gaz résultant du conflit en cours en Ukraine. Bien que plusieurs de ces participants continuaient d'appuyer la transition vers une production d'énergie plus durable et une économie plus verte, la plupart estimaient que le pétrole et le gaz restaient importants à court terme. Chez les participants moins convaincus du projet, la principale réserve était que même dans le cas où ce dernier n'aurait pas d'effets négatifs importants sur l'environnement, toute décision d'augmenter la production de pétrole et de gaz causerait certainement de tels dommages à long terme. Nombre d'entre eux pensaient qu'au lieu de chercher à développer la production de ces combustibles, le gouvernement fédéral devrait d'ores et déjà privilégier la transition vers les sources de substitution comme l'énergie hydroélectrique, éolienne et solaire.

En ce qui concerne les impacts possibles du projet, la plupart des participants s'attendaient à ce qu'ils soient tant positifs que négatifs. Du côté positif, plusieurs croyaient qu'en augmentant la production nationale de pétrole et de gaz, l'économie canadienne enregistrerait des gains importants liés à la hausse des exportations vers les marchés étrangers. Certains avaient également bon espoir que les Canadiens en profiteraient en payant moins cher à la pompe. Sur le plan environnemental, plusieurs participants ont répété qu'ils trouvaient préoccupants ces investissements renouvelés dans le secteur pétrolier et gazier et les risques d'effets néfastes sur l'écosystème marin. D'autres ont toutefois fait valoir que les résultats de l'évaluation environnementale justifiaient d'aller de l'avant. Dans cet ordre d'idées, plusieurs ont souligné l'importance d'une évaluation rigoureuse des projets pétroliers et gaziers à l'étude au Canada et se sont dits heureux d'apprendre que le gouvernement du Canada avait suivi un processus d'évaluation sérieux et exhaustif.

À la question de savoir ce que le projet Bay du Nord signifiait pour l'avenir de l'exploitation pétrolière et gazière au Canada, certains participants ont répondu qu'il envoyait comme message que ce secteur continuerait de jouer un rôle important dans l'économie du pays, alors même que s'opère la transition vers les sources d'énergie renouvelables. Il leur semblait que si les prévisions de l'évaluation environnementale se confirmaient et que l'impact écologique du projet était effectivement minime, cela favoriserait sans doute l'approbation de projets futurs. Au contraire, en cas d'effets délétères imprévus aux écosystèmes, de nombreux participants croyaient que le gouvernement fédéral se montrerait plus prudent avant d'approuver des projets d'exploitation de ce genre à l'avenir.

Conseil d'administration du CN (femmes de la GRM)

Le groupe de Montréal a brièvement discuté de l'absence de francophones au conseil d'administration de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (le CN). Toutes les participantes avaient entendu parler du CN, mais peu étaient au courant de cette question en particulier. Nous leur avons apporté les éclaircissements suivants avant de poursuivre :

Le CN ou la « Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada », Air Canada et les tiers qui fournissent des services pour le compte d'institutions fédérales ont des obligations en vertu de la Loi sur les langues officielles du Canada de fournir des services en français et en anglais. Le CN fournit des services dans les deux langues officielles, toutefois, il ne compte actuellement aucun francophone au sein de son conseil d'administration. Le CN (la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada) est la plus grande société ferroviaire du Canada et son siège social est situé à Montréal.

De l'avis de la plupart, le fait que le conseil d'administration du CN ne compte aucun francophone témoignait de la sous-représentation aussi bien de la langue française que des perspectives des Canadiens francophones dans les processus décisionnels de grandes organisations comme le CN. Quelques participantes ont affirmé qu'il n'y avait pas de justification valable à cette situation et qu'il s'agissait ni plus ni moins de discrimination envers les francophones. D'autres ne partageaient pas cette opinion : le Québec étant la seule province principalement francophone du pays et le CN étant une entreprise nationale, son conseil d'administration ne devait pas obligatoirement compter un nombre minimal de francophones. D'après ces participantes, tant que les services offerts par la compagnie étaient disponibles en français et en anglais, il n'y avait aucun problème.

Invitées à dire si cet enjeu était important pour elles, plusieurs ont répondu que oui. Ces participantes ont fait allusion au problème plus général du manque de représentation francophone dans de nombreuses institutions et organisations canadiennes. Elles estimaient qu'en ce qui concerne des organisations d'envergure nationale comme le CN, la composition linguistique du conseil d'administration devrait refléter les deux langues officielles du pays. Selon elles, il serait important à l'avenir de veiller à recruter plus de membres francophones au sein des conseils d'administration.

État d'esprit du public (ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais)

Deux groupes ont eu une longue discussion sur l'état d'esprit de la population à l'heure actuelle et sur leurs perceptions des divisions sociales qui ont émergé ces dernières années. Nous avons commencé par demander aux participants de décrire leurs habitudes de consommation médiatique, et en particulier les sources de nouvelles et d'informations qu'ils privilégient. Si certains comptaient surtout sur des sources traditionnelles comme les nouvelles télévisées (CBC, CTV, Global News), les journaux et la radio, beaucoup ont également dit consulter des médias sociaux (p. ex. Facebook, Twitter, Reddit et TikTok), des blogues, des balados, et des vidéos publiées sur des plateformes comme YouTube par divers spécialistes et émetteurs de nouvelles.

De l'avis de la plupart des participants, de profondes divisions entre différents groupes de Canadiens étaient plus que jamais apparentes. Tout en reconnaissant que ces divergences avaient sans doute toujours existé, beaucoup pensaient qu'elles s'étaient accentuées au cours des derniers mois et des dernières années et s'exprimaient désormais ouvertement. Certains ont ajouté que l'action conjuguée des médias sociaux et du phénomène de la « chambre d'écho » (dans lequel les consommateurs sont exposés à des informations qui renforcent une opinion existante ou un ensemble de croyances) contribuait à l'émergence d'opinions extrêmes et à la disparition de repères communs.

À la question de savoir si certains enjeux unissaient encore la population, beaucoup ont dit qu'il y avait un consensus sur la nécessité de lutter contre l'inflation et l'augmentation du coût de la vie un peu partout au pays, et en particulier d'offrir de meilleurs salaires aux travailleurs canadiens. La plupart croyaient aussi que les Canadiens étaient sur la même longue d'onde pour ce qui est du conflit en Ukraine et qu'ils souhaitaient que le gouvernement du Canada continue de soutenir les Ukrainiens et leur effort de défense tout en évitant un affrontement direct avec les forces russes. Le désir d'un financement accru pour le système de santé, surtout vu les lacunes mises au jour durant la pandémie, était un autre point de convergence, d'après bon nombre de participants, mais plusieurs se demandaient si le système de santé public et universel conservait l'appui de tous les Canadiens ou si certains ne penchaient pas plutôt pour un modèle public-privé de prestation des soins.

L'environnement et les changements climatiques ont été cités parmi les enjeux qui divisaient le plus. D'après certains participants, un fossé grandissant séparait les tenants de l'exploitation des sources d'énergie non renouvelables comme le pétrole et le gaz et les partisans de la transition vers une économie « plus verte » et plus durable. Plusieurs croyaient également que les stratégies économiques que le gouvernement fédéral devrait adopter ne faisaient pas l'unanimité, certains Canadiens favorisant une majoration des dépenses au titre des programmes sociaux alors que d'autres voyaient les compressions budgétaires et la réduction de la dette comme des priorités plus immédiates. Outre l'environnement et l'économie, de nombreux participants ont indiqué que la pandémie de COVID-19, les mesures de santé publique afférentes et les exigences relatives à la vaccination avaient été une importante source de discordance dans les dernières années. Selon eux, les récentes manifestations tenues en février 2022 à Ottawa et dans d'autres régions du pays avaient mis en lumière la polarisation croissante de la population canadienne.

La plupart des participants trouvaient les Canadiens plus divisés à l'heure actuelle que par le passé. Beaucoup ont pointé du doigt la responsabilité des médias sociaux à cet égard, estimant qu'un nombre croissant de Canadiens se livraient en ligne à des discussions beaucoup plus virulentes que celles qu'ils auraient dans le contexte d'un face-à-face. Ces participants s'inquiétaient également de voir une rhétorique de plus en plus belliqueuse être utilisée sur ces plateformes. Certains croyaient que les médias étaient complices de fomenter les dissensions, et un petit nombre ont évoqué les « préjugés inconscients » véhiculés dans les reportages de ces médias. Certains ont aussi noté qu'une forte pression s'exerçait à l'heure actuelle pour « prendre parti » sur certains enjeux, ce qui limitait encore plus la recherche de terrains d'entente.

Quelques participants ont exprimé le point de vue contraire, soit que les Canadiens sont moins divisés aujourd'hui que par le passé. Certains croyaient que le conflit en Ukraine et d'autres enjeux avaient eu

un effet rassembleur, et quelques participantes du groupe de Montréal ont fait allusion à des époques antérieures où les clivages leur paraissaient avoir été plus prononcés (notamment lorsque le mouvement souverainiste du Québec était à son comble).

À la question de savoir si ces divisions les préoccupaient, beaucoup ont répondu que oui, car elles suscitaient selon eux une méfiance et un manque de cohésion malsains pour la société. Certains craignaient de voir d'autres mouvements comme celui du convoi de camionneurs resurgir et semer la discorde, voire entraîner des violences. D'autres étaient plus optimistes; ils s'attendaient à ce que l'assouplissement et le retrait progressifs des restrictions sanitaires apaisent les frustrations quotidiennes vécues par les Canadiens et, du même coup, les tensions sociales.

En ce qui concerne le rôle possible du gouvernement du Canada sur ce front, les participants pensaient qu'il devrait accroître les efforts d'éducation à l'information en ligne pour aider les gens à reconnaître les sources de « fausses nouvelles ». Cela permettrait selon eux de réduire considérablement les effets de la désinformation et de la désinformation. Quelques participants d'Edmonton ont suggéré que le gouvernement du Canada fasse plus d'efforts pour restreindre les propos incendiaires sur les médias sociaux, mais de nombreux autres ont émis de sérieuses réserves face à cette idée, voyant là une « pente glissante » sur laquelle le gouvernement fédéral ne devrait pas s'engager.

Budget 2022 (francophones du Nouveau-Brunswick, acheteurs d'un premier logement de la RGT, résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique, hommes du sud-ouest de l'Ontario, aînés de la région de Kitchener-Waterloo, ménages à revenu élevé de Québec, résidents de la Nouvelle-Écosse rurale inquiets du coût de la vie, femmes de la GRM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais)

Dix groupes ont discuté du nouveau budget fédéral déposé le 7 avril 2022. À cette occasion, les participants ont parlé des initiatives budgétaires sur l'abordabilité du logement, les préoccupations d'ordre économique, le changement climatique et l'environnement, de même que l'innovation, entre autres. Toutes les séances ont eu lieu dans les jours et les semaines qui ont suivi le dépôt du budget, sauf au Nouveau-Brunswick, où la discussion s'est déroulée le jour même du dépôt.

Attentes relatives au budget (francophones du Nouveau-Brunswick)

Au Nouveau-Brunswick, peu de participants étaient au courant du dépôt du budget ou des annonces et initiatives contenues dans celui-ci. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité, plusieurs ont mentionné les soins de santé et ont parlé de l'importance d'embaucher et de former un plus grand nombre de professionnels de la santé, en plus d'améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile pour les aînés. Il a également été question d'environnement et de changement climatique, d'augmentation des dépenses militaires et des efforts supplémentaires à déployer pour réduire la dette fédérale comme principaux éléments qu'ils espéraient voir dans le budget.

Premières impressions (acheteurs d'un premier logement de la RGT, hommes du sud-ouest de l'Ontario, résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique, aînés de la région de Kitchener-Waterloo, ménages à revenu élevé de Québec, résidents de la Nouvelle-Écosse rurale inquiets du coût de la vie, femmes de la GRM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais)

Dans les neuf séances qui ont suivi le dépôt du budget, les participants ont partagé leurs premières impressions des priorités et des annonces du gouvernement fédéral. Dans tous les groupes, ils étaient relativement peu nombreux à savoir que le budget avait été déposé, et aucun n'avait regardé ou écouté le discours en direct. Parmi ceux qui étaient à tout le moins au courant du budget, certains se sont souvenus de plusieurs domaines prioritaires et d'initiatives particulières, notamment :

- L'abordabilité du logement – Plusieurs participants avaient l'impression que l'abordabilité du logement était un élément clé du budget. Plusieurs se rappelaient avoir entendu parler d'initiatives importantes dans les médias, comme l'introduction d'un compte d'épargne libre d'impôt (CELI) permettant aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour en faire l'acquisition, le doublement du crédit d'impôt pour l'achat d'une première propriété, les règles visant à décourager les flips immobiliers et l'interdiction pendant deux ans des investissements étrangers dans l'immobilier résidentiel au Canada.
- Les soins de santé – Un certain nombre de participants croyaient que les soins de santé constituaient un domaine prioritaire du budget fédéral. Certains avaient entendu dire que le gouvernement du Canada s'était engagé à augmenter le nombre de travailleurs de la santé au pays et notamment à améliorer l'accès aux médecins de famille et aux services de soins primaires dans les communautés touchées par des pénuries de personnel de la santé. Quelques-uns avaient également entendu parler des soutiens accrus pour les traitements en santé mentale, un enjeu qu'ils considéraient comme de plus en plus important.
- Les soins dentaires – Au chapitre des soins de santé, un certain nombre de participants se rappelaient avoir entendu dire que le gouvernement du Canada avait annoncé la création d'un programme national de soins dentaires, et qu'il débiterait avec les soins dentaires aux enfants de moins de 12 ans en 2022, avant d'étendre la couverture à d'autres groupes de Canadiens au cours des prochaines années. L'initiative a généralement été bien accueillie, même si

certaines étaient déçus d'apprendre que les adultes n'auraient pas immédiatement accès à ces soins, surtout ceux qui ne sont pas actuellement couverts par un régime de soins dentaires.

- L'environnement et le changement climatique – Quelques participants se souvenaient avoir entendu parler d'un investissement majeur dans les véhicules à émission zéro, une infrastructure et une chaîne d'approvisionnement pour ces véhicules, et de rabais bonifiés pour les Canadiens qui les achètent. Certains avaient également entendu dire que le budget mettait l'accent sur une transition vers une économie plus « verte » et plus durable qui s'aligne avec les priorités établies dans le plan de réduction des émissions pour 2030 qui a été annoncé.
- L'augmentation des dépenses militaires – Quelques participants avaient entendu dire que le gouvernement fédéral investirait jusqu'à 6 milliards de dollars additionnels au cours des cinq prochaines années afin de respecter les priorités en matière de défense, et ont reconnu l'importance d'une telle initiative compte tenu de la crise humanitaire qui perdure en Ukraine.
- Les soutiens pour les communautés LGBTQ2 – Certains participants avaient entendu parler d'un soutien additionnel pour la communauté LGBTQ2 au Canada, y compris un financement de 100 millions de dollars sur cinq ans à compter de 2022-2023 afin d'appuyer la mise en œuvre du prochain Plan d'action fédéral LGBTQ2.
- Les initiatives antiracisme – Les participants avaient aussi entendu dire que le gouvernement du Canada avait annoncé qu'il s'engageait à investir 85 millions de dollars en vue de lancer une nouvelle stratégie de lutte contre le racisme et un plan national de lutte contre la haine.

En discutant de leurs impressions sur le thème général et l'orientation du budget, plusieurs ont qualifié les priorités et les initiatives mises de l'avant par le gouvernement fédéral de proactives, axées sur l'avenir et déterminantes pour leur emphase sur l'innovation et la reprise économique après la pandémie de COVID-19. Bon nombre de participants ont également parlé de ce qu'ils considéraient être une approche de « retour aux sources » et plusieurs ont bien accueilli l'accent sur les enjeux quotidiens, comme la hausse de l'inflation et du coût de la vie qui ont fait en sorte que de nombreux Canadiens peinent à atteindre la sécurité financière. Certains s'entendaient pour dire que plutôt que de se concentrer uniquement sur les objectifs « globaux », le gouvernement fédéral avait fait beaucoup d'efforts pour mieux comprendre et aborder les enjeux quotidiens auxquels sont confrontés de plus en plus de Canadiens. Discutant des secteurs et des initiatives auxquels ils étaient particulièrement favorables, plusieurs ont mentionné les initiatives visant à rendre les logements plus abordables et la priorité accordée au changement climatique et à l'environnement. Certains ont également mentionné des initiatives visant la création d'emplois (en particulier dans les métiers), les réductions d'impôt pour les petites entreprises, l'augmentation des dépenses militaires et la présence accrue des Forces armées canadiennes (FAC) à l'international comme des éléments qui les séduisaient particulièrement.

Même si la plupart des participants ont généralement bien accueilli le budget, quelques-uns ont souligné les points qui selon eux étaient sous-représentés et qui mériteraient une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral. Plusieurs s'attendaient à ce qu'on parle davantage de la réconciliation avec les peuples autochtones, et qu'on fasse une plus grande place à l'environnement et au changement climatique. Parmi ceux-ci, quelques-uns étaient d'avis que ces secteurs devraient avoir priorité sur tous les autres. Même si certains croyaient que le budget contenait plusieurs initiatives prometteuses destinées aux Canadiens à faible revenu, ils ont ajouté qu'il faudrait en faire davantage

en augmentant les salaires des ménages à revenu moyen. D'après les participants, même s'il ne recevait pas la même attention que les autres segments de la population, ce dernier groupe devait aussi composer avec d'importantes difficultés financières. Quelques-uns étaient également d'avis qu'il faudrait déployer des efforts supplémentaires pour gérer et réduire le prix du carburant pour les Canadiens. Certains ont également fait remarquer que le gouvernement fédéral devrait continuer à développer des sources d'énergie non renouvelables, de même que des alternatives plus durables. Parmi les autres enjeux qui, de l'avis des participants, n'étaient pas suffisamment pris en compte dans le budget, notons les longs délais de traitement pour les immigrants qui arrivent au Canada, les mesures fiscales qui visent les grandes banques (le dividende pour la relance du Canada) jugées inéquitables par quelques-uns, et l'affectation de fonds importants pour l'aide internationale et humanitaire. Dans ce dernier cas, quelques participants ont exprimé l'avis qu'étant donné les enjeux nationaux auxquels les Canadiens sont confrontés, le gouvernement fédéral devrait envisager de réduire considérablement ses contributions à l'aide extérieure à court terme.

Interrogés sur leurs impressions générales du budget, la majorité des participants ont vanté son intégralité et son équilibre, et le fait qu'il aborde une multitude d'enjeux importants pour les Canadiens. Même si certains étaient d'avis qu'il ratisait trop large, nombreux étaient ceux qui étaient satisfaits de voir que le gouvernement du Canada avait fait beaucoup d'efforts pour aborder une multitude de sujets qui étaient tous prioritaires selon eux. Alors que certains s'entendaient pour dire qu'il faudrait en faire encore plus dans les secteurs clés, comme les logements abordables et le coût de la vie, ils croyaient généralement que le budget constituait une première étape et que les annonces et initiatives qu'il contenait auraient sans doute des impacts réels sur la vie de nombreux Canadiens. Dans cette optique, plusieurs étaient optimistes quant au budget et se réjouissaient de voir ces initiatives mises en œuvre.

Abordabilité du logement (acheteurs d'un premier logement de la RGT, hommes du sud-ouest de l'Ontario, résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique, aînés de la région de Kitchener-Waterloo, ménages à revenu élevé de Québec, résidents de la Nouvelle-Écosse rurale inquiets du coût de la vie, femmes de la GRM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais)

L'abordabilité du logement et les différentes initiatives et annonces du budget à ce sujet ont fait l'objet de longues discussions dans neuf groupes. Interrogés sur l'importance qu'ils accordaient à l'abordabilité des logements, presque tous ont répondu que c'était extrêmement important et plusieurs croyaient que c'était l'enjeu de l'heure au Canada. Plusieurs avaient l'impression que dans les dernières années, les prix des logements avaient explosé et qu'une grande partie de la population peinait à se trouver un logement abordable, tant sur le marché des propriétés résidentielles que le marché locatif. Un nombre important de participants, en particulier des jeunes et des résidents de la région du Grand Toronto (RGT) et du Lower Mainland en Colombie-Britannique, craignaient fortement de ne jamais pouvoir s'offrir une maison, compte tenu des prix exorbitants des habitations résidentielles dans leur région relativement aux salaires, ce qui les empêchait de devenir propriétaires. Plusieurs jeunes ont indiqué que dans leurs cercles d'amis, seuls ceux qui recevaient un soutien financier important de leurs parents avaient pu s'acheter une maison. Ils ont ajouté que ce genre

d'appui était souvent nécessaire pour permettre aux jeunes Canadiens de réunir un montant suffisant pour la mise de fonds. Un certain nombre de participants ont fait valoir que le logement était un droit fondamental qui n'était pas adéquatement pris en compte par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. En poursuivant sur cette lancée, quelques autres ont fait valoir que le problème de l'itinérance avait pris de l'ampleur dans les dernières années, notamment dans le sillage des difficultés financières éprouvées par bon nombre de Canadiens durant la pandémie de COVID-19.

De façon plus générale, de nombreux participants avaient l'impression que les ménages canadiens consacraient une grande partie de leurs revenus aux dépenses liées au logement, entraînant ainsi des répercussions négatives sur l'ensemble de l'économie, la diminution du revenu disponible menant à une réduction des dépenses dans d'autres secteurs comme le commerce de détail, la restauration et l'hôtellerie. L'abordabilité du logement a été décrite comme étant un problème grandissant même parmi les propriétaires de longue date. Bien que certains souhaitaient que leur propriété continue à prendre de la valeur, plusieurs ont mentionné les difficultés inhérentes car même s'ils vendaient leur maison, ils devraient se reloger, alors que les prix des propriétés devenaient de plus en plus élevés. Pour cette raison, certains participants se sentaient « pris » dans leur situation actuelle. Même si pratiquement tous les participants croyaient que le logement était un enjeu important, un petit nombre seulement était d'avis qu'il faudrait accorder une plus grande priorité à d'autres secteurs, notamment la santé, dans la foulée de la pandémie de COVID-19. Quelques-uns ont exprimé l'opinion que depuis qu'ils avaient acheté leur maison et qu'ils n'avaient aucunement l'intention de vendre à court ou à long terme, l'abordabilité du logement n'était pas un enjeu qui les touchait ou auquel ils accordaient beaucoup d'attention.

À la question s'ils croyaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne l'abordabilité du logement, les participants avaient des avis partagés. Dans l'ensemble, malgré qu'ils étaient plus nombreux à affirmer que le gouvernement fédéral était sur la mauvaise voie, un nombre important de participants avaient une opinion différente et croyaient que d'importants progrès avaient été réalisés du côté du fédéral récemment pour résoudre le problème. À l'échelle régionale, alors que les résidents de la région du Grand Toronto (RGT), d'Edmonton et de Québec s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie (particulièrement dans les dernières années), tous les participants du sud-ouest de l'Ontario et la plupart des régions de Kitchener et Waterloo, de l'Outaouais et de la grande région de Montréal (GRM) croyaient qu'il faisait fausse route. Les participants du Lower Mainland en Colombie-Britannique et des communautés rurales de la Nouvelle-Écosse avaient des opinions plus variées et plusieurs croyaient que malgré les progrès réalisés, plusieurs défis subsistaient en ce qui concerne l'abordabilité du logement dans leurs régions.

Pour ceux qui avaient l'impression que le gouvernement du Canada avait mieux performé dans le dossier de l'abordabilité du logement dans les dernières années, les annonces budgétaires, comme le nouveau compte d'épargne libre d'impôt (CELI) pour les acheteurs d'une première maison, les crédits d'impôt plus généreux (comme le crédit d'impôt pour l'achat d'une première propriété) et l'interdiction pendant deux ans des investissements étrangers dans l'immobilier résidentiel au Canada étaient des signes d'encouragement. Les participants avaient l'impression que ces mesures témoignaient de la détermination du gouvernement fédéral à s'attaquer à cet enjeu. Quelques-uns ont également

mentionné les récentes décisions de la Banque du Canada de hausser les taux d'intérêt comme solution pour régler le problème.

Parmi ceux qui ont répondu que le gouvernement fédéral était sur la mauvaise voie, certains étaient d'avis que même si l'enjeu attirait maintenant plus d'attention, cela ne serait probablement pas suffisant pour aider les Canadiens à surmonter les difficultés auxquelles ils sont confrontés. Même si plusieurs ont reconnu que les mesures prévues dans le dernier budget relativement au logement constituaient un pas dans la bonne direction, plusieurs étaient déçus que ces actions n'aient pas été prises avant. Quelques-uns étaient d'avis que dans le passé, le gouvernement fédéral avait accordé trop d'importance à protéger la valeur des investissements résidentiels (principalement pour les aînés) et que cela avait aggravé les problèmes d'abordabilité pour les jeunes Canadiens désireux d'acquérir une première maison. De façon plus générale, certains étaient d'avis que la question du logement relevait aussi des gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux, et souhaitaient qu'on adopte une approche à plusieurs niveaux dans ce domaine.

Les participants ont ensuite discuté des récentes annonces et initiatives contenues dans le budget, et ont été invités à identifier celles qui selon eux seraient les plus efficaces pour résoudre le problème. Concernant l'enjeu qui consiste à construire plus de logements, les initiatives suivantes ont été présentées aux participants :

- *Un nouveau fonds pour accélérer la construction de logements qui versera de l'argent aux municipalités dans le but de construire 100 000 nouveaux logements;*
- *Réaffecter les budgets d'infrastructure existants pour prioriser la construction de nouveaux logements supplémentaires;*
- *Investir 750 millions de dollars de nouveaux fonds pour le transport en commun aux municipalités qui s'engagent à investir leurs propres fonds dans la construction de nouveaux logements;*
- *Un investissement supplémentaire de 1,5 milliard de dollars sur deux ans pour la construction de nouveaux logements abordables destinés aux personnes en situation d'itinérance ou de violence familiale;*
- *Un montant supplémentaire de 2,9 milliards de dollars sur quatre ans pour le Fonds national de co-investissement pour le logement qui contribue à créer de nouveaux logements ainsi qu'à réparer des logements existants pour les personnes à faible revenu;*
- *Des fonds supplémentaires de 216 millions de dollars pour inciter les promoteurs à construire de nouveaux logements locatifs dont le prix de location est inférieur au prix moyen dans les zones où ils sont construits;*
- *Un investissement supplémentaire de 500 millions de dollars visant à augmenter le nombre de coopératives d'habitation au Canada, avec la promesse d'accorder un milliard de dollars de plus en prêts aux projets de coopératives d'habitation;*
- *Des fonds supplémentaires de 150 millions de dollars sur deux ans pour le logement dans les territoires du Nord.*

L'annonce d'un montant supplémentaire de 2,9 milliards de dollars sur quatre ans pour le Fonds national de co-investissement pour le logement a suscité de nombreux commentaires positifs dans plusieurs groupes, notamment chez les résidents d'Edmonton, de la GRM, du Lower Mainland en

Colombie-Britannique, et les groupes du sud-ouest de l'Ontario et des régions de Kitchener et Waterloo. De l'avis de plusieurs, cette initiative représentait l'investissement le plus important en matière de logement prévu dans le budget et celui qui aiderait le plus grand nombre de gens, en particulier les Canadiens à faible et moyen revenu qui peinent à trouver un logement abordable. De nombreux participants ont applaudi l'idée de réparer les logements existants et qui représente selon eux une option plus durable puisqu'elle mise sur ce qui a déjà été construit plutôt que sur de nouveaux logements. Certains étaient d'avis qu'en augmentant le nombre de logements abordables, on aiderait considérablement les familles à faible revenu qui pourraient ainsi réduire leurs frais de logement et éventuellement épargner pour acheter une maison.

Toujours en ce qui concerne les options de logement abordable pour les Canadiens à faible et moyen revenu, l'initiative qui vise à affecter 216 millions de dollars pour inciter les promoteurs à construire de nouveaux logements locatifs dont le prix de location est inférieur au prix moyen dans les zones où ils sont construits a été considérée par plusieurs comme étant particulièrement prometteuse. Plusieurs avaient l'impression que cette mesure réduirait considérablement la pression exercée sur le marché du logement tout en offrant aux locataires des options plus abordables, leur permettant éventuellement d'épargner en vue d'acquérir une propriété. Cette initiative a particulièrement plu aux résidents des régions d'Edmonton, de Québec, de la GRM et de Kitchener-Waterloo où les prix des loyers ont récemment atteint des sommets inégalés. Certains croyaient également qu'en offrant de l'argent aux promoteurs pour les inciter à construire de nouveaux logements locatifs abordables, on les encouragerait à trouver des solutions nouvelles et innovatrices d'en faire profiter les Canadiens. Les participants s'entendaient pour dire que cette initiative serait particulièrement utile aux jeunes Canadiens, qui représentent une proportion élevée de locataires et qui doivent probablement faire face au problème d'abordabilité du logement dans une plus grande mesure que les générations plus âgées. Malgré les réactions très positives, plusieurs participants ont émis des réserves quant aux incitatifs destinés aux promoteurs privés. Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que ces entreprises étaient déjà très rentables et n'avaient pas besoin d'une motivation financière additionnelle. D'autres ont ajouté que le gouvernement du Canada devrait recourir à la législation pour contraindre ces promoteurs à construire plus de logements abordables plutôt que de les récompenser. Certains se demandaient si des balises avaient été mises en place pour s'assurer que ces logements demeurent abordables à long terme, certains s'inquiétaient de voir les prix revenir aux taux du marché après un certain temps. Quelques autres ont dénoncé le fait que l'initiative mettait l'accent sur les logements locatifs puisque selon eux, le principal objectif devrait être d'aider un plus grand nombre de Canadiens à devenir propriétaires au lieu de favoriser la location.

Le nouveau Fonds pour accélérer la construction de logements qui versera de l'argent aux municipalités dans le but de construire 100 000 nouveaux logements au Canada a également suscité des réactions positives, surtout parmi les participants de la RGT, du sud-ouest de l'Ontario et des régions rurales de la Nouvelle-Écosse. L'idée de construire une telle quantité de nouveaux logements en a séduit plusieurs qui croyaient que cela réduirait considérablement la pression sur le marché du logement dans de nombreuses régions. D'autres s'entendaient pour dire que le manque de logements était la principale raison de la crise qui sévit présentement et que cette initiative était un pas dans la bonne direction, et croyaient que le gouvernement du Canada devait s'efforcer de faire construire le plus grand nombre possible de logements dans un court laps de temps. Quelques-uns ont bien réagi à

la composante municipale de cette initiative, croyant que les municipalités pourraient utiliser ces fonds du fédéral pour mettre au point des solutions locales aux problèmes de logement dans leurs régions plutôt que de s'en tenir à une stratégie universelle dans l'ensemble du pays.

Les initiatives plus ciblées, comme l'investissement supplémentaire de 1,5 milliard de dollars sur deux ans pour la construction de nouveaux logements abordables destinés aux personnes en situation d'itinérance ou de violence familiale ont été jugées comme importantes par un bon nombre de participants, en particulier ceux de la RGT et, dans une moindre mesure, les groupes de Kitchener et Waterloo, Edmonton et les régions rurales de la Nouvelle-Écosse. Plusieurs étaient d'avis que tous les Canadiens méritaient d'avoir accès à un logement abordable et qu'en diminuant le nombre de personnes en état d'itinérance ou de violence familiale, les communautés deviendraient des milieux de vie plus sûrs et plus équitables. Un certain nombre de participants s'entendaient pour dire que cela était particulièrement important pour les personnes qui fuient la violence familiale, en particulier les femmes, qui seraient autrement forcées de rester avec leur agresseur, faute de logements abordables disponibles. Les participants s'entendaient pour dire qu'un meilleur accès à des logements abordables changerait la vie de nombreux Canadiens dans ces situations. Même si personne ne s'opposait explicitement à cette initiative, certains se sont demandé si le gouvernement fédéral ne devrait pas plutôt se concentrer sur les causes profondes de l'itinérance, comme les troubles de santé mentale et les dépendances. Ceux-ci s'entendaient pour dire que le fait de fournir des logements, bien qu'utile, ne suffirait pas à aider ces personnes et que d'autres traitements seraient nécessaires.

Plusieurs participants des groupes de Kitchener et Waterloo, et quelques-uns de la RGT et de la GRM ont également manifesté de l'intérêt pour l'initiative d'un investissement supplémentaire de 500 millions de dollars visant à augmenter le nombre de coopératives d'habitation au Canada, avec la promesse d'accorder un milliard de dollars de plus en prêts aux projets de coopératives d'habitation. Bon nombre d'entre eux ont démontré un intérêt personnel envers la vie en coopérative d'habitation et quelques-uns ont admis l'avoir déjà fait. Plusieurs croyaient que l'augmentation du nombre de coopératives d'habitation permettrait de réduire les coûts liés au logement pour bon nombre de Canadiens, tout en créant des liens plus forts au sein des collectivités locales. Les participants étaient d'avis que cette initiative offrait une voie unique et innovatrice pour accéder à la propriété et s'entendaient pour dire qu'il faudrait sans doute injecter des fonds supplémentaires pour ces projets dans le futur. Quelques-uns étaient perplexes par rapport au type de coopérative d'habitation visé et certains d'entre eux ont confondu ces projets avec les habitations à loyer modique.

Dans les groupes d'Edmonton, des régions rurales de la Nouvelle-Écosse et du sud-ouest de l'Ontario, un certain nombre de participants étaient d'avis que l'investissement de 750 millions de dollars de nouveaux fonds pour le transport en commun aux municipalités qui s'engagent à investir leurs propres fonds dans la construction de nouveaux logements était également une composante importante de la stratégie en matière de logement du gouvernement fédéral. Plusieurs étaient d'avis qu'il ne suffisait pas de construire de nouveaux logements et qu'une infrastructure vitale (comme l'élargissement des transports en commun) serait également nécessaire pour relier ces nouvelles habitations à la communauté. D'autres croyaient que cette initiative contribuerait grandement à réduire la congestion sur les grandes artères et les corridors de transport en commun qui les préoccupent de plus en plus compte tenu de la croissance démographique dans leurs communautés.

À part les participants du groupe de la RGT et quelques résidents de la région de l'Outaouais, un nombre relativement faible a identifié l'initiative visant à réaffecter les budgets d'infrastructure existants pour prioriser la construction de nouveaux logements supplémentaires comme étant particulièrement utile. Alors que certains croyaient qu'elle permettrait d'augmenter le nombre de logements disponibles, d'autres craignaient que d'autres projets d'infrastructure vitale (comme l'entretien nécessaire des autoroutes et des ponts) soient retardés ou annulés à cause d'elle. De plus, presque aucun participant n'a mentionné l'annonce de fonds supplémentaires de 150 millions de dollars sur deux ans pour le logement dans les territoires du Nord, et très peu ont fait des commentaires, positifs ou négatifs, sur cette initiative.

Les participants ont ensuite été invités à examiner une deuxième série de priorités en matière d'abordabilité du logement et de création de solutions supplémentaires pour l'accès à la propriété. Les voici :

- *Le compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété, qui permet aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour faire l'acquisition.*
- *Doubler le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation de 5 000 \$ à 10 000 \$.*
- *Un paiement unique de 500 \$ aux personnes qui font face à des difficultés d'accès au logement abordable.*
- *Élargir l'Incitatif à l'achat d'une première propriété afin d'offrir plus de souplesse et de faciliter l'accès pour les Canadiens et les Canadiennes sans conjoint ou conjointe.*
- *Un montant supplémentaire de 200 millions de dollars visant à accroître les possibilités de location avec option d'achat.*
- *Un investissement de 562 millions de dollars sur deux ans pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, ainsi que 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans.*

Parmi ces initiatives, celles destinées aux acheteurs d'une première maison et celles qui consistent à élargir l'Incitatif à l'achat d'une première propriété et à doubler le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation de 5 000 \$ à 10 000 \$ ont reçu le plus grand appui de la part des participants et ont été les plus souvent sélectionnées dans presque tous les groupes. Au sujet de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, les participants s'entendaient pour dire qu'il faciliterait l'accès à la propriété pour les célibataires. Plusieurs étaient d'avis qu'être en couple ou gagner deux salaires ne devrait pas être des conditions pour pouvoir se payer une maison et que cette plus grande flexibilité aiderait sans doute un grand nombre de Canadiens. En ce qui concerne le crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation, plusieurs s'entendaient pour dire qu'il pourrait aider les acheteurs potentiels à finaliser leurs transactions et à les rapprocher de leur objectif de devenir propriétaires. La simplicité de cette initiative a plu à bon nombre de participants qui y voyaient un moyen d'aider une multitude de Canadiens, grâce à un processus simple et compréhensible. Alors que certains, surtout des jeunes et des célibataires, espéraient pouvoir profiter eux-mêmes de ces initiatives, d'autres pensaient à la façon dont elles aideraient leurs propres enfants ou petits-enfants qui pourraient être confrontés à des problèmes de logement à l'avenir. Même s'ils étaient

généralement en faveur de ces initiatives, quelques participants ont exprimé l'opinion qu'elles ne suffiraient pas à elles seules et qu'il faudrait mettre en place d'autres mesures pour augmenter l'offre de logements et stabiliser les prix des logements à un niveau plus acceptable.

Dans tous les groupes, les participants étaient très favorables à l'idée de mettre en place un compte d'épargne libre d'impôt (CELI) permettant aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour faire l'acquisition. Un certain nombre d'entre eux ont apprécié le chiffre clair énoncé dans cette initiative. Plusieurs croyaient également que cette initiative contribuerait largement à aider les acheteurs potentiels, en particulier ceux qui disposent d'une plus longue échéance, à épargner pour l'achat de leur première maison. Même si certains s'inquiétaient du temps qu'il faudrait pour épargner 40 000 \$ compte tenu du coût de la vie qui ne cesse d'augmenter, presque tous les participants étaient favorables à cette initiative qui selon eux aiderait uniquement les acheteurs éventuels.

L'affectation d'un montant supplémentaire de 200 millions de dollars visant à accroître les possibilités de location avec option d'achat a été mentionnée par certains, et ce sont les participants d'Edmonton, du sud-ouest de l'Ontario, de la RGT, de l'Outaouais et des régions rurales de la Nouvelle-Écosse qui lui ont donné le plus d'appui. Plusieurs s'entendaient pour dire qu'elle était utile et innovatrice, et qu'elle permettrait à des locataires d'accumuler un capital tout en continuant de louer à court terme. Certains étaient d'avis qu'elle représentait un moyen plus abordable et plus réaliste d'accéder à la propriété pour ceux qui ne sont pas en mesure de verser une mise de fonds importante. En plus d'offrir aux Canadiens des options de logement supplémentaires, elle serait une source de motivation pour les acheteurs éventuels et donnerait aux personnes à faible et moyen revenu un objectif à atteindre tout en accumulant graduellement un avoir.

Bien que la plupart étaient d'avis qu'il vaudrait la peine d'investir 562 millions de dollars sur deux ans pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, et 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans, quelques-uns ont indiqué qu'il s'agissait de l'enjeu le plus pressant en matière d'abordabilité du logement actuellement. Ceci étant dit, personne ne s'est opposé à ce que le gouvernement du Canada investisse dans ces secteurs, croyant que c'était la bonne chose à faire qui pourrait aider les personnes marginalisées et l'ensemble des communautés. Malgré l'appui reçu dans la GRM, la région de l'Outaouais et le sud-ouest de l'Ontario, seulement quelques participants croyaient qu'un paiement unique de 500 \$ aux Canadiens qui font face à des difficultés d'accès au logement abordable aurait des effets tangibles. Plusieurs ont critiqué cette initiative, prétextant qu'elle serait futile de la part du gouvernement fédéral puisque le montant de 500 \$ était nettement insuffisant pour avoir un réel impact, surtout compte tenu de la hausse vertigineuse des prix des logements au cours des dernières années.

Les participants ont ensuite été invités à examiner une autre série d'initiatives visant à protéger les Canadiens sur le marché du logement. Les initiatives présentées à chacun des groupes étaient les suivantes :

- *Mettre fin aux offres à l'aveugle (les offres à l'aveugle sont celles où les acheteurs ne connaissent pas l'offre des autres);*

- *Créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des « réno-évictions » (une réno-éviction survient lorsqu'un propriétaire évince un locataire en prétextant qu'il effectuera des rénovations majeures);*
- *Interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans;*
- *Adopter de nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat (flip immobilier);*
- *Rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables afin de dissuader les spéculateurs d'acheter des propriétés résidentielles et de les laisser vacantes (une cession de contrat de vente est une opération par laquelle un vendeur vend ses intérêts dans une propriété avant d'en prendre possession).*

Dans l'ensemble, toutes ces initiatives ont reçu un appui important, et bon nombre de participants ont émis l'opinion que chacune d'entre elles aurait probablement un impact positif sur les Canadiens et le marché du logement.

Plusieurs ont accueilli favorablement la création de pénalités fiscales visant à empêcher les propriétaires de procéder à des réno-évictions. Sur le plan régional, cette initiative a particulièrement plu aux participants de Kitchener et Waterloo, de la GRM et de l'Outaouais. Plusieurs avaient l'impression que cette pratique était de plus en plus répandue chez les propriétaires, et quelques-uns avaient même constaté une augmentation substantielle des loyers dans leurs quartiers après des rénovations. D'autres ont ajouté que cette mesure du gouvernement du Canada prouvait qu'il songeait sérieusement de protéger les droits des locataires en leur donnant une plus grande tranquillité d'esprit quant à la stabilité de leur situation à long terme. Même si plupart étaient en faveur de cette initiative, quelques-uns croyaient qu'elle serait quelque peu injuste pour les propriétaires, ajoutant que dans bien des cas, les rénovations étaient nécessaires et que les propriétaires devraient pouvoir faire ce qu'ils veulent avec leurs logements sans craindre d'être pénalisés financièrement. Quelques-uns étaient d'avis que bien qu'utile, cette initiative n'était qu'une des nombreuses mesures qui devraient être mises en place pour rendre le logement plus abordable.

Plusieurs participants étaient tout à fait d'accord avec la décision du gouvernement du Canada d'interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles pour une période de deux ans, et s'entendaient pour dire que les acheteurs étrangers étaient en grande partie responsables de la hausse des prix du logement au Canada, surtout lorsqu'ils achètent des habitations pour les laisser vacantes, les retirant ainsi du marché. Les participants avaient l'impression que dans plusieurs cas, ces acheteurs profitaient du marché du logement canadien et utilisaient ces propriétés comme véhicules d'investissement plutôt que d'habitations résidentielles. À l'échelle régionale, cette initiative a été particulièrement appréciée des résidents de la RGT, des régions rurales de la Nouvelle-Écosse et d'Edmonton, plusieurs croyant qu'elle aurait un réel impact sur le marché du logement dans de nombreuses villes canadiennes. Même si la plupart des participants s'entendaient pour dire qu'il fallait que les Canadiens aient priorité sur les acheteurs étrangers, plusieurs ont précisé qu'ils ne s'opposaient pas à ce que des immigrants achètent des propriétés au Canada, et que du moment qu'ils avaient l'intention de travailler et de s'installer au pays à long terme, il n'y avait aucune raison de leur refuser le droit de devenir propriétaires. Quelques participants (surtout au Lower Mainland en Colombie-

Britannique et dans la GRM) étaient d'avis que cette initiative n'aurait pas d'influence réelle sur le prix des logements en général, et avaient l'impression que les grandes sociétés, notamment celles basées au Canada, qui achètent plusieurs blocs d'unités de logement à la fois nuisaient beaucoup plus au marché du logement que les acheteurs particuliers non canadiens. Certains craignaient également que cette mesure soit perçue comme étant discriminatoire et ciblant injustement les non-Canadiens, ce qui irait à l'encontre des principes du libre marché.

Toujours en ce qui concerne la pratique qui consiste à acheter des propriétés résidentielles et à les laisser vacantes, un grand nombre de participants étaient en faveur de l'initiative visant à rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables afin de dissuader les spéculateurs d'en faire l'acquisition en tant qu'investissements plutôt que propriétés résidentielles. Le soutien pour cette initiative était particulièrement élevé dans les groupes du Lower Mainland, du sud-ouest de l'Ontario et de la GRM, plusieurs croyant qu'il s'agissait d'un problème majeur dans leurs communautés. Un certain nombre de participants s'entendaient pour dire que cette initiative contribuerait grandement à protéger les Canadiens. D'autres ont ajouté qu'ils trouvaient illogique que des propriétés en état d'être habitées demeuraient vacantes alors que les taux d'itinérance ne cessaient d'augmenter année après année.

La proposition visant à mettre fin aux offres à l'aveugle a reçu un appui important dans presque tous les groupes. De l'avis de nombreux participants, cette pratique était souvent utilisée par les agents immobiliers pour hausser artificiellement les prix de l'immobilier et mettre en concurrence des acheteurs potentiels. Selon eux, il s'agit d'un problème qui prenait de plus en plus d'ampleur dans de nombreuses régions; certains avaient constaté que des propriétés s'étaient vendues pour un prix considérablement supérieur au prix demandé, ce qui avait eu pour effet de faire grimper encore plus les prix des maisons. Plusieurs croyaient que cette mesure permettrait une plus grande transparence dans le processus d'achat de propriété, en plus de protéger les Canadiens et de réduire la pression sur les acheteurs de faire des offres au-dessus de leurs moyens de crainte de perdre une propriété.

Bien que moins populaire, l'initiative qui consiste à adopter de nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat a également été mentionnée, particulièrement dans les groupes de la RGT, de la GRM et du Lower Mainland en Colombie-Britannique. Même si certains doutaient que la seule hausse de taxes suffise à décourager les flips immobiliers, la plupart étaient d'avis qu'il s'agissait d'un problème grandissant, notamment dans les marchés immobiliers les plus chers comme Toronto et Vancouver. Alors que la plupart considéraient que les flips immobiliers contribuaient largement à la flambée des prix de l'immobilier au Canada, quelques participants craignaient que ces nouvelles règles soient injustement punitives, surtout pour ceux qui gagnent leur vie en rénovant et en revendant des propriétés. Certains de ces participants étaient d'avis que (dans certaines circonstances), les acheteurs qui faisaient des rénovations importantes sur une propriété avant de la remettre sur le marché pourraient apporter une contribution positive puisque ces propriétés rénovées offrent souvent un cadre de vie beaucoup plus agréable qu'avant les rénovations. Même si certains espéraient que la pratique du flip immobilier soit dorénavant mieux encadrée par le gouvernement fédéral, peu d'entre eux souhaitaient qu'elle soit carrément interdite sous prétexte que cela irait à l'encontre du principe du libre marché en limitant la capacité des propriétaires à utiliser leurs propriétés comme bon leur semble.

Dans les trois groupes de l'Ontario et celui du Lower Mainland en Colombie-Britannique, les participants ont pris part à une brève discussion sur les initiatives de rénovations résidentielles annoncées dans le budget. Ces initiatives étaient les suivantes :

- *Un crédit d'impôt pouvant atteindre 7 500 \$ pour quiconque rénove son logement en vue d'y accueillir une personne âgée ou un adulte en situation de handicap;*
- *Une nouvelle Stratégie canadienne pour les bâtiments durables, comprenant un investissement supplémentaire de 350 millions de dollars au cours des cinq prochaines années pour rendre les bâtiments plus écologiques;*
- *Des fonds supplémentaires de 458,6 millions de dollars qui viennent s'ajouter aux subventions existantes et aux programmes de prêts à faible taux d'intérêt pour des rénovations écoénergétiques.*

L'ensemble des participants ont réagi favorablement aux trois initiatives, croyant qu'elles pourraient aider les propriétaires à rendre leurs habitations plus accessibles ou plus « vertes », mais pour qui les coûts pourraient s'avérer un obstacle majeur. En ce qui a trait à l'introduction de la nouvelle Stratégie canadienne pour les bâtiments durables et l'affectation de fonds supplémentaires de 458,6 millions de dollars qui viennent s'ajouter aux subventions existantes et aux programmes de prêts à faible taux d'intérêt pour des rénovations écoénergétiques, plusieurs étaient d'avis qu'elles permettraient de réduire les coûts énergétiques des maisons à long terme tout en limitant les coûts initiaux pour les propriétaires qui envisagent de faire des rénovations. La proposition visant à accorder un crédit d'impôt pouvant atteindre 7 500 \$ pour quiconque rénove son logement en vue d'y accueillir une personne âgée ou un adulte en situation de handicap a séduit certains participants et plusieurs ont mentionné que cette initiative aurait un impact positif sur leurs proches, en permettant aux parents âgés ou handicapés de vivre sous leur toit plutôt que dans un établissement de soins de longue durée. Même si quelques-uns croyaient que les coûts de ces projets pourraient facilement dépasser les 7 500 \$, les participants s'entendaient généralement pour dire que cette initiative était un pas important dans la bonne direction et qu'elle pourrait aider de nombreux ménages canadiens.

Lorsque nous leur avons demandé ce qu'ils pensaient du plan dans sa globalité, les participants étaient généralement en faveur des différentes initiatives mises de l'avant par le gouvernement du Canada. Plusieurs étaient agréablement surpris de voir la place importante accordée à l'abordabilité du logement dans le budget. Même si certains ont mentionné qu'ils attendraient que les initiatives soient mises en œuvre avant de déterminer si le plan est viable, la plupart étaient optimistes et croyaient que celles-ci contribueraient grandement à stabiliser les prix des logements et à aider un plus grand nombre de Canadiens à accéder à des logements abordables dans leurs communautés. Même si dans l'ensemble, la plupart s'entendaient pour dire que le plan était complet et couvrait une multitude d'aspects, quelques-uns étaient préoccupés et croyaient qu'il faudrait en faire davantage pour palier à la pénurie de logements et que les 100 000 nouvelles unités qu'on prévoyait construire dans le cadre de programmes comme le Fonds pour accélérer la construction de logements ne suffiraient pas à fournir le nombre de logements requis pour réduire la demande. Bien que de nombreux participants aient salué les programmes destinés aux personnes à faible revenu et marginalisées, certains s'entendaient aussi pour dire qu'il faudrait aider davantage les Canadiens à revenu moyen qui peinent aussi à couvrir leurs frais de logement, mais qui ont un accès plus limité aux nombreux soutiens offerts

aux ménages à faible revenu. Plusieurs participants ont mentionné des problèmes connexes, comme l'inflation, la faible croissance des salaires, et la prévalence de l'utilisation des logements comme véhicules d'investissement, et croyaient qu'à moins que des mesures plus importantes soient prises pour résoudre ces problèmes, plusieurs des mesures annoncées dans le budget seraient inefficaces.

Bien que la plupart aient salué l'exhaustivité du budget, d'autres avaient des opinions différentes et croyaient que le gouvernement du Canada devrait se concentrer sur une liste restreinte de grandes priorités au lieu de s'attaquer à plusieurs secteurs d'un seul coup. À la question à savoir s'il était réaliste de s'attendre à ce que le gouvernement fédéral soit en mesure de mettre en œuvre toutes ces initiatives à court terme, plusieurs doutaient que ce soit possible, compte tenu du nombre de nouvelles initiatives et d'annonces contenues dans le budget. Ceci étant dit, la plupart étaient ouverts à l'idée que le gouvernement fédéral tente tout ce qu'il peut pour s'attaquer au problème d'abordabilité du logement et ont exprimé leur enthousiasme envers les nouvelles initiatives. Certains ont réclamé une approche à plusieurs niveaux puisque selon eux, le gouvernement fédéral ne devrait pas assumer seul l'entière responsabilité des enjeux liés au logement, et que les gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux devraient aussi contribuer.

Mesures fiscales (ménages à revenu élevé de Québec)

Le groupe de la ville de Québec s'est prêté à un exercice supplémentaire portant sur les mesures fiscales présentées dans le budget 2022. Il devait commencer par prendre connaissance des annonces fiscales suivantes :

- *Changer les processus de transactions financières pour limiter l'utilisation des structures corporatives dans des paradis fiscaux afin de se livrer à de l'évitement fiscal abusif;*
- *Examiner un nouveau régime fiscal minimal qui fera en sorte que tous les Canadiens fortunés paient leur juste part d'impôt;*
- *Augmenter le taux d'imposition du revenu des entreprises de 15 % à 16,5 % sur le revenu imposable des groupes de banques et d'assureurs-vie au-dessus du seuil de 100 millions de dollars;*
- *Introduire un dividende temporaire pour la relance du Canada, au titre duquel les groupes de banques et d'assureurs-vie paieront un impôt ponctuel de 15 % sur le revenu imposable supérieur à 1 milliard de dollars pour l'année d'imposition 2021.*

Invités à réagir à ces initiatives, presque tous les participants se sont dits en faveur d'une modification des processus de transactions financières qui limiterait l'utilisation des structures corporatives dans des paradis fiscaux à des fins d'évitement fiscal abusif. Même si plusieurs ont reconnu avoir une compréhension limitée de la question, la nécessité de restreindre ces pratiques était généralement admise. Beaucoup estimaient qu'il fallait en faire en plus pour s'assurer que les sociétés et les personnes fortunées paient leur juste part d'impôt. Certains appuyaient donc aussi l'initiative visant à envisager un nouveau régime fiscal minimal, plus particulièrement pour les Canadiens à revenu élevé, dont l'impôt était jugé disproportionnellement faible par rapport à leurs avoirs. Tout en convenant que de nombreux particuliers à revenu élevé paient des montants d'impôt considérables, ils pensaient que d'autres font tout ce qu'ils peuvent pour en payer le moins possible. De l'avis des participants, toute

mesure permettant d'équilibrer la situation serait un pas dans la bonne direction. En revanche, les deux initiatives consistant à augmenter l'impôt des grands groupes de banques et d'assureurs-vie canadiens n'ont recueilli aucun appui. Quelques participants ont soutenu qu'il était exagéré et injuste de prélever un impôt ponctuel de 15 % sur le revenu supérieur à 1 milliard de dollars (pour l'année d'imposition 2021) des institutions de ce secteur.

Nous avons ensuite présenté au groupe une deuxième série de mesures fiscales, reproduite ci-après :

- *Étendre la réduction de 50 % du taux d'imposition général des sociétés et du taux d'imposition des petites entreprises à l'intention des fabricants de technologies à zéro émission pour viser également les fabricants de thermopompes à air (celles-ci utilisent l'air extérieur comme source d'énergie thermique en mode de chauffage et comme dissipateur pour rejeter l'énergie en mode de refroidissement);*
- *Lancer un examen du secteur financier axé sur la numérisation de l'argent (telles les cryptomonnaies et les cryptomonnaies stables);*
- *Éliminer l'accès au taux d'imposition des petites entreprises de façon plus graduelle, de sorte qu'il soit complètement éliminé lorsque le capital imposable (essentiellement les bénéfices non répartis) atteint 50 millions de dollars, plutôt que 15 millions;*
- *Fournir un financement de 1,2 milliard de dollars sur cinq ans à l'Agence du revenu du Canada (ARC) pour élargir les audits et les poursuites des grandes entités et des non-résidents qui participent à une planification fiscale abusive et à l'évasion fiscale criminelle.*

Aucune de ces initiatives n'a suscité beaucoup d'enthousiasme, mais certains participants ont bien accueilli l'annonce d'un financement de 1,2 milliard de dollars (sur cinq ans) qui permettrait à l'Agence du revenu du Canada (ARC) d'accroître la fréquence des audits et des poursuites visant les grandes entités et les non-résidents soupçonnés d'évasion fiscale criminelle. Selon eux, il s'agirait d'une mesure concrète pour s'assurer que tout le monde paie sa juste part d'impôt et pour aider l'ARC à récupérer d'importantes recettes fiscales non perçues auprès de particuliers fortunés et de grandes sociétés. Peu de participants étaient favorables aux autres initiatives, mais un petit nombre croyaient qu'une réglementation des cryptomonnaies serait prudente, en particulier vu les inquiétudes que soulève la volatilité des monnaies numériques à court comme à long terme.

Questions économiques (acheteurs d'un premier logement de la RGT, hommes du sud-ouest de l'Ontario, résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique, aînés de la région de Kitchener-Waterloo, ménages à revenu élevé de Québec, résidents de la Nouvelle-Écosse rurale inquiets du coût de la vie, femmes de la GRM)

Sept groupes ont discuté de plusieurs questions liées à l'économie ainsi que des moyens d'assurer la croissance et la prospérité futures du pays. Avant de se livrer à une discussion plus détaillée des mesures économiques énoncées dans le budget, les participants de la Nouvelle-Écosse qui avaient déclaré être « inquiets du coût de la vie » nous ont parlé de l'inflation et du manque d'abordabilité de nombreux biens et services essentiels. Plusieurs ont dit avoir été consternés ces derniers mois devant le coût croissant de leurs achats quotidiens (p. ex., l'épicerie, l'essence, les articles ménagers). Certains craignaient que les prix continuent d'atteindre de nouveaux sommets et plusieurs ont confié qu'ils

avaient déjà modifié leurs habitudes de consommation pour réduire leurs dépenses. En ce qui concerne les pressions sur le coût de la vie qui les touchaient le plus à l'heure actuelle, les participants ont mentionné le prix de l'essence, l'électricité, l'épicerie et le logement.

Afin de lancer la discussion sur les mesures et les annonces économiques figurant dans le budget, nous avons présenté aux groupes une série de citations directement tirées du document, en invitant leurs réactions dans chaque cas. Pour commencer, les participants ont lu la description suivante de la situation économique actuelle du Canada :

« Notre économie a récupéré 112 % des emplois perdus lors de ces terribles premiers mois contre seulement 90 % aux États-Unis. Notre taux de chômage est tombé à seulement 5,5 %, près du niveau record de 5,4 % atteint en 2019, le plus bas au Canada en cinq décennies.

Notre PIB réel dépasse de plus d'un point de pourcentage son niveau d'avant la pandémie. Pensez à ça : après une récession dévastatrice – pendant laquelle les vagues ont déferlé les unes après les autres et les confinements se sont succédé – notre économie ne s'est pas simplement rétablie. Elle est en pleine effervescence. »

Très peu de participants ont trouvé que cet énoncé représentait fidèlement l'état actuel de l'économie canadienne. Beaucoup ont contesté l'assertion selon laquelle l'économie était « en pleine effervescence », citant tout particulièrement les pertes économiques subies au cours des deux dernières années à cause des confinements et d'autres exigences de santé publique liées à la COVID-19. Plusieurs ont mentionné les problèmes de chaînes d'approvisionnement, toujours d'actualité, les coûts croissants du carburant, la montée de l'inflation et la hausse rapide du coût de la vie en général, d'après leur perception. Le taux de chômage avait beau être faible, ont-ils fait remarquer, cela importait peu si les Canadiens ne gagnaient pas suffisamment d'argent pour joindre les deux bouts.

La discussion s'est ensuite portée sur les dépenses fédérales et la dette nationale, dont il est question dans l'énoncé suivant :

« Nous sommes absolument résolus à ce que notre ratio de la dette au PIB continue de diminuer. Nos déficits pandémiques diminuent et ils doivent continuer à diminuer. Les dettes exceptionnelles engagées pour assurer la sécurité et la solvabilité des Canadiens doivent être remboursées. C'est notre cible budgétaire. Nous ne la manquerons pas. »

Même si la réduction de la dette importait à de nombreux participants, plusieurs ont précisé que le niveau de dépenses élevé du gouvernement fédéral au cours des deux dernières années avait été nécessaire pour assurer la protection et la sécurité financière des Canadiens durant la pandémie, et que l'augmentation de la dette au cours des deux dernières années était donc compréhensible. Certains participants ont dit craindre que des efforts soutenus pour éponger les déficits pandémiques n'entraînent des hausses d'impôt ou des coupes dans les programmes sociaux. Lorsque nous avons précisé que le budget 2022 n'est pas un budget équilibré, mais qu'il prévoit un déficit moins important que ceux des dernières années, la plupart des participants ont eu des réactions positives. De l'avis général, la stratégie économique la plus sage que pouvait adopter le gouvernement du Canada consistait à réduire progressivement les déficits plutôt qu'à prendre des mesures draconiennes. Les participants croyaient que des compressions importantes nuiraient à de nombreux Canadiens qui

dépendent actuellement des soutiens fédéraux, surtout après les difficultés financières vécues par bien des gens durant la pandémie. Un petit nombre de participants ont divergé, affirmant que le gouvernement fédéral devrait faire le maximum pour réduire le déficit. Comme certains l'ont précisé, ils avaient l'impression que les dépenses fédérales élevées des dernières années étaient l'un des grands facteurs responsables de l'inflation et d'autres problèmes économiques du pays.

L'énoncé suivant portait sur l'innovation :

« Nous accusons toutefois du retard sur le plan de la productivité économique. La productivité est importante, parce que c'est ce qui garantit le rêve de tous les parents, à savoir que nos enfants vivront dans un monde plus prospère.

C'est un problème canadien bien connu, et insidieux. Il est temps que le Canada s'y attaque.

Nous proposons de le faire, en partie, par l'intermédiaire d'une nouvelle agence d'innovation et d'investissement. Elle s'appuiera sur les meilleures pratiques internationales de partout dans le monde. Elle donnera aux entreprises canadiennes de tous les secteurs de l'économie les outils et les incitatifs dont elles ont besoin pour créer et innover, et pour prendre des risques et croître. »

Les participants ont exprimé des avis partagés à l'égard de la création d'une agence d'innovation et d'investissement. Certains croyaient que c'était une excellente idée et qui n'avait que trop tardé. Quelques-uns ont ajouté que le climat économique du Canada présentait une certaine aversion au risque et se sont réjouis à la perspective qu'on trouve des solutions plus créatives aux problèmes du pays. Plusieurs voyaient également d'un bon œil que des investissements en innovation encouragent la production et la fabrication intérieures, et pensaient qu'il était important pour le gouvernement du Canada de promouvoir une plus grande autosuffisance économique. D'autres étaient sceptiques quant à la nécessité d'une nouvelle agence ou d'investissements supplémentaires dans ce domaine. Plusieurs participants considéraient que le Canada se défendait assez bien à cet égard et que le manque d'innovation n'était pas un problème à l'heure actuelle. Quelques autres étaient moins sûrs de leur opinion et auraient souhaité avoir plus de précisions au sujet des responsabilités et des grands objectifs de l'agence.

Nous avons ensuite demandé aux participants de se tourner vers l'environnement et la transition vers une économie « plus verte », en leur présentant l'extrait suivant du document budgétaire :

« L'économie mondiale devient verte. Le Canada peut devenir un chef de file ou traîner de la patte.

Évidemment, ce n'est pas du tout une option – c'est pourquoi notre gouvernement investit de manière urgente dans cette transition.

Notre plan est dicté par notre prix national sur la pollution – le plus intelligent et le plus efficace incitatif à l'action climatique – et par un nouveau fonds de croissance du Canada qui aidera à attirer des milliards de dollars en capital privé dont nous avons besoin pour transformer notre économie à grande vitesse et à grande échelle. »

De nombreux participants ont approuvé cet énoncé, presque tous étant d'avis qu'une transition vers une économie plus verte et plus durable était incontournable et que le gouvernement du Canada

devait poursuivre ses efforts pour atténuer les changements climatiques. Ce sujet tenait à cœur à certains participants, qui considéraient les changements climatiques comme l'enjeu le plus important auquel les Canadiens sont aujourd'hui confrontés. Selon eux, le gouvernement fédéral devait utiliser tous les outils à sa disposition pour protéger et préserver l'environnement. Plusieurs participants recommandaient notamment de continuer d'encourager l'adoption de technologies propres et ont salué au passage les récents incitatifs pour l'achat d'un véhicule zéro émission (VZE). Même si la plupart souscrivaient à l'idée que le Canada devrait être en tête de peloton dans le virage vers une économie plus verte, quelques-uns ont émis l'opinion que le gouvernement du Canada n'avait pas forcément à être le moteur du mouvement à l'échelle mondiale. D'après eux, le Canada ne se classait pas parmi les grands émetteurs comme l'Inde ou la Chine et ne devrait donc pas se limiter indûment sur le plan économique aux fins d'accélérer la transition. Un petit nombre de participants qui reconnaissaient l'importance de verdir l'économie estimaient que le gouvernement du Canada devrait laisser le processus évoluer de lui-même au lieu de le stimuler à coup de mesures comme la réglementation des émissions et la tarification du carbone.

Lorsque nous leur avons demandé à quoi servirait le fonds de croissance du Canada annoncé dans le budget, les participants ont répondu qu'il permettrait de réaliser des investissements dans différents domaines, par exemple les incitatifs pour l'achat de VZE, le développement des programmes de recyclage, l'amélioration des infrastructures, et les subventions ou les prêts à faible taux d'intérêt permettant à des propriétaires de rénover leur logement pour le rendre plus écoénergétique. Sans remettre en question l'importance de la transition verte, plusieurs participants ont noté que les mesures qui s'imposent risquent de coûter cher aux particuliers. Dans cette optique, ils croyaient que tout soutien de la part du gouvernement du Canada pour aider les Canadiens à mettre ces changements en œuvre serait précieux.

Afin d'aborder la question de la formation axée sur les compétences et les contributions des nouveaux Canadiens à l'économie du pays, nous avons soumis l'énoncé suivant aux participants :

« En 2020, le Canada a connu la croissance démographique la plus rapide du G7. À l'heure où le monde cherche désespérément des travailleurs et des gens de talent, l'enthousiasme unique de notre pays pour l'accueil des nouveaux Canadiens est un puissant catalyseur de prospérité économique. Ce budget facilitera la tâche des immigrants qualifiés dont notre économie a besoin pour faire du Canada leur nouveau chez-soi. Il investira également dans les travailleurs déterminés et talentueux qui sont déjà ici. »

La plupart des réactions ont été favorables. De nombreux participants pensaient que cette mesure permettrait d'accroître la main-d'œuvre canadienne et de tirer parti de la position du Canada en tant que destination de choix pour les immigrants. Plusieurs avaient l'impression que des pénuries de main-d'œuvre touchaient maintes régions du pays et que des efforts plus soutenus pour recruter des travailleurs étrangers contribueraient puissamment à corriger le problème. À ce sujet, certains participants croyaient que beaucoup de gens qualifiés venus s'installer au Canada avaient d'énormes difficultés à obtenir les titres de compétences nécessaires pour travailler dans leur domaine. Il leur semblait que le gouvernement fédéral pourrait faciliter davantage le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers et, au besoin, offrir une aide financière aux nouveaux arrivants pour qu'ils puissent recevoir l'accréditation ou la formation complémentaire requise pour exercer leur

métier au Canada. Quelques participants craignaient que les immigrants soient privilégiés au détriment des travailleurs d'ici, mais la plupart estimaient que le gouvernement du Canada devrait faire tout ce qu'il peut pour développer et mettre à profit les compétences des nouveaux venus, en particulier dans les secteurs très spécialisés où la main-d'œuvre qualifiée fait défaut.

Les participants des groupes de Kitchener-Waterloo et de la Nouvelle-Écosse rurale ont ensuite porté leur attention sur les services de garde d'enfants, après avoir lu la citation qui suit :

« Lorsque nous avons fait la promesse, il y a moins d'un an, de faire des services de garde d'enfants de grande qualité et abordables une réalité pour les Canadiens, notre plan a été accueilli avec enthousiasme. Mais les applaudissements étaient accompagnés d'un scepticisme justifiable. Après tout, des promesses similaires avaient été faites et rompues pendant des décennies – à cinq reprises en fait! C'est pourquoi, comme je suis ici aujourd'hui, je suis si fière de le dire, nous avons tenu notre promesse. Nous avons signé des ententes sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants avec chaque province et territoire. C'est la libération des femmes. Plus de femmes n'auront plus à choisir entre la maternité et une carrière. Et la mesure rendra la vie plus abordable pour les familles canadiennes de la classe moyenne. »

L'offre accrue de services de garde d'enfants à coût modique était une initiative importante aux yeux de la plupart des participants, surtout dans l'optique de rendre la vie plus abordable pour les familles canadiennes ayant de jeunes enfants et de fournir aux parents, et en particulier aux femmes, une solution viable pour reprendre leur carrière. Si un petit nombre de participants craignaient qu'en réduisant les frais de garde à 10 \$ par jour en moyenne, l'on dévalorise le travail des éducateurs de la petite enfance, la plupart pensaient plutôt que ces ententes et le soutien conjoint des gouvernements fédéral et provincial ou territorial garantiraient que ces services sont financièrement avantageux tant pour les parents que les éducateurs. La question de savoir si les services de garde abordables relevaient d'une « politique économique féministe » a suscité des avis partagés. De l'avis de nombreux participants, les femmes bénéficieraient davantage des ententes conclues à cet égard, mais certains ont fait valoir que les hommes assumaient aujourd'hui une part croissante des responsabilités parentales et étaient dans bien des cas le parent qui restait à la maison pour s'occuper des enfants en l'absence de services de garde abordables. En ce qui concerne les écarts régionaux, la plupart des participants du groupe de la Nouvelle-Écosse se ralliaient à l'idée que ces services relèvent d'une politique économique féministe, tandis que la majorité du groupe de Kitchener-Waterloo ne croyait pas que ce soit le cas.

Impressions générales (acheteurs d'un premier logement de la RGT, hommes du sud-ouest de l'Ontario, résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique, aînés de la région de Kitchener-Waterloo, ménages à revenu élevé de Québec, résidents de la Nouvelle-Écosse rurale inquiets du coût de la vie, femmes de la GRM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de l'Outaouais)

Les neuf groupes tenus après le dépôt du budget ont conclu cette discussion en donnant leurs impressions générales du budget 2022 à partir des annonces et mesures qu'ils avaient passées en revue. Dans l'ensemble, ils ont exprimé des avis largement positifs, jugeant que le gouvernement fédéral avait réussi à créer un plan complet et ambitieux qui s'attaque à plusieurs défis. Plusieurs ont

réitéré leur satisfaction de voir le gouvernement fédéral mettre l'accent sur des dossiers pressants comme l'abordabilité du logement et le coût de la vie, qui leur semblaient affecter une part importante de la population. En ce qui concerne les lacunes ou les sujets sous-représentés dans le budget, les participants ont mentionné des domaines comme la réconciliation et les questions autochtones (notamment l'approvisionnement en eau potable et l'amélioration des infrastructures), l'examen de la viabilité du revenu universel de base au Canada, la formation axée sur les compétences pour les personnes qui n'ont pu réintégrer leur emploi à la fin de la pandémie, et la nécessité de rendre les frais de scolarité plus abordables et d'accroître l'aide financière aux étudiants de niveau postsecondaire. Dans l'ensemble, les participants considéraient avec optimisme les nombreux sujets traités dans le budget, mais ont précisé qu'en définitive, tout dépendrait du degré de réussite de la mise en œuvre de ces initiatives. Ils avaient bon espoir que le gouvernement du Canada parviendrait à atteindre les objectifs qu'il s'était fixés.

Soins de santé (francophones du Nouveau-Brunswick, acheteurs d'un premier logement de la RGT, hommes du sud-ouest de l'Ontario)

Trois groupes ont discuté des priorités en matière de soins de santé pour le gouvernement du Canada et des défis auxquels le secteur est confronté. Pour débiter la conversation, nous avons demandé aux participants quels étaient les plus grands défis liés aux soins de santé dans leur région. Les réponses reçues étaient les suivantes :

- Pénuries de personnel – Un certain nombre de participants ont parlé de ce qu'ils considéraient être une pénurie drastique de professionnels de la santé (comme des médecins et des infirmières) dans leurs régions. Ils étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait en faire davantage pour embaucher et former plus de travailleurs dans ce secteur, et attirer un plus grand nombre de jeunes Canadiens dans ce domaine.
- Le manque de financement – Certains avaient aussi l'impression que dans plusieurs régions, les soins de santé étaient sous-financés et que le système subissait une pression énorme après deux ans de pandémie de COVID-19.
- Les rendez-vous et les chirurgies reportés – Toujours en lien avec la pandémie de COVID-19, un certain nombre de participants se rappelaient avoir entendu parler de retards importants dans les rendez-vous et de reports de chirurgies. Ils avaient l'impression qu'un travail considérable devrait être fait pour résoudre le problème.
- Les services limités en santé mentale – Les participants ont également parlé de ce qu'ils percevaient comme étant un manque d'accès aux professionnels en santé mentale dans leurs régions. Ils s'entendaient pour dire qu'il s'agissait d'un problème grandissant, surtout pour ceux qui avaient souffert d'isolement et d'anxiété dus à la pandémie de COVID-19.
- Le manque de services en français – Plusieurs participants dans le groupe des francophones du Nouveau-Brunswick ont mentionné le manque d'options de soins de santé en français dans

leurs communautés. Ils avaient l'impression que cette situation empêchait les patients prioritairement francophones de communiquer avec leurs fournisseurs de soins.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler de récents engagements ou d'annonces faites par le gouvernement du Canada en matière de soins de santé, peu de participants se rappelaient quoi que ce soit. Les quelques-uns qui avaient entendu quelque chose ont fait allusion aux annonces comme la création d'un programme national de soins dentaires pour les Canadiens, et les efforts déployés par l'Agence de santé publique du Canada (ASPC) pour embaucher du personnel infirmier supplémentaire dans la foulée de la pandémie de COVID-19, mais ne se souvenaient pas des détails.

Pour faciliter la discussion, les participants ont été informés de plusieurs priorités en matière de soins de santé récemment annoncées par le gouvernement du Canada, notamment :

- Remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente
- Augmenter l'accès aux soins de santé familiale
- Améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile
- S'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances
- Moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels

Tous les groupes ont favorablement accueilli ces priorités et de nombreux participants ont mentionné spécifiquement celles visant à remédier aux pénuries de personnel de la santé et augmenter l'accès aux soins en santé mentale et aux services de lutte contre la toxicomanie comme étant particulièrement importantes. À l'échelle régionale, presque tous les participants du groupe de la région du Grand Toronto (RGT) s'entendaient pour dire que les pénuries de personnel étaient un enjeu majeur. Entre-temps, la plupart des participants du groupe comprenant des hommes du sud-ouest de l'Ontario croyaient que la santé mentale était un enjeu particulièrement important dans leurs communautés. Parmi les autres priorités, certains étaient d'avis que des améliorations aux soins de longue durée et aux soins à domicile s'imposaient depuis longtemps, alors que plusieurs ont mentionné le besoin d'augmenter l'accès aux services de santé familiale. À ce sujet, des participants ont affirmé avoir eux-mêmes eu de la difficulté à trouver un médecin de famille et estimaient qu'il s'agissait d'un problème répandu dans plusieurs régions du Canada. Bien qu'ils étaient peu nombreux à mentionner la modernisation de la gestion des données comme un enjeu pressant, plusieurs s'intéressaient à la notion d'élargir l'accès aux soins virtuels. D'après eux, cette proposition pourrait s'avérer très utile pour les résidents de communautés rurales ou éloignées, et pour les patients qui doivent consulter des spécialistes qui ne sont pas disponibles dans leurs régions. Tandis que la quasi-totalité des participants s'entendait pour dire que chacune de ces priorités était d'une importance capitale et valait l'investissement, quelques-uns se sont demandé pourquoi le gouvernement fédéral établissait des priorités en matière de santé alors qu'ils croyaient comprendre que les politiques en santé relevaient des gouvernements provinciaux et territoriaux.

Priorités en matière de soins de santé (francophones du Nouveau-Brunswick)

Les participants du Nouveau-Brunswick ont discuté longuement des priorités en matière de soins de santé mentionnées plus haut. À la question à savoir quels étaient les politiques ou les investissements

qui devraient être mis en œuvre par le gouvernement fédéral pour aborder ces enjeux, les participants ont fait ces suggestions :

- Remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente – Plusieurs ont proposé de trouver des moyens pour attirer un plus grand nombre de travailleurs dans le secteur de la santé. Ils s'entendaient également pour dire qu'il faudrait en faire davantage pour ceux qui œuvrent actuellement dans ce secteur et qui ont souffert des horaires de travail très intenses et d'épuisement professionnel après deux ans de pandémie de COVID-19, certains ayant même quitté leur emploi. Pour un certain nombre de participants, cet enjeu revêtait un caractère personnel puisqu'ils s'étaient eux-mêmes heurtés à de longs temps d'attente ou à des reports ou des annulations de rendez-vous en raison des pénuries de personnel.
- Augmenter l'accès aux services de santé familiale – Bon nombre de participants croyaient que le manque d'accès aux soins de santé était principalement attribuable aux pénuries de personnel auxquelles on pourrait remédier en redoublant d'efforts pour embaucher des travailleurs et grâce à un soutien national de la part du gouvernement fédéral. Certains ont suggéré d'offrir des incitatifs financiers aux médecins de famille pour qu'ils pratiquent dans les régions rurales, comme des honoraires plus élevés en échange d'un engagement de la part des professionnels de la santé de pratiquer dans ces communautés pour une période déterminée.
- Améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile – Un certain nombre de participants étaient d'avis qu'il faudrait en faire davantage pour garder les aînés chez eux le plus longtemps possible et que cela aurait des effets bénéfiques sur leur santé puisqu'ils jouiraient d'un plus grand confort à la maison que dans un établissement de soins de longue durée. Encore une fois, les pénuries de personnel ont été désignées comme un facteur clé, certains allant même jusqu'à affirmer que peu de Canadiens souhaitaient faire carrière dans ce secteur.
- S'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances – Pour de nombreux participants, cet enjeu était particulièrement important puisque les problèmes liés à la santé mentale et aux dépendances prennent de plus en plus d'ampleur en raison de la pandémie de COVID-19. Certains s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada devrait redoubler d'efforts pour étendre l'accessibilité aux services à ceux qui ont besoin de traitements, laquelle est actuellement limitée dans leurs communautés.
- Moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels – Les soins virtuels ont particulièrement retenu l'attention des participants, plusieurs étant d'avis que des investissements accrus dans ce type de soins permettraient aux résidents des régions rurales de mieux communiquer avec les professionnels de la santé et les spécialistes. Bien que certains croyaient que la modernisation de la gestion des données sur la santé permettrait d'accélérer et d'améliorer la prestation des soins de santé dans leur région, quelques-uns s'inquiétaient des répercussions de cette initiative sur la vie privée des Canadiens et se demandaient dans quelle mesure leurs données personnelles deviendraient accessibles.

Ukraine (membres de la diaspora ukrainienne de grandes villes des Prairies)

Le groupe composé de membres de la diaspora ukrainienne établis dans différentes villes des Prairies a discuté du conflit en Ukraine, qui a débuté le 24 février 2022 lorsque les forces russes ont envahi le territoire ukrainien.

Invités à nous faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu récemment au sujet de cet événement, les participants ont cité un éventail de nouvelles :

- Les bombardements, les frappes de missiles et les attaques au sol que continuaient de mener les forces russes dans de nombreuses villes d'Ukraine, dont Kyiv, Kharkiv et Kremenchouk. Plusieurs participants ont dit en avoir entendu parler par des parents, amis et connaissances vivant en Ukraine, qui avaient eux-mêmes été témoins de ces assauts;
- La fuite d'un grand nombre d'Ukrainiens vers l'ouest pour échapper aux violents combats et aux bombardements en cours dans l'est du pays. Selon les participants, cet exode avait provoqué une crise humanitaire dans l'ouest de l'Ukraine ainsi que dans les pays voisins comme la Pologne, qui avait déjà accueilli de nombreux Ukrainiens. Certains ont également mentionné avoir entendu parler des efforts du gouvernement du Canada pour offrir un refuge aux déplacés, en simplifiant et en accélérant leur processus d'entrée au Canada;
- Les efforts énergiques menés par les forces ukrainiennes pour repousser l'invasion russe. Certains participants avaient l'impression que la Russie avait été surprise de la ténacité de l'effort de défense ukrainien jusqu'à présent, lequel avait compté sur une aide financière et militaire considérable de la part du gouvernement du Canada et d'autres alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN);
- La propagande utilisée par la Russie auprès de ses citoyens pour justifier le conflit et alimenter l'animosité contre l'Ukraine et son peuple. Certains ont mentionné que la désinformation et la campagne de désinformation russe créaient des divisions entre les Ukrainiens qui avaient de la famille ou des amis en Russie;
- Les scènes d'horreur dans des villes récemment reprises à la Russie, comme Boutcha. De l'avis général, ces découvertes macabres – fosses communes, massacres aveugles de civils ukrainiens par les forces russes – attestaient des crimes de guerre passibles de poursuites devant la Cour pénale internationale (CPI).

Lorsque nous leur avons demandé d'où ils recevaient des nouvelles du conflit, presque tous les participants ont dit être tenus au courant de la situation par des parents et des relations vivant toujours en Ukraine. Beaucoup ont dit qu'ils suivaient aussi les nouvelles des diffuseurs canadiens comme CBC et Global News ainsi que les actualités venant de pays limitrophes du conflit (p. ex., la Pologne). Certains participants ont ajouté qu'ils regardaient régulièrement des vidéos diffusées dans les médias sociaux et sur YouTube, produites par des gens « sur le terrain » qui donnaient des comptes rendus de première main de la crise.

En ce qui concerne les mesures prises par le gouvernement du Canada en réponse au conflit, de nombreux participants se rappelaient le soutien militaire et financier conséquent offert à l'Ukraine dans les semaines précédant et suivant l'invasion russe. En plus de ce soutien direct, plusieurs ont mentionné les sanctions prises par le gouvernement fédéral en vertu de la *Loi sur les mesures économiques spéciales*, de concert avec ses alliés de l'OTAN. Ils ont notamment parlé des restrictions qui empêchent de nombreuses personnes et entités russes de faire des affaires au Canada ou avec des particuliers et des entreprises du pays. Plusieurs participants ont salué les efforts diplomatiques soutenus du gouvernement du Canada pour condamner les agissements de la Russie, entre autres sa décision d'interdire l'importation de pétrole brut russe au Canada, mesure qu'ils jugeaient percutante d'un point de vue tant économique que diplomatique. Un certain nombre de participants se sont dits reconnaissants de l'appui manifesté à l'Ukraine par le gouvernement fédéral jusqu'à présent. Selon eux, le Canada avait montré la voie à ses alliés sur ce plan.

Néanmoins, la plupart croyaient qu'il fallait en faire beaucoup plus pour défendre l'Ukraine et protéger les personnes déplacées par le conflit. Interrogés sur les autres mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour mieux soutenir l'Ukraine et le peuple ukrainien, les participants ont fait une foule de suggestions :

- Encourager les alliés de l'OTAN à créer une « zone d'exclusion aérienne » au-dessus de l'Ukraine pour empêcher les avions russes de pénétrer son espace aérien. Plusieurs voyaient là une étape importante pour assurer la protection de la population restée en Ukraine. Certains participants ont aussi suggéré de déployer du personnel canadien supplémentaire en Ukraine, et en particulier d'y accroître la présence de professionnels des Forces armées canadiennes (FAC), de médecins et de spécialistes en santé mentale. D'autres ont recommandé de dépêcher des travailleurs humanitaires dans les pays voisins, comme la Pologne, qui avaient accueilli un grand nombre de réfugiés ukrainiens;
- Jouer un rôle diplomatique de premier plan dans la résolution pacifique du conflit. Certains participants croyaient que le gouvernement du Canada était bien placé à cet égard, vu le rôle de gardien de la paix joué historiquement par le Canada;
- Imposer de nouvelles sanctions contre des particuliers et des entités russes et biélorusses. De l'avis de beaucoup, les mesures initiales avaient permis d'exercer de fortes pressions économiques sur la Russie et ses dirigeants;
- Demander une enquête approfondie sur les allégations de crimes de guerre et d'atrocités perpétrés par les forces russes contre des citoyens ukrainiens. Selon les participants, le gouvernement du Canada devait réclamer avec énergie que les auteurs de ces gestes, et leurs supérieurs, soient traduits en justice;
- Faciliter le transport et l'installation rapide d'un grand nombre d'Ukrainiens déplacés par le conflit. Beaucoup estimaient que le gouvernement fédéral devrait assumer le coût du transport aérien, par vols privés ou nolisés, pour faire venir ces personnes au Canada. Ils pensaient également que le gouvernement devrait prévoir des ressources pour aider les arrivants à remplir les formalités, à trouver un logement et à obtenir les soins de santé et l'aide financière nécessaires à leur réinstallation temporaire au Canada;
- Concevoir des stratégies en matière d'emploi et d'éducation qui aideront les nouveaux arrivants à trouver du travail et à poursuivre leurs études. De l'avis général, il faudrait affecter

des ressources à la formation linguistique et aux services de garde subventionnés pour permettre aux parents ayant de jeunes enfants de travailler. Certains participants ont également suggéré que le gouvernement fédéral mise sur les compétences acquises des Ukrainiens en leur trouvant des emplois dans des secteurs où ils ont déjà de l'expérience. Vu leur vision commune de l'Ukraine comme d'un pays surtout agricole, les participants croyaient qu'un grand nombre des nouveaux arrivants au Canada seraient aptes à travailler dans ce secteur, justement aux prises avec une pénurie de main-d'œuvre;

- Simplifier la collecte des dons provenant du public canadien, soit en créant un organisme chapeauté par le gouvernement fédéral, soit en désignant un organisme de bienfaisance déjà en mesure de fournir de l'aide à des pays en situation de crise humanitaire. Beaucoup ont signalé qu'une multitude d'organismes caritatifs sollicitaient des dons en faveur de l'Ukraine et de son effort de défense, et qu'il était difficile de savoir lequel choisir. Selon eux, il serait utile que le gouvernement fédéral émette plus de directives à cet égard.

Au chapitre des conséquences possibles du conflit à court et à long terme, la plupart des participants s'attendaient à ce que les contrecoups de l'invasion russe se fassent longtemps sentir à l'échelle mondiale. Dans l'immédiat, beaucoup pensaient que la réduction ou la perte des exportations agricoles ukrainiennes entraînerait des pénuries alimentaires en Europe et ailleurs. La plupart craignaient également une aggravation de la crise humanitaire pour les Ukrainiens déplacés par le conflit, qui attendaient d'être pris en charge et dont le retour chez eux n'était pas envisageable dans un avenir prochain. À plus long terme, certains participants estimaient qu'à moins d'agir pour repousser l'incursion russe en Ukraine, des pays voisins comme la Moldavie et la Géorgie risquaient d'être bientôt pris pour cibles. La question de savoir si la Russie se hasarderait à affronter directement les forces de l'OTAN a suscité des avis plus partagés, mais beaucoup s'inquiétaient que la situation donne lieu à une nouvelle « mentalité de la guerre froide » ainsi qu'au retrait complet de la Russie et de ses alliés de l'ordre international. Peu importe la tournure des événements, de nombreux participants souhaitaient que la Russie soit lourdement pénalisée, qu'il y ait des conséquences à payer pour le pays et ses dirigeants, par exemple des poursuites pour crimes de guerre, des sanctions économiques sévères et l'exclusion de la Russie d'organisations internationales comme les Nations Unies. Cela dit, plusieurs ont tenu à préciser qu'ils espéraient que les Russes et les personnes d'origine russe ne seraient pas victimes de persécution ou de discrimination à cause des actes de leurs dirigeants, à qui ils imputaient l'entière responsabilité du conflit.

Lorsque nous avons demandé aux participants ce qu'il devrait se passer pour que le Canada puisse accueillir un grand nombre d'Ukrainiens déplacés par le conflit, beaucoup ont réitéré l'importance d'accroître l'aide financière, notamment pour couvrir le coût du transport aérien. Ils ont également avancé qu'un soutien logistique de la part des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux serait nécessaire pour aider les Ukrainiens souhaitant venir au Canada à se trouver un logement et un emploi ainsi qu'à remplir tous les documents exigés pour commencer leur nouvelle vie. De l'avis général, il fallait veiller à ce que leur adaptation à la vie au Canada se passe le mieux possible. Ainsi, comme l'ont noté certains participants, le gouvernement fédéral pourrait envisager la création d'un registre national des logements disponibles et inciter les employeurs à embaucher les nouveaux venus. Beaucoup ont recommandé de prévoir des services de santé mentale à leur intention, sachant que nombre d'entre eux auraient sans doute besoin d'aide pour soigner les traumatismes récemment vécus. Quelques

participants pensaient également que les établissements d'enseignement postsecondaire devraient apporter un plus grand soutien aux personnes qui étudiaient en Ukraine avant le déclenchement du conflit, par exemple sous la forme d'une aide financière réduisant leurs droits de scolarité, d'une exemption du tarif pour étudiants étrangers et d'un traitement accéléré de leurs demandes d'inscription. Plusieurs ont fait remarquer que le gouvernement fédéral avait précédemment accueilli d'autres personnes fuyant des combats en Syrie et en Afghanistan et qu'il devrait tirer parti de cette expérience, notamment en réactivant les procédures pertinentes pour une prise en charge et une installation efficaces des réfugiés ukrainiens. Quelques-uns ont ajouté que des programmes provinciaux d'aide aux immigrants (p. ex. Manitoba Start) étaient déjà en place et que ces types de programmes pourraient aussi contribuer à l'adaptation des Ukrainiens déplacés.

Afin de guider la discussion et de préciser les mesures adoptées par le gouvernement du Canada, nous avons présenté aux participants les renseignements ci-dessous :

Le gouvernement du Canada a créé l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU), qui permettra aux Ukrainiens et aux membres de leur famille de venir au Canada le plus rapidement possible et de travailler ou d'étudier pendant leur séjour au pays.

En ce qui concerne les ressortissants ukrainiens qui sont à l'extérieur du Canada, ils obtiennent avec l'AVUCU un visa de visiteur qui leur permet de venir temporairement au Canada et d'y rester jusqu'à ce qu'ils puissent rentrer en Ukraine en toute sécurité. Ce visa de visiteur donne également la possibilité de demander, au même moment, un permis de travail ou bien d'obtenir le statut d'étudiant si la personne est âgée de moins de 18 ans et souhaite étudier au Canada. Ils peuvent rester au Canada jusqu'à 3 ans à la fois ou jusqu'à l'expiration de leur passeport. Lorsque leur statut est sur le point d'expirer, ils doivent demander une prolongation de séjour.

Malgré les réactions généralement favorables à l'égard de la création de l'AVUCU, de nombreux participants estimaient que la limite de trois ans devrait être abolie afin de permettre aux ressortissants ukrainiens de rester au Canada à plus longue échéance. Plusieurs ont renchéri en disant que le gouvernement fédéral devrait s'affairer à créer une voie d'accès à la résidence permanente et à la citoyenneté canadienne pour tous ceux qui souhaitent s'installer au Canada pour de bon. Certains participants craignaient que des retards se produisent dans le traitement des dossiers. Il leur semblait que le gouvernement fédéral faisait face à un gros arriéré de demandes à cause de la pandémie de COVID-19. Quelques-uns ont suggéré l'embauche de personnel supplémentaire pour absorber la hausse des demandes, ce qui permettrait de s'occuper des nombreux Ukrainiens en quête d'assistance et de créer des emplois canadiens par la même occasion. Plusieurs pensaient par ailleurs que le gouvernement du Canada devrait envisager d'élargir la définition de la « famille » aux termes de l'AVUCU : d'après ce qu'ils avaient compris des directives actuelles, seule la famille immédiate des Ukrainiens était visée par l'initiative. Quelques-uns ont mentionné avoir rencontré des difficultés en essayant de parrainer d'autres membres de leur famille qui souhaitaient venir au Canada et s'être fait répondre que ces derniers n'étaient pas admissibles au programme. Selon certains participants, enfin, les responsables fédéraux devraient s'assurer que les nouveaux arrivants s'installent un peu partout au Canada plutôt que dans les grandes villes, en privilégiant les régions qui comptent une grande diaspora ukrainienne ainsi que les collectivités aux prises avec une pénurie de main-d'œuvre.

Questionnés sur les mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour protéger la langue et la culture des Ukrainiens établis au Canada, nombre de participants ont indiqué que la gestion de cet enjeu important relevait davantage des municipalités et des organisations locales que du gouvernement du Canada. Plusieurs pensaient que la grande diaspora ukrainienne installée au Canada jouerait un rôle de premier plan à ce chapitre, tout comme des organisations telles que le Congrès des Ukrainiens canadiens (CUC). De l'avis général, même si des fonds fédéraux destinés à la programmation ukrainienne locale seraient les bienvenus, la communauté ukrainienne était responsable de protéger sa langue et sa culture et, dans le cas des nouveaux arrivants, cela se produirait sans doute naturellement à mesure qu'ils intègrent leurs nouvelles communautés.

Réduction des émissions (résidents de l'île de Vancouver soucieux de l'environnement)

Des participants soucieux de l'environnement et résidant sur l'île de Vancouver ont exprimé leurs points de vue concernant le Plan de réduction des émissions du gouvernement du Canada. Au début de cette discussion, nous leur avons demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu des nouvelles ou des annonces récentes concernant le travail du gouvernement du Canada en matière d'environnement et de changements climatiques. La plupart des participants n'avaient pas entendu grand-chose récemment, bien que le Plan du Canada pour atteindre les objectifs de carboneutralité ait été mentionné. Au-delà de cela, les participants ont réitéré les annonces ou les initiatives qu'ils avaient soulevées en réponse à une question posée plus tôt dans la discussion, principalement la mise en œuvre d'un prix fédéral sur le carbone, ainsi que l'offre de subventions aux Canadiens pour les aider à réaliser des travaux d'efficacité énergétique dans les maisons et les entreprises (p. ex., l'installation de thermopompes). Interrogés expressément pour savoir s'ils avaient entendu parler de l'annonce récente du gouvernement du Canada concernant son Plan de réduction des émissions pour 2030, les participants ont indiqué qu'ils ne le connaissaient pas par son nom.

Des informations supplémentaires sur le Plan ont été communiquées aux participants à l'écran, comme suit :

Le gouvernement du Canada a déclaré qu'il travaille avec les Canadiens de toutes les régions du pays et de tous les secteurs de l'économie pour atteindre les objectifs climatiques du Canada et saisir les nouvelles possibilités économiques. Le plan pour 2030 est évolutif; il s'agit d'une feuille de route exhaustive fondée sur divers niveaux d'ambition pour guider les efforts de réduction des émissions dans chaque secteur.

Au titre du plan pour 2030, le gouvernement du Canada prendra les mesures suivantes :

- *Abaisser les coûts en énergie des maisons et des immeubles*
- *Donner aux collectivités les moyens de prendre des mesures de lutte contre les changements climatiques*
- *Faciliter la transition des Canadiens vers les véhicules électriques*
- *Réduire la pollution par le carbone dans le secteur pétrolier et gazier*

- *Alimenter l'économie avec de l'électricité renouvelable*
- *Aider les industries à développer et à adopter des technologies propres au cours de leur transition vers la carboneutralité*
- *Investir dans la nature et les solutions climatiques naturelles*
- *Soutenir les agriculteurs en tant que partenaires de la création d'un avenir propre et prospère*
- *Maintenir l'approche canadienne de tarification de la pollution*

Les premières réactions à cette liste d'éléments prioritaires ont été généralement positives, la plupart estimant qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction. En même temps, plusieurs ont toutefois indiqué que le plan était quelque peu ambitieux et soulevé plusieurs préoccupations ou questions. Celles-ci concernaient notamment :

- Les moyens d'atteindre les différents objectifs et priorités au cours des prochaines années;
- Les activités concrètes qui seraient entreprises;
- Ce qui serait fait si, d'ici 2030, tous ces objectifs n'étaient pas atteints.

Plusieurs participants ont fait remarquer que le Plan leur semblait plutôt vague sur les détails, notamment en ce qui a trait à la façon dont le gouvernement du Canada prévoyait financer et s'attaquer à chacune des neuf priorités énumérées. Quelques-uns ont également exprimé un certain scepticisme, surtout en ce qui concerne les points qui suggéraient que le Canada allait s'éloigner de la dépendance à l'égard des sources d'énergie non renouvelables, comme le pétrole et le gaz, et se tourner davantage vers l'adoption de sources d'énergie et de technologies propres et renouvelables. Les participants estimaient que cela représenterait un défi étant donné que certaines provinces et certains territoires du Canada continuent de produire la majeure partie de leur électricité à partir de sources d'énergie comme le charbon et le gaz naturel. Les participants avaient le sentiment général que les Canadiens et l'industrie canadienne continueraient probablement à dépendre fortement des énergies non renouvelables.

En l'absence de détails supplémentaires, plusieurs ont exprimé leur incertitude quant à l'intention de certaines de ces priorités. L'initiative visant à « donner aux collectivités les moyens de prendre des mesures de lutte contre les changements climatiques » a plus particulièrement fait l'objet de commentaires par certains. Des interrogations ont également été soulevées concernant le montant, l'affectation et les destinataires des fonds alloués à cette priorité, ainsi que les types d'activités visés. Dans l'ensemble, si le plan lui-même et l'objectif global de réduction des émissions ont été bien accueillis par les participants, le manque de détails concernant l'exécution a laissé beaucoup d'entre eux s'interroger sur la mesure dans laquelle il était réalisable dans les délais prévus.

Les participants ont ensuite été invités à sélectionner jusqu'à trois priorités qui leur semblaient les plus importantes. Les réponses ont convergé autour de deux priorités particulières :

- Réduire la pollution par le carbone dans les secteurs pétrolier et gazier : les participants ont tous estimé que, parmi les priorités énumérées, celle-ci serait susceptible d'exercer le plus grand impact sur la réduction des émissions. Beaucoup étaient fortement en faveur d'une action plus directe envers les secteurs pétrolier et gazier car, selon eux, celui-ci représentait l'un des plus grands émetteurs de gaz à effet de serre. Certains s'attendaient à ce que le

gouvernement du Canada responsabilise davantage les entreprises de ces secteurs en exerçant des pressions positives et négatives (p. ex. des incitatifs et des pénalités pour réduire ou compenser les émissions). La plupart des participants étaient convaincus qu'il était possible d'avancer dans cette direction, bien que l'on ait également estimé que les limites perçues des infrastructures de transport existantes dans de nombreuses régions pourraient s'avérer un obstacle. Par ailleurs, certains ont estimé qu'il était important de mettre en place des réseaux de transport en commun plus étendus dans les grands centres du Canada afin de réduire la dépendance à l'égard des industries pétrolière et gazière et de diminuer la congestion sur les routes. Un petit nombre d'entre eux ont mentionné les répercussions considérables du transport aérien et de l'ensemble du réseau de transport alimentaire nord-américain sur les émissions de carbone, suggérant que les Canadiens devraient repenser radicalement leur mode de vie, leurs besoins et leurs attentes afin d'exercer un impact tangible sur les changements climatiques;

- Investir dans la nature et les solutions climatiques naturelles : de nombreux participants ont été intéressés par cette priorité particulière en raison de ce qu'ils considéraient comme l'accent mis sur la préservation des ressources naturelles et des écosystèmes du Canada, par opposition aux mesures qui s'adressaient davantage aux citoyens, aux collectivités et aux entreprises. Bien que certains ne soient pas tout à fait sûrs des types d'investissements qui pourraient être compris dans le soutien et la promotion des « solutions climatiques naturelles », ils ont de manière générale été touchés par la référence à la nature et aux solutions naturelles. Beaucoup ont exprimé leur soutien aux activités qui, selon eux, seraient probablement visées par ce point prioritaire, notamment les initiatives de reboisement, la reconstitution des stocks de poissons et l'amélioration de la sécurité et de la durabilité des aliments.

Plusieurs participants ont également accordé la priorité à la nécessité d'« aider les industries à développer et à adopter des technologies propres au cours de leur transition vers la carboneutralité », réaffirmant ainsi la perception selon laquelle les fabricants sont parmi les plus grands pollueurs au Canada. Comme nous l'avons mentionné précédemment, les participants avaient le sentiment que la prise de mesures dans ce domaine aurait un impact important sur la réalisation de l'objectif visant à atteindre la carboneutralité d'ici 2030. Plusieurs étaient également d'avis que l'industrie devrait prendre des mesures pour se montrer plus responsable sur le plan environnemental et que le fait de l'inciter à adopter des technologies propres constituait un pas dans la bonne direction.

Quelques participants étaient d'avis que « l'aide à la réduction des coûts énergétiques de nos maisons et de nos bâtiments » était l'une des mesures les plus importantes que le gouvernement du Canada pouvait prendre, principalement parce qu'elle profitait directement aux utilisateurs finaux (p. ex., les propriétaires de maisons et les entreprises). Certains croyaient qu'elle pourrait donner lieu à un effet d'entraînement dans les collectivités qui favoriserait la réduction des coûts en énergie, la création de nouveaux emplois dans le secteur des technologies renouvelables et propres, et la construction de collectivités plus efficaces sur le plan énergétique. Par ailleurs, la plupart ont fait remarquer que cela pouvait être réalisé, une telle mesure étant déjà prévue dans le cadre de programmes visant à encourager les Canadiens à améliorer le rendement énergétique de leurs maisons, comme la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes (bien que celle-ci n'ait pas été mentionnée

nommément). D'autres ont prévenu que, même avec des subventions et des mesures incitatives pour les rénovations domiciliaires, les frais à déboursier par les propriétaires demeureraient probablement considérables, ce qui représentait un obstacle clé aux progrès dans ce domaine.

Assez peu de participants ont choisi l'une ou l'autre des autres priorités, plusieurs les jugeant plutôt nébuleuses. Par exemple, certains se sont interrogés sur ce que signifiait « donner des moyens aux collectivités », « alimenter l'économie » ou « l'approche canadienne de tarification de la pollution ». Pour ce qui est de « faciliter la transition des Canadiens vers les véhicules électriques », les participants ont soulevé les questions liées à l'abordabilité des VZE ainsi que ce qui a été perçu comme un manque d'investissement dans l'expansion des systèmes de transport en commun au sein de nombreux grands centres, une préoccupation jugée par certains comme un problème croissant nécessitant une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral.

Très peu ont commenté le fait de « soutenir les agriculteurs en tant que partenaires de la création d'un avenir propre et prospère », trouvant encore une fois cet énoncé plutôt vague. Bien que certains aient estimé que cela pourrait suggérer un soutien à des activités comme l'agriculture syntrophique, d'autres étaient d'avis que les habitudes alimentaires des Canadiens et les chaînes d'approvisionnement en aliments devraient être repensées de façon radicale à l'avenir, en mettant davantage l'accent sur la transition vers une production alimentaire nationale et l'autosuffisance plutôt que sur l'importation et le commerce international.

À la question de savoir s'il y avait des priorités qui ne figuraient pas dans la liste, les participants ont mentionné la nécessité d'une éducation et d'une sensibilisation plus larges du public à l'égard de ces questions, estimant que la force motrice du progrès en matière de mesures climatiques se situait au niveau individuel.

Avant de clore cette discussion, les participants ont eu quelques minutes pour examiner le document d'information sur le Plan de réduction des émissions au moyen d'un lien vers ce document (<https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/nouvelles/2022/03/plan-de-reduction-des-emissions-pour-2030--prochaines-etapes-du-canada-pour-un-air-pur-et-une-economie-forte.html>). Un certain nombre d'éléments ont attiré leur attention, notamment :

- L'investissement de 25 millions de dollars dans les Initiatives régionales stratégiques;
- La mention de nouveaux investissements totalisant 9,1 milliards de dollars dans le Plan;
- L'objectif d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050 et de réduire de 40 à 45 % les émissions sous les niveaux de 2005 d'ici 2030;
- L'élargissement du programme Incitatif pour les véhicules zéro émission.

Dans l'ensemble, cependant, bien que la plupart des participants aient accueilli favorablement le fait de voir des informations supplémentaires sur les diverses initiatives, un nombre important d'entre eux ont réitéré leur point de vue selon lequel ces investissements seraient insuffisants et que le calendrier proposé ne reflétait pas l'urgence de la situation. Ils se sont également demandé pourquoi ils n'avaient pas entendu parler du Plan auparavant, compte tenu de l'importance accordée, selon eux, à la lutte contre les changements climatiques. Dépassés par la quantité de détails fournis dans le document d'information, des participants ont indiqué que le Plan serait plus intéressant et plus facile à

comprendre si certains aspects étaient communiqués au public de manière plus succincte et compartimentée (c.-à-d. en se concentrant sur un seul élément prioritaire à la fois). D'autres ont fait remarquer que de nombreux points étaient de nature trop générale, de sorte qu'ils ne pouvaient pas être abordés au niveau des personnes. À cet égard, certains ont dit qu'on pourrait en faire davantage pour faire ressortir ce que chaque Canadien peut faire à titre individuel pour contribuer à ces mesures.

Véhicules zéro émission (résidents de l'île de Vancouver soucieux de l'environnement)

Des résidents de l'île de Vancouver soucieux de l'environnement ont communiqué leurs points de vue sur les véhicules zéro émission (VZE), discutant entre autres des motivations et des obstacles liés à leur acquisition. À l'heure actuelle, aucun des participants ne possédait un tel véhicule, mais plusieurs ont exprimé leur intérêt à en acheter un dans l'avenir. Les principaux facteurs d'intérêt pour les VZE étaient les suivants :

- Des coûts d'exploitation et d'entretien moins élevés, beaucoup estimant que les VZE représentaient un investissement plus fiable sur ce plan;
- La réduction de l'empreinte carbone et le caractère durable de ces véhicules, dans le cadre de la transition vers une économie verte plus large.

Des participants ont toutefois mentionné des obstacles à l'achat d'un VZE, qu'ils aient ou non exprimé leur intérêt à en acquérir un. Ceux-ci comprennent notamment :

- La perception du prix : les participants pensaient que le prix des VZE, surtout les véhicules non hybrides, était beaucoup plus élevé que celui des véhicules à moteur à combustion interne (MCI). Plusieurs ont affirmé que, pour de nombreux Canadiens, le prix de ces véhicules était actuellement prohibitif;
- Le moment de l'achat : plusieurs participants ont dit qu'ils n'étaient tout simplement pas prêts pour le moment à acheter un VZE. La plupart étaient satisfaits de leur véhicule actuel ou n'avaient pas fini de rembourser le prêt lié à leur véhicule et n'étaient pas en mesure d'envisager l'achat d'un VZE à l'heure actuelle;
- Les modèles de VZE offerts : des préoccupations ont été soulevées quant à savoir si la gamme de modèles de VZE serait en mesure de répondre aux différents styles de vie des Canadiens. Cela semblait être particulièrement le cas pour ceux qui souhaitaient acheter une camionnette de type VZE plutôt qu'une berline ou un VUS;
- D'autres options de transport en commun : plutôt que d'opter pour des VZE ou des automobiles de toutes sortes, plusieurs ont exprimé une préférence pour d'autres modes de transport comme les vélos, les bicyclettes électriques ou le transport en commun.

De manière plus générale, quelques participants ont indiqué qu'ils aimeraient d'abord passer à un véhicule hybride. Ils ont estimé que cela leur donnerait une nouvelle possibilité de déterminer si un véhicule ne produisant aucune émission (p. ex. les véhicules électriques à batterie ou les véhicules à pile à combustible à hydrogène) leur conviendrait.

Nous avons demandé aux participants quelle serait leur réaction à une proposition du gouvernement du Canada de fixer un objectif selon lequel toutes les nouvelles voitures vendues au Canada seraient des VZE d'ici 2050. Un certain nombre d'entre eux croyait que le gouvernement fédéral avait déjà annoncé un tel objectif, tandis que d'autres étaient d'avis qu'il devrait être proposé bien avant 2050. Outre ces impressions positives, cette proposition a toutefois suscité quelques inquiétudes. Celles-ci comprennent notamment :

- La perception selon laquelle l'infrastructure et les réseaux de recharge pour les véhicules électriques en Colombie-Britannique et dans l'ensemble du Canada sont actuellement inadéquats et présentent des difficultés pour les conducteurs qui prévoient utiliser leur véhicule à d'autres fins que les déplacements quotidiens;
- La crainte de certains qu'une analyse du cycle de vie complet des VZE révèle que cette technologie a des effets négatifs nets sur l'environnement, surtout si l'on tient compte de la fabrication et de l'élimination de leurs batteries;
- Le risque qu'une transition généralisée aux VZE règle un problème tout en en créant un autre. Par exemple, plusieurs participants craignaient que l'exploitation minière et l'extraction des métaux et minéraux des terres rares nécessaires aux batteries VZE n'entraînent en soi une dégradation plus grave encore de l'environnement.

Certains participants ont insisté sur la nécessité pour le gouvernement du Canada de faire preuve d'une plus grande diligence raisonnable avant d'investir dans les VZE ou d'en faire la promotion, citant des exemples d'autres technologies qui étaient prometteuses, mais qui se sont avérées par la suite peu profitables pour l'ensemble de la société.

Un certain nombre de participants considéraient le prix élevé des VZE comme un obstacle probable à l'atteinte de cet objectif par le gouvernement fédéral. Interrogés à savoir s'ils changeraient d'avis si le prix des VZE n'était pas différent de celui des voitures comparables sur le marché, plusieurs ont réitéré d'autres préoccupations concernant la technologie. Beaucoup ont exprimé des réserves sur la durée de vie des batteries – y compris le coût et les répercussions environnementales associés à leur remplacement – et sur la pauvreté de l'offre concernant les modèles VZE. En somme, pour ces participants, le prix n'était pas la seule considération, ni nécessairement le facteur clé dans leur décision d'acheter un VZE.

Défis et priorités en matière de langues officielles (francophones du Nouveau-Brunswick)

Les participants du groupe composé de francophones vivant au Nouveau-Brunswick ont discuté des langues officielles, se concentrant à la fois sur les enjeux liés à la langue française dans les collectivités principalement anglophones et sur les perceptions relatives aux priorités du gouvernement du Canada en matière de langues officielles.

Pour amorcer cette discussion, les participants ont été invités à exprimer leur point de vue sur l'état de la langue française dans leur propre collectivité au Nouveau-Brunswick. La plupart d'entre eux ont

estimé que la langue française était actuellement menacée, et certains ont exprimé leur regret à ce sujet. Beaucoup étaient d'avis que le français restait une langue minoritaire dans leur collectivité et qu'il n'était pas parlé aussi fréquemment que l'anglais, considéré comme une langue plus universelle. Quelques-uns avaient l'impression que, bien que le Nouveau-Brunswick soit une province officiellement bilingue, il était évident qu'il existait de nombreuses régions où la capacité de parler l'anglais et le français n'était pas nécessaire. Spontanément, certains participants ont indiqué que la propension des enfants et des jeunes à privilégier l'anglais dans les conversations de tous les jours, ainsi que la diminution des inscriptions aux programmes d'immersion française dans les écoles constituaient des facteurs qui exacerbaient ce problème. Parmi les rares participants qui ne croyaient pas que la langue française était menacée, certains ont mentionné que, selon leur expérience personnelle, le français faisait toujours partie intégrante de la vie quotidienne et que leurs collectivités (particulièrement celles du nord du Nouveau-Brunswick) utilisaient encore le français comme langue principale.

Nous avons ensuite présenté aux participants une liste de nombreux éléments liés à la vie d'un francophone au Nouveau-Brunswick et leur avons demandé de choisir jusqu'à trois éléments qui, selon eux, représentaient les défis les plus importants. Ceux-ci comprenaient notamment :

- *Accéder à des services de garde d'enfants en français*
- *Accéder à l'information provenant du gouvernement du Canada en français*
- *Accéder à du contenu médiatique (radio, télévision, Internet, journaux) en français*
- *Attirer des francophones venant de l'extérieur de la région pour qu'ils s'installent ici*
- *S'assurer que la communauté francophone demeurera forte dans les années à venir*
- *Avoir le sentiment de faire partie de la communauté francophone d'ici*
- *Retenir les jeunes francophones dans la région*
- *Vivre en français dans votre région (par exemple, participer à des sports, à des activités, faire les courses, etc.)*
- *Parler en français à un(e) représentant(e) du gouvernement du Canada*
- *Transmettre la langue et la culture françaises à la prochaine génération*
- *Accéder aux services offerts par les commerces en français*

Parmi les participants, beaucoup ont désigné les difficultés liées à la poursuite de l'apprentissage du français par les enfants et les jeunes en tant que domaine prioritaire nécessitant le plus d'attention. À cet égard, les participants se sont concentrés sur deux défis principaux :

- *Transmettre la langue et la culture françaises à la prochaine génération* : bien que certaines personnes aient déclaré parler principalement le français dans leur propre foyer, plusieurs d'entre elles ont réitéré leurs préoccupations quant au fait que leurs enfants avaient tendance à parler plus souvent l'anglais dans leur vie sociale et qu'ils étaient plus susceptibles de consommer le contenu de médias de langue anglaise (p. ex. musique, émissions de télévision) par rapport à du contenu en français;
- *Accéder à des services de garde d'enfants en français* : certains se rappelaient également avoir eu de la difficulté à trouver des services de garde d'enfants purement bilingues dans leur

quartier. Quelques-uns étaient d'avis qu'il était important que les enfants soient gardés et scolarisés dans les deux langues officielles dès leur plus jeune âge, et que des restrictions à cet égard ne feraient que limiter davantage l'utilisation du français dans les collectivités principalement anglophones.

Parmi les autres défis majeurs retenus, mentionnons le fait d'assurer une forte présence francophone dans les régions principalement francophones du Nouveau-Brunswick. Certains ont choisi « *retenir les jeunes francophones dans la région* », exprimant l'opinion qu'il fallait faire davantage pour remédier au peu de possibilités d'emploi que l'on croit actuellement offertes aux jeunes dans les collectivités et mettre en place de meilleures mesures pour inciter les jeunes à demeurer dans la province. Bien que plusieurs estimaient qu'il était plus important d'encourager les francophones à rester au Nouveau-Brunswick, certains croyaient aussi qu'il fallait en faire plus pour relever le défi d'« *accéder à des services de garde d'enfants en français* ».

Quelques participants ont également déclaré que la capacité de « *parler en français à un(e) représentant(e) du gouvernement du Canada* » était importante pour eux. Les personnes qui avaient choisi cette option ont fait remarquer qu'en interagissant avec les employés fédéraux, elles avaient souvent l'impression que la langue maternelle de ces représentants n'était généralement pas le français et que, par conséquent, la communication pouvait s'avérer laborieuse. Cela dit, les participants comprenaient qu'il était probablement difficile de faire en sorte que tous ces postes soient occupés par des francophones au sein du gouvernement fédéral, étant donné leur nombre limité partout au pays, par rapport à la population anglophone.

Nous avons ensuite présenté aux participants une liste de priorités potentielles du gouvernement du Canada en matière de langues officielles. Cette liste est la suivante :

- *Créer une stratégie pour soutenir les entrepreneurs au sein des communautés de langue officielle en situation minoritaire*
- *S'assurer que chaque Canadien peut être entendu et compris par un juge dans la langue officielle de son choix devant un tribunal*
- *S'assurer que le secteur privé offre des services dans la langue officielle de choix des Canadiens*
- *Garantir l'égalité des langues française et anglaise au Canada*
- *Augmenter le financement des écoles pour les communautés francophones hors Québec et*
- *Investir pour améliorer l'accès aux programmes d'immersion en français et de français langue seconde dans tout le pays*

Lorsque nous avons demandé aux participants de choisir laquelle de ces priorités était, selon eux, la plus importante pour le gouvernement du Canada, presque tous ont choisi « *augmenter le financement des écoles pour les communautés francophones hors Québec* ». Les participants ont estimé que pour préserver la langue française au Canada, il était important d'investir d'abord dans l'éducation des générations à venir.

En rapport avec cela, plusieurs étaient également d'avis qu'il était important d'« *investir pour améliorer l'accès aux programmes d'immersion en français et de français langue seconde dans tout le pays* ».

Certains considéraient que, même dans les collectivités composées principalement d'anglophones, il était essentiel que tous les Canadiens aient accès à des programmes d'immersion française afin de disposer d'une chance égale d'apprendre la langue. D'autres croyaient que des investissements étaient nécessaires pour améliorer les programmes actuels d'immersion en français et de français langue seconde afin de leur permettre de produire un résultat plus durable.

Quelques participants ont estimé que « *garantir l'égalité des langues française et anglaise au Canada* » était également important. Bien que certains aient eu plus de difficulté à expliquer pourquoi ils avaient choisi cette option, d'autres ont dit que les langues officielles du Canada n'étaient pas réparties équitablement à l'heure actuelle et que le gouvernement fédéral n'avait pas été assez proactif pour assurer l'égalité de la langue française.

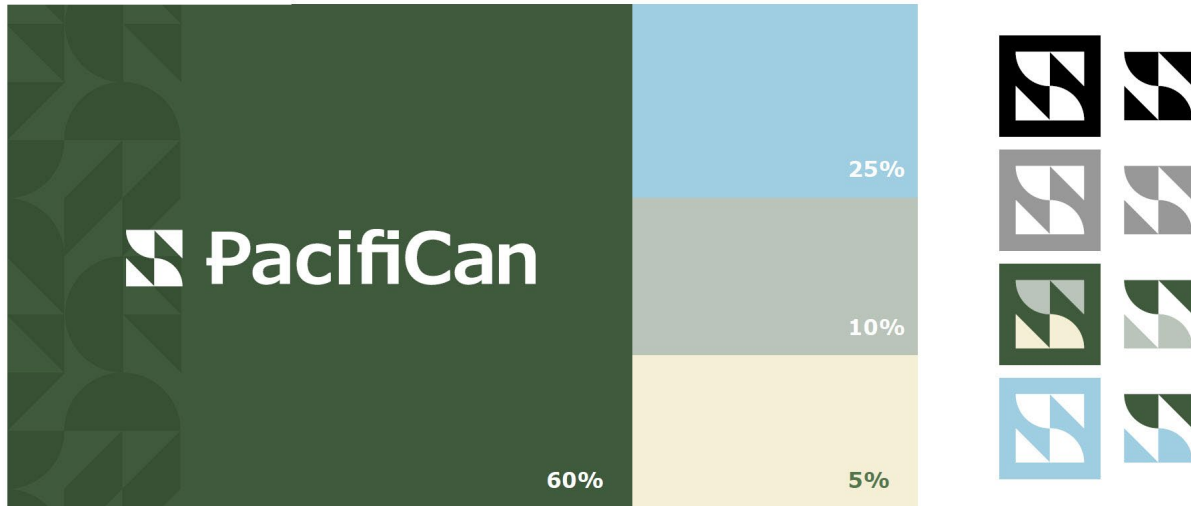
Interrogés pour savoir s'il manquait quelque chose dans la liste fournie, certains ont suggéré que l'on pourrait mettre davantage l'accent sur la promotion de la langue française au moyen de la culture et de la musique francophones. De nombreux membres du groupe ont réagi positivement à cette suggestion. À la question de savoir si le gouvernement du Canada devrait faire quelque chose de plus pour soutenir la communauté francophone, aucun participant n'a eu quelque chose à ajouter.

Identité de marque de PacifiCan

(résidents du Lower Mainland en
Colombie-Britannique)

Un groupe résidant dans la région du Lower Mainland, en Colombie-Britannique, s'est vu présenter deux concepts d'identité de marque développés par le gouvernement du Canada, en vue d'une campagne proposée pour Développement économique du Pacifique Canada (PacifiCan), un organisme fédéral de développement visant à soutenir la croissance économique de la province. Avant de visionner les concepts, les participants ont été informés qu'ils avaient été créés pour une diffusion sur un large éventail de supports, notamment des brochures et des panneaux, des sites Web et diverses plateformes de médias sociaux. Aucun participant ne connaissait PacifiCan avant cette discussion. Ces concepts n'ayant été évalués qu'auprès d'un groupe de langue anglaise, aucune version française n'a été produite.

Concept A



Canada

Building a brighter future for tomorrow's industry leaders.

Canada

Building a brighter future for tomorrow's industry leaders.

PacifiCan

Fraser River Discovery to receive \$150,000 to provide strong post-pandemic recovery and access to Indigenous events and exhibits.

PacifiCan

Fraser River Discovery to receive \$150,000 to provide strong post-pandemic recovery and access to Indigenous events and exhibits.

prédominante dans le concept, estimant qu'elle n'était pas visuellement attrayante et ne permettait pas de penser à un organisme du gouvernement fédéral. Cependant, lorsque nous leur avons posé la question, beaucoup ont associé le vert foncé à l'environnement et au secteur forestier en particulier. D'une manière plus générale, quelques personnes ont également indiqué qu'elles trouvaient que la palette de couleurs était plutôt terne et peu susceptible d'attirer l'attention. D'autres ont estimé qu'il y avait trop d'espaces blancs.

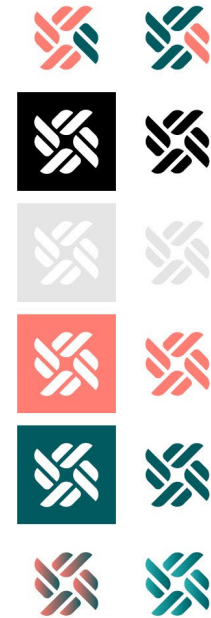
En discutant de l'organisation du concept, certains ont mentionné avoir eu du mal à déterminer au départ où ils devaient porter leur attention. Les participants ont fait remarquer que la disposition n'attirait pas l'œil sur une partie précise du concept et que cela pouvait donc être difficile pour ceux à qui il était donné de voir la création de comprendre ce qu'ils regardaient. Quelques-uns ont dit que le concept semblait décousu en général, donnant l'impression que plusieurs notions différentes avaient été regroupées ensemble.

Parallèlement à ces commentaires plus critiques, cependant, plusieurs ont réagi positivement à certains éléments du concept. Voici ce qu'ils ont notamment soulevé :

- L'utilisation du gras pour mettre en relief certaines parties du texte et faire ressortir des mots ou des phrases en particulier;
- Le choix de la police de caractères;
- La concision du texte et la facilité à le lire (à l'exception de la troisième image, dont il convient de souligner qu'elle est plutôt « chargée en texte »).

En ce qui concerne plus particulièrement le logo présenté dans ce concept, les participants ont généralement estimé qu'il était assez générique et difficile à mémoriser. L'utilisation de plusieurs versions de ce logo a également semé le doute chez certains, qui ont jugé que cela ajoutait inutilement de la complexité à l'identité de la marque.

Concept B



Pacific Economic Development Canada / Développement économique Canada pour le Pacifique

Canada

Building a brighter future for tomorrow's industry leaders.

Pacific Economic Development Canada / Développement économique Canada pour le Pacifique

Canada

Building a brighter future for tomorrow's industry leaders.

Fraser River Discovery to receive \$150,000 to provide strong post-pandemic recovery and access to Indigenous events and exhibits.

PacifiCan

Fraser River Discovery to receive \$150,000 to provide strong post-pandemic recovery and access to Indigenous events and exhibits.

PacifiCan



Le concept B comporte trois diapositives. La première expose la palette de couleurs, dont un bleu foncé (60 %), un rose (25 %), un blanc (10 %) et un gris pâle (5 %). De plus, diverses versions du logo (différentes combinaisons des couleurs ci-dessus) sont présentées. La deuxième diapositive montre deux versions du même concept qui comportent, toutes deux, l'en-tête de Pacific Economic Development Canada (« Développement économique Canada pour le Pacifique en français ») et le mot-symbole du gouvernement du Canada. Sur le côté gauche, chaque modèle présente l'image de trois femmes et d'un homme qui discutent dans un contexte d'affaires, accompagnée du texte suivant sur le côté droit : « Building a brighter future for tomorrow's industry leaders » et d'un logo en filigrane. Dans le coin supérieur gauche de chaque version se trouve une forme géométrique ayant la forme d'un « L » renversé, en bleu foncé à gauche et en rose à droite. Le fond de la version de gauche est blanc, tandis que celui de la version de droite est bleu foncé. En dessous, dans une zone de texte arborant les couleurs inversées des images au-dessus et comportant le nom « PacifiCan » dans le coin supérieur gauche, chaque version du concept comporte les informations suivantes : « Fraser River Discovery to receive \$150,000 to provide strong post-pandemic recovery and access to Indigenous events and exhibits ». Le côté gauche de la dernière diapositive présente une image recadrée de la photo de la diapositive précédente, où ne figurent que les trois femmes. Le côté droit de la diapositive présente une grande portion de texte, accompagnée du mot « PacifiCan » dans le bas.

Les participants ont réagi de manière relativement positive au concept B. En particulier, nombre d'entre eux ont estimé que les couleurs et le ton de ce concept parvenaient bien mieux à capter leur attention que ceux du concept précédent.

Les commentaires positifs ont généralement porté sur les points suivants :

- Conception : la plupart des participants ont préféré l'aspect général de ce concept par rapport au précédent. Ils ont généralement estimé qu'il s'agissait d'un modèle plus élégant et plus

moderne. Certains ont également fait des remarques positives sur la mise en page et l'utilisation de formes géométriques et de contrastes qui, selon eux, attiraient davantage l'attention sur les informations contenues dans le concept. Quelques personnes ont réagi favorablement au positionnement du logo dans cette version, en raison du fait qu'il s'apparentait plus à un filigrane qu'à un point focal de la publicité;

- Agencement des couleurs : les participants ont généralement approuvé le choix des couleurs utilisées dans ce concept, en particulier la couleur bleu/vert et l'utilisation des blancs et des gris. Certains ont estimé que l'utilisation du rose, qu'ils ont qualifié de vif, contribuait à attirer l'attention sur la marque. D'autres, cependant, étaient moins favorables au rose, estimant qu'il ne s'accordait pas vraiment avec les autres couleurs et ne correspondait peut-être pas au style et au ton général de l'image;
- Mise en évidence : quelques-uns ont parlé positivement de l'utilisation de texte encadré ou mis en évidence (par exemple, « \$150,000 » en surbrillance), estimant que cela contribuait à rendre le texte plus visible pour le lecteur.

Outre ces commentaires positifs, certains ont également mentionné des points qui, selon eux, pourraient être améliorés, notamment :

- Logo : bien que beaucoup aient dit qu'ils aimaient la simplicité du logo, certains pensaient que l'image ressemblait beaucoup à un flocon de neige, estimant que cela pouvait prêter à confusion quant au but de PacifiCan;
- Densité du texte : comme pour le concept précédent, certains ont fait remarquer que le texte de la dernière image était trop dense et pourrait être présenté d'une manière plus invitante. Les participants ont également suggéré d'inclure plusieurs photos, surtout dans la version pour les médias imprimés, afin de fournir un meilleur contexte concernant les types d'initiatives soutenues par PacifiCan.

Après avoir vu ces concepts, les participants ont été invités à dire comment ils décriraient le mieux PacifiCan. La plupart avaient l'impression que l'organisme se concentrait sur les questions économiques en Colombie-Britannique, en particulier celles qui touchent les régions côtières de la province. En développant cette idée, certains s'attendaient à ce que l'organisme soit davantage axé sur la nature, notamment dans des secteurs comme la foresterie et les systèmes océaniques.

À la question de savoir quel concept serait le plus susceptible d'attirer leur propre attention sur les médias sociaux ou dans une publication imprimée, presque tous ont estimé que le concept B était le plus facile à retenir, plusieurs mentionnant la conception plus moderne et l'utilisation de couleurs vives et accrocheuses. En discutant du modèle qui représentait le mieux l'essence de la Colombie-Britannique, les participants étaient toutefois plus mitigés dans leurs opinions. Alors que plusieurs d'entre eux ont choisi le concept A, associant principalement les verts forêt et les bleus clairs à l'environnement des forêts et des régions côtières de la Colombie-Britannique, un nombre à peu près égal a choisi le concept B, réitérant leur préférence pour la palette de couleurs plus vives et estimant généralement qu'il s'agissait du concept le plus attrayant visuellement.

Enjeux spécifiques aux jeunes (femmes de la GRM)

Un groupe composé de femmes âgées de moins de 35 ans résidant dans la grande région de Montréal (GRM) a engagé une brève discussion sur les questions pertinentes pour les jeunes Canadiens. En discutant de ce qu'elles considéraient comme les enjeux les plus importants pour les jeunes au Canada, un large éventail de commentaires a été fourni en rapport notamment avec les éléments qui suivent :

- Les changements climatiques : les participantes ont estimé qu'il s'agissait d'une question de toute première importance, persuadées que des mesures ambitieuses devaient être prises pour préserver les ressources naturelles et l'environnement pour les générations à venir;
- L'abordabilité du logement : les participantes étaient d'avis que, dans de nombreuses régions du pays, le logement devenait hors de prix et qu'il fallait en faire davantage pour que tous les Canadiens aient accès à un logement abordable;
- Le soutien en santé mentale : certaines pensaient que de nombreux Canadiens, et les jeunes en particulier, avaient besoin d'un accès accru à du soutien en santé mentale. Elles estimaient que c'était particulièrement le cas pour ceux qui avaient souffert d'isolement et d'autres répercussions de la pandémie de COVID-19;
- La discrimination persistante à l'égard des Canadiens racialisés et d'autres groupes marginalisés : cette question revêtait de l'importance pour plusieurs participantes, dont un certain nombre pensait que la discrimination à l'égard de différents groupes continuait d'être un problème majeur au Canada, tant sur le plan individuel que systémique.

À la question de savoir si le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne ou la mauvaise voie en ce qui concerne les priorités les plus importantes pour les jeunes Canadiens, certaines ont estimé qu'il avait été relativement inefficace à cet égard. Plusieurs ont évoqué la nécessité d'une plus grande sensibilisation des jeunes Canadiens, estimant qu'une partie importante était largement désengagée de la société à l'heure actuelle, et avait peu d'influence lorsqu'il s'agissait de trouver des solutions aux défis auxquels le pays est actuellement confronté. Alors que certaines participantes étaient d'avis que le gouvernement fédéral avait fait quelques progrès ces derniers temps pour cerner les problèmes qui touchent les jeunes Canadiens, elles ont estimé qu'il fallait mettre davantage l'accent sur la conception de moyens pour donner la priorité aux jeunes dans la prise de décisions à l'avenir.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement, version anglaise

Privy Council Office Recruiting Script – April 2022 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$100 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	DATE	TIME (EDT)	TIME (LOCAL)	LOCATION	COMPOSITION	MODERATOR
1	Tues., April 5 th	8:00-10:00	6:00-8:00 (CST) 7:00-9:00 (CDT)	Major Centres Prairies	Ukrainian Diaspora	TBW
2	Wed., April 6 th	9:00-11:00	6:00-8:00 (PDT)	Vancouver Island	Environmentally Concerned	DN
4	Tues., April 12 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Greater Toronto Area	First Time Home Buyers	DN
5	Wed., April 13 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Southwestern Ontario	Men, aged 18-34	DN
6	Wed., April 13 th	9:00-11:00	6:00-8:00 (PDT)	Lower Mainland	General Population	TBW
7	Tues., April 19 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Kitchener and Waterloo Region	Seniors, aged 55+	DN
9	Thurs., April 21 st	5:00-7:00	6:00-8:00 (ADT)	Rural Nova Scotia	Cost of Living Concerned	TBW
11	Wed., April 27 th	8:00-10:00	6:00-8:00 (MDT)	Edmonton	Low/Middle Income	TBW

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END

No, none of the above

CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
 No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Major Centres Prairies	Cities include: <u>Manitoba:</u> Winnipeg, Brandon. <u>Saskatchewan:</u> Saskatoon, Regina. ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN TWO FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.	CONTINUE – GROUP 1
Vancouver Island	Cities could include (but are not limited to): Victoria, Nanaimo, Courtenay, Campbell River, Parksville, Duncan, Port Alberni, Lady Smith, Sooke. ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 2
Greater Toronto Area	Cities include: City of Toronto, Durham (Ajax, Clarington, Brock, Oshawa, Pickering, Whitby), Halton (Burlington, Halton Hills, Oakville, Milton), Peel (Brampton, Caledon, Mississauga), York (Markham, Vaughan, Richmond Hill, Newmarket, Aurora), Dufferin County (Mono, Orangeville) and Simcoe County. ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO FROM CITY OF TORONTO OR PER REGION/COUNTY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 4
Southwestern Ontario	Cities could include (but are not limited to): Hamilton, Middlesex County (London, Strathroy, Mount Brydges), Brantford, Oxford County (Woodstock, Ingersoll), Niagara Region (St. Catharines, Niagara Falls, Welland, Fort Erie, Grimsby), Essex County (Windsor, Lakeshore, LaSalle, Leamington).	CONTINUE – GROUP 5

	ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY OR PER REGION/COUNTY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	
Lower Mainland	<p>Cities include: Vancouver, Abbotsford, Burnaby, Coquitlam, Richmond, Surrey, Delta, Langley, White Rock, Chilliwack, Mission Hope, Maple Ridge, New Westminster, North Vancouver, Port Coquitlam, Port Moody.</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 6
Kitchener and Waterloo Region	<p>Cities include: Kitchener, Waterloo, Cambridge, Woolwich, Wilmot, Wellesley, North Dumfries.</p> <p>ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 7
Rural Nova Scotia	<p>Population = <15,000</p> <p>Cities could include (but are not limited to): Kentville, Sydney Mines, Amherst, Bridgewater, Yarmouth, Kingston-Greenwood, New Waterford, Antigonish, Windsor, Wolfville.</p> <p>MAX 2 PARTICIPANTS FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 9
Edmonton	<p>City includes: Edmonton.</p> <p>PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTER PROPER.</p>	CONTINUE – GROUP 11

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BY NUMBER OF YEARS IN CITY. NO MORE THAN 2 PER GROUP UNDER 5 YEARS.

3. **ASK ONLY IF GROUP 1** Do you identify your primary cultural and/or ethnic heritage to be Ukrainian?

Yes **CONTINUE TO Q3a**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

3a. **ASK ONLY IF GROUP 1** Were you born in Canada?

Yes **CONTINUE = GROUP 1**
 No **CONTINUE TO Q3b**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

3b. **ASK ONLY IF GROUP 1** How many years have you lived in Canada?

Less than 5 years	CONTINUE – GROUP 1
5 to <10 years	
10 to <20 years	
20 to <30 years	
30 or more years	
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BETWEEN THOSE WHO WERE NOT BORN IN CANADA AND THOSE BORN IN CANADA. ENSURE A GOOD MIX OF TIME LIVED IN CANADA FOR THOSE NOT BORN IN CANADA.

4. **ASK ONLY IF GROUP 2 OR 9** Which of the following issues do you think the Government of Canada should focus on the most, or is most important to you? Please select just one issue.

Environmental Issues/Climate Change - **CONTINUE GROUP 2**
 Cost of Living - **CONTINUE GROUP 9**
 Childcare – **THANK AND END**
 Healthcare and Public Health – **THANK AND END**
 Indigenous Issues and Reconciliation – **THANK AND END**
 International Affairs – **THANK AND END**
 Other – **THANK AND END**

5. **ASK ONLY IF GROUP 4** Do you currently or have you previously owned a home?

Yes **THANK AND END**
 No **CONTINUE TO Q5**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

5a. **ASK ONLY IF GROUP 4** Are you looking to purchase a home sometime within the next 5 years?

Yes **CONTINUE**
 Not sure/Maybe **CONTINUE**

No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

SKEW GROUPS TO THOSE WHO SAY 'YES.' NO MORE THAN 2 WHO SAY 'NOT SURE/MAYBE.'

6. **ASK ONLY IF GROUP 11** How many people in your household are over the age of 18?

1 person **CONTINUE**
 More than 1 person **CONTINUE**

7. Which of the following categories best describes your total household income in 2021? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000
 \$20,000 to just under \$40,000
 \$40,000 to just under \$60,000
 \$60,000 to just under \$80,000
 \$80,000 to just under \$100,000
 \$100,000 to just under \$150,000
 \$150,000 and above

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
IF MORE THAN 1 PERSON IN HOUSEHOLD & <\$80,000 = GROUP 11
IF ONLY 1 PERSON IN HOUSEHOLD & <\$40,000 = GROUP 11
ENSURE A GOOD MIX.

8. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18 - 19	IF KITCHENER AND WATERLOO REGION = THANK AND END IF SOUTHWESTERN ONTARIO = GROUP 5 ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
20 - 34	
35 - 45	IF KITCHENER AND WATERLOO REGION = THANK AND END IF SOUTHWESTERN ONTARIO = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
46 - 54	
55+	IF KITCHENER AND WATERLOO REGION = GROUP 7 IF SOUTHWESTERN ONTARIO = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.
FIRST TIME HOME BUYERS MAY SKEW YOUNGER/MIDDAGES (20s/30s)

9. **[DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male	IF SOUTHWESTERN ONTARIO = GROUP 5
------	--

	ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
Female	IF SOUTHWESTERN ONTARIO = THANK AND END
	ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

10. Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

- White/Caucasian
- South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
- Chinese
- Black
- Latin American
- Filipino
- Arab
- Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
- Korean or Japanese
- Indigenous
- Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

UKRANIAN DIASPORA MAY SKEW WHITE/CAUCASIAN.

11. Which of the following best describes the industry sector in which you are currently employed?

- Accommodation and Food Services
- Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
- Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
- Arts, Entertainment and Recreation
- Construction
- Educational Services
- Finance and Insurance
- Health Care and Social Assistance
- Information and Cultural Industries
- Management of Companies and Enterprises
- Manufacturing
- Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
- Other Services (except Public Administration)
- Professional, Scientific and Technical Services
- Public Administration
- Real Estate and Rental and Leasing
- Retail Trade
- Transportation and Warehousing
- Utilities
- Wholesale Trade
- Unemployed
- Full Time Student

Retired
Other, please specify: _____

CONTINUE FOR ALL. ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT FOR EACH GROUP. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO INTERNATIONAL STUDENTS.

12. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

13. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

14. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO ANY.**

Participant has high-speed access to the Internet

Participant has a computer/webcam

15. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**

No **CONTINUE**

16. How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

17. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT’S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

18. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.22**

19. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

20. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**

21. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

22. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less
Some high school
High school diploma or equivalent
Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
University certificate or diploma below bachelor's level
Bachelor's degree
Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

23. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes
No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$100 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes	CONTINUE
No	THANK AND END

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement, version française

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement – avril 2022 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HAE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
3	7 avril	17 h-19 h	18 h-20 h	Nouveau-Brunswick	Population générale	M. Proulx
8	20 avril	18 h-20 h	18 h-20 h	Ville de Québec	Revenu élevé	M. Proulx
10	26 avril	18 h-20 h	18 h-20 h	Grande région de Montréal (GRM)	Femmes de 18 à 34 ans	M. Proulx
12	28 avril	18 h-20 h	18 h-20 h	Région de l'Outaouais	Revenu moyen ou faible	M. Proulx

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché

REMERCIER ET CONCLURE

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité

REMERCIER ET CONCLURE

Un magazine ou un journal

REMERCIER ET CONCLURE

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial **REMERCIER ET CONCLURE**

Un parti politique

REMERCIER ET CONCLURE

Dans les relations publiques ou les relations avec les médias

REMERCIER ET CONCLURE

Dans le milieu de la radio ou de la télévision

REMERCIER ET CONCLURE

Non, aucune de ces réponses

CONTINUER

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**

Non **CONTINUER**

2. Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**

Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Nouveau-Brunswick	<p>Les villes du N-B. peuvent notamment comprendre :</p> <p>Campbellton-Miramichi, Moncton-Richibucto, Edmundston-Woodstock, Fredericton-Oromocto, Saint John-St. Stephen.</p> <p>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA PROVINCE. PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS PAR VILLE. RECRUTER DES RÉSIDENTS DE GRANDES ET DE PETITES COLLECTIVITÉS.</p>	CONTINUER – GROUPE 3
Ville de Québec	<p>Ville de Québec.</p> <p>LES PARTICIPANTS DOIVENT RÉSIDER DANS LESDITS CENTRES.</p>	CONTINUER – GROUPE 8
Grande région de Montréal (GRM)	<p>Les villes de la GRM peuvent notamment comprendre :</p> <p>Montréal, Laval, Longueuil, Terrebonne, Brossard, Saint-Jérôme, Blainville, Mirabel, Dollard-des-Ormeaux.</p> <p>PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.</p>	CONTINUER – GROUPE 10

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 - 19	+ GRANDE RÉGION DE MONTRÉAL = GROUPE 10 TOUS LES AUTRES LIEUX, CONTINUER
20 - 34	
35 - 45	+ GRANDE RÉGION DE MONTRÉAL = REMERCIER ET CONCLURE TOUS LES AUTRES LIEUX, CONTINUER
46 - 54	
55+	
RÉPONSE SPONTANÉE Je préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.

6. **[NE PAS DEMANDER] Sexe NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme	+ GRANDE RÉGION DE MONTRÉAL = REMERCIER ET CONCLURE TOUS LES AUTRES LIEUX, CONTINUER
Femme	+ GRANDE RÉGION DE MONTRÉAL = GROUPE 10 TOUS LES AUTRES LIEUX, CONTINUER

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

7. Êtes-vous un étudiant international?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**

Non **CONTINUER**

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

8. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Administrations publiques

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

Arts, spectacle et loisirs

Autres services, sauf les administrations publiques

Commerce de détail

Commerce de gros

Construction

Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz

Fabrication

Finance et assurances

Gestion de sociétés et d'entreprises

Hébergement et services de restauration
 Industrie de l'information et industrie culturelle
 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
 Services d'enseignement
 Services immobiliers et services de location et de location à bail
 Services professionnels, scientifiques et techniques
 Services publics
 Soins de santé et assistance sociale
 Transport et entreposage
 Sans emploi
 Aux études à temps plein **PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS**
 À la retraite – **DEMANDER : « DANS QUEL SECTEUR TRAVAILLIEZ-VOUS AVANT? » ET NOTER LA RÉPONSE**
 Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.

9. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2021 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$
 20 000 \$ à moins de 40 000 \$
 40 000 \$ à moins de 60 000 \$
 60 000 \$ à moins de 80 000 \$
 80 000 \$ à moins de 100 000 \$
 100 000 \$ à moins de 150 000 \$
 150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre
ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.

10. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion »?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé.* ».

11. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
 3-5 **CONTINUER**

12. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit
Le participant a un ordinateur avec caméra Web

13. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**
Non **CONTINUER**

14. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

15. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

16. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.20**

17. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

18. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

19. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

20. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (plusieurs choix possibles)

Blanc
Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
Chinois
Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
Coréen ou japonais
Autochtone
Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

21. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

22. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guide de discussion

Guide du modérateur, version anglaise

MODERATOR'S GUIDE – April 2022 MASTER

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.
- **Major Centres Prairies Ukrainian Diaspora** Inform participants that we will be discussing Ukraine; emphasize that their participation is voluntary, and they can take a break or ask to move past a question if anything is triggering.
- **Lower Mainland British Columbia** Are any of you small business owners (SHOW OF HANDS)?

GOVERNMENT OF CANADA PRIORITIES AND PERFORMANCE [- ENVIRONMENT] (15-30 minutes) Vancouver Island Environmentally Concerned

- In your opinion, what are the top issues the federal government should be prioritizing?
- IF NOT MENTIONED: What about the environment and climate change? How does the environment and climate change rank as a top priority? Why?
- What, specifically, within the broader topic of the environment and climate change are you most concerned with? Or, what are specific areas you think are the most important?
- What **major news or announcements over past years**, if any, do you remember seeing/hearing about the Government of Canada's work on the environment and climate change?
 - What do you take away from this?
- On the environment and climate change, has the Government of Canada generally been on the right track or wrong track? What makes you say that?
 - For those who say they are on the wrong track, what could the Government of Canada do to get on the right track?
- Has the federal government gotten better or worse at handling environment and climate change issues over time?

BUDGET 2022 (15-90 minutes) New Brunswick Francophones, GTA First-Time Home Buyers, Lower Mainland British Columbia, Southwestern Ontario Men, Kitchener and Waterloo Region Seniors, Quebec City High Income, Rural Nova Scotia Concerned with Cost of Living, GMA Women, Edmonton Low/Middle Income, Outaouais Region Low/Middle Income

Expectations and Impressions of the Budget New Brunswick Francophones, GTA First-Time Home Buyers, Lower Mainland British Columbia, Southwestern Ontario Men, Kitchener and Waterloo Region Seniors, Quebec City High Income, Rural Nova Scotia Concerned with Cost of Living, GMA Women, Edmonton Low/Middle Income, Outaouais Region Low/Middle Income

I'd like to talk to you [specifically] about [news on] the [recent] federal budget...

- **New Brunswick Francophones** Has anyone heard about the federal budget that was tabled earlier today?
 - What have you heard?
 - Where did you hear about it?
 - What're your thoughts on what you heard?
 - Do you think it was focusing on the right issues?
 - Is there anything you hope is in there? Is there anything that should have been included?

- **GTA First-Time Home Buyers, Lower Mainland British Columbia, Southwestern Ontario Men, Kitchener and Waterloo Region Seniors, Quebec City High Income, Rural Nova Scotia Concerned with Cost of Living, GMA Women, Edmonton Low/Middle Income, Outaouais Region Low/Middle Income** Has anyone heard anything about the federal budget?
 - IF YES PROBE IN-DEPTH:
 - What did you hear?
 - Did anyone watch the budget speech live? If not, where did you hear about it?

 - What do you think the overall theme or focus of the budget is?
 - What specific initiatives are in it?
 - Is there anything in there you like?
 - Anything you don't like?
 - IF YES PROBE: What do others think about (ITEMS MENTIONED)?
 - What are your overall impressions of the budget?

- **Rural Nova Scotia Concerned with Cost of Living** Before we move into specific budget measures, I'm wondering, how concerned are you with the cost of living?
 - For those who are concerned, what are your biggest cost of living pressures?

Housing GTA First-Time Home Buyers, Lower Mainland British Columbia, Southwestern Ontario Men, Kitchener and Waterloo Region Seniors, Quebec City High Income, Rural Nova Scotia Concerned with Cost of Living, GMA Women, Edmonton Low/Middle Income, Outaouais Region Low/Middle Income

- Budget 2022 has housing as a priority area. How important an issue is housing affordability?
 - On housing affordability, has the Government of Canada generally been on the right track or wrong track? What makes you say that?

I'm now going to show you various housing initiatives included in the budget. There are a few different categories, and we'll go through each category individually.

POLL: Here is the first set. I'd like you to select the ones that you think will have the most positive impact on the housing market in Canada. You can select up to 3. If you don't think any will have a positive impact, don't select any.

Building new homes

- A new Housing Accelerator Fund providing money to municipalities to build 100,000 new homes.
 - Repurposing existing infrastructure budgets to prioritize the construction of additional new homes.
 - Providing \$750 million in new public transit funding to municipalities that commit their own money to building new housing.
 - An additional \$1.5 billion investment over two years for new affordable housing units for those experiencing homelessness or domestic violence.
 - An additional \$2.9 billion over four years for the National Housing Co-Investment Fund, which creates new low-income housing and repairs existing low-income housing.
 - An additional \$216 million to incentivize developers to build new rental units that charge less than the average rent in the areas they are built in.
 - An additional \$500 million investment to expand co-operative housing in Canada, with a pledge to give an additional \$1 billion in loans to co-op housing projects.
 - An additional \$150 million over two years for housing in the northern territories.
- Out of all the items in this section, which do you think would be the most helpful for dealing with the housing crisis?
 - Would any of these personally impact you?
 - Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?

POLL: Here is the second set. Again, select the ones that you think will have the most positive impact on the housing market in Canada. (REPEAT INSTRUCTION AS NEEDED: You can select up to 3. If you don't think any will have a positive impact, don't select any).

Housing Affordability

- A Tax-Free First Home Savings Account allowing prospective first-time home buyers to save up to \$40,000 tax-free to put towards their purchase.
 - Doubling the existing First-Time Home Buyers' Tax Credit from \$5,000 to \$10,000.
 - A one-time \$500 payment to Canadians facing housing affordability challenges.
 - Expanding the First Time Home Buyers' Incentive to allow more flexibility and making it easier for single Canadians to access.
 - An additional \$200 million to increase rent-to-own housing options.
 - A \$562 million investment over two years in funding organizations addressing homelessness, plus \$62 million specifically to address homelessness among veterans.
- Out of all the items in this section, which do you think would be the most helpful for dealing with the housing crisis?
 - Would any of these personally impact you?
 - Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?

POLL: And here is the final set. Again, select the ones that you think will have the most positive impact on the housing market in Canada. (REPEAT INSTRUCTION AS NEEDED: You can select up to 3. If you don't think any will have a positive impact, don't select any).

Protecting Canadians

- Ending blind bidding (*blind bidding is where home buyers don't know how much others are bidding*).
 - Creating taxation penalties to stop landlords from doing 'renovictions' (*a renoviction occurs when a landlord evicts a tenant by claiming they will complete major renovations*).
 - A ban on all non-Canadians buying residential properties in Canada for two years.
 - New taxation rules to deter house flipping.
 - Making assignment sales of new and renovated housing taxable to deter speculators from buying homes and leaving them vacant (*an assignment sale is when a seller sells their interest in a property before they take possession*).
- Out of all the items in this section, which do you think would be the most helpful for dealing with the housing crisis?

- Would any of these personally impact you?
- Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?

GTA First-Time Home Buyers, Lower Mainland British Columbia, Southwestern Ontario Men, Kitchener and Waterloo Region Seniors Now I'd like to show you some initiatives in the federal budget related to housing retrofits.

SHOW ON SCREEN:

Housing Retrofits

- A tax credit of up to \$7500 for anyone renovating their home to accommodate a senior or adult with a disability.
 - A new Canada Green Buildings Strategy, with an additional \$350 million over the next 5 years invested in making buildings more environmentally friendly.
 - An additional \$458.6 million added to existing grants and low-interest loan programs for green energy retrofits.
- **GTA First-Time Home Buyers, Lower Mainland British Columbia, Southwestern Ontario Men, Kitchener and Waterloo Region Seniors** Would any items in this section be personally impactful for you?
 - **GTA First-Time Home Buyers, Lower Mainland British Columbia, Southwestern Ontario Men, Kitchener and Waterloo Region Seniors** Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?
 - Now reflecting back on all the new housing policies we have discussed today, what is your overall impression of the Government of Canada's new housing plan?
 - Some have described this as an "all of the above" housing strategy. Would you say that's accurate or are there still items missing?
 - Do you think it's realistic that all of these initiatives can be fulfilled?
 - Let's assume for the moment all of these initiatives can be fulfilled. What impact do you think this approach would have on the housing challenges in Canada?

The Economy **GTA First-Time Home Buyers, Lower Mainland British Columbia, Southwestern Ontario Men, Kitchener and Waterloo Region Seniors, Quebec City High Income, Rural Nova Scotia Concerned with Cost of Living, GMA Women**

Now I want to talk about a few other items that were announced in the recent budget. For this, I'm going to read out some quotes from the budget speech in the House of Commons [last Thursday/earlier this month/recently].

GTA First-Time Home Buyers, Lower Mainland British Columbia, Southwestern Ontario Men, Kitchener and Waterloo Region Seniors First off, the following was said to describe the current state of the Canadian economy:

“Our economy has recovered 112 per cent of the jobs that were lost during those awful first months, compared to just 90 per cent in the United States. Our unemployment rate is down to just 5.5 per cent—close to the 5.4 per cent low in 2019 that was Canada’s best in five decades.

Our real GDP is more than a full percentage point above where it was before the pandemic. Think about that: after a devastating recession—after wave after wave and lockdown after lockdown—our economy has not just recovered. It is booming.”

- What is your reaction to this quote? Do you think this is an accurate description of the current economic position Canada is in?

GTA First-Time Home Buyers, Lower Mainland British Columbia, Southwestern Ontario Men, Kitchener and Waterloo Region Seniors, Quebec City High Income, Rural Nova Scotia Concerned with Cost of Living The [next/first] quote I want to talk about is:

“We are absolutely determined that our debt-to-GDP ratio must continue to decline. Our deficits must continue to be reduced. The pandemic debt we incurred to keep Canadians safe and solvent must—and will—be paid down. This is our fiscal anchor. This is a line we shall not cross.”

- What is your reaction to this quote?
- Budget 2022 is not a balanced budget, but it includes a plan to run a smaller deficit than in recent years. Is it important to balance the budget in the short term, or is a gradual reduction in deficits more appropriate right now?

GTA First-Time Home Buyers, Lower Mainland British Columbia, Southwestern Ontario Men, Kitchener and Waterloo Region Seniors The next quote I have is on innovation:

“We are falling behind when it comes to economic productivity. Productivity matters because it is what guarantees the dream of every parent—that our children will be more prosperous than we are.

This is a well-known Canadian problem—and an insidious one. It is time for Canada to tackle it.

We propose to do so, in part, with a new innovation and investment agency—drawing on international best practices from around the world—that will give companies all over the country and across our economy the tools and incentives they need to create and invent, and to take risks and to grow.”

- What do you think of the idea of a new Innovation and investment agency?
- Does anything else stand out to you about this quote?

GTA First-Time Home Buyers, Lower Mainland British Columbia, Southwestern Ontario Men, Kitchener and Waterloo Region Seniors, Quebec City High Income, Rural Nova Scotia Concerned with Cost of Living, GMA Women The [first/last] quote highlights a couple of policies announced related to a green transition. This quote only mentions a few elements of a larger plan, so I want you to think about the items mentioned rather than anything that you think may be missing:

“The world economy is going green. Canada can be in the vanguard, or we can be left behind. That is, of course, no choice at all—which is why our government is investing urgently in this shift. Our plan is driven by our national price on pollution—the smartest, most effective incentive for climate action. This budget launches a new Canada Growth Fund which will help crowd in billions of dollars in private capital we need to transform our economy at speed and at scale.”

- What is your reaction to this quote?
- Do you agree with the idea that Canada needs to lead on a green transition?
- What do you think the new Canada Growth Fund will do?

Skills Training Kitchener and Waterloo Region Seniors, Quebec City High Income, Rural Nova Scotia Concerned with Cost of Living, GMA Women

The next quote I have is on skills training:

“In 2020, Canada had the fastest growing population in the G7. At a time when the world is starved for workers and talent, our country’s unique enthusiasm for welcoming new Canadians is a powerful—and particularly Canadian—driver of economic prosperity. This Budget will make it easier for the skilled immigrants that our economy needs to make Canada their home, and to do the jobs they are trained for. We will also invest in the determined and talented workers who are already here.”

- What is your reaction to this quote?
 - Is there anything that stands out about this quote?
- Is there anything you would change?

Childcare Kitchener and Waterloo Region Seniors, Quebec City High Income, Rural Nova Scotia
Concerned with Cost of Living

The next quote I have is on childcare:

“When we promised—less than a year ago—to make high quality, affordable childcare a reality for all Canadians, our plan was certainly welcomed. But the cheers were muted by justifiable skepticism. After all, similar promises had been made and broken for decades—five decades, in fact! That’s why, as I stand here today, I am so proud to say we have delivered. We have now signed agreements on early learning and child care with every single province and territory. This is women’s liberation. It will mean more women no longer need to choose between motherhood and a career. This is feminist economic policy in action. And it will make life more affordable for middle class Canadian families.”

- What is your reaction to this quote?
 - Is there anything that stands out about this quote?
- What do you think about childcare as a feminist economic policy?

Tax Incentives Quebec City High Income

I’m now going to show you various tax initiatives included in the budget. To make it easier, we’ve split them into two groups.

POLL: I’d like you to select the ones that you think will have the most positive impact. You can select up to 2. If you don’t think any will have a positive impact, don’t select any.

- Change financial transaction processes to limit the use of corporate structures in tax havens to engage in aggressive tax avoidance.
 - Examine a new minimum tax regime, which will ensure all wealthy Canadians pay their fair share of tax.
 - Increase the corporate income tax rate from 15% to 16.5% on the taxable income of banking and life insurance groups above \$100 million.
 - Introduce a temporary Canada Recovery Dividend where banks and life insurers’ groups will pay a one-time 15% tax on income above \$1 billion for the 2021 tax year.
- Out of all the items in this section, which do you think would be the most impactful?
 - Would any of these personally impact you?
 - Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?

POLL: Here is the second set. Again, select the ones that you think will have the most positive impact. (REPEAT INSTRUCTION AS NEEDED: You can select up to 2. If you don't think any will have a positive impact, don't select any).

- Extend the 50% reduction of the small business income tax rates for zero emission technology manufacturers to include manufacturers of air-source heat pumps (*these use outdoor air as a source of thermal energy in heating mode, and as a sink to reject energy when in cooling mode*).
 - Launch a financial sector review on the digitalization of money (like cryptocurrencies and stablecoins).
 - Phase out access to the small business tax rate more gradually, to be fully phased out when taxable capital (retained earnings essentially) reaches \$50 million, rather than at \$15 million.
 - Provide \$1.2 billion over five years for the Canada Revenue Agency (CRA) to expand audits and prosecution of larger entities and non-residents engaged in aggressive tax planning/criminal tax evasion.
- Out of all the items in this section, which do you think would be the most impactful?
 - Would any of these personally impact you?
 - Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?

Wrapping Up GTA First-Time Home Buyers, Lower Mainland British Columbia, Southwestern Ontario Men, Kitchener and Waterloo Region Seniors, Quebec City High Income, Rural Nova Scotia Concerned with Cost of Living, GMA Women, Edmonton Low/Middle Income, Outaouais Region Low/Middle Income

- Thinking back to everything we have talked about today, what is your overall impression of Budget 2022?
- Is there anything else **not covered** here that you would hope is included in the Budget?

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-35 minutes) Vancouver Island Environmentally Concerned, New Brunswick Francophones, GTA First-Time Home Buyers, Lower Mainland British Columbia, Southwestern Ontario Men, Kitchener and Waterloo Region Seniors, Quebec City High Income, Rural Nova Scotia Concerned with Cost of Living, GMA Women, Edmonton Low/Middle Income, Outaouais Region Low/Middle Income

Dental Care Kitchener and Waterloo Region Seniors

- What have you heard about dental care? What are your reactions?
 - Do you have any concerns?

PROMPT: Budget 2022 proposes to provide funding to provide dental care for Canadians. This will start with under 12-year-olds in 2022, and then expand to under 18-year-olds, seniors, and persons living with a disability in 2023, with full implementation by 2025. The program would be restricted to families with an income of less than \$90,000 annually, with no co-payments for those with an annual income under \$70,000.

- What are your reactions to hearing this plan? Does anything stand out?
 - Does knowing these details address your concerns?

3e lien Quebec City High Income

- What have you heard about 3e lien?
- How important an issue is this? What impact do you expect if this project is approved/rejected?
- Do you have any concerns about this project?
- What do you expect to see happen?
 - Does the federal government have a role in this project?

Bay du Nord project Quebec City High Income, GMA Women, Edmonton Low/Middle Income, Outaouais Region Low/Middle Income

- What have you heard about the Bay du Nord project?

CLARIFY AS NECESSARY:

Equinor proposed to install and operate a floating offshore oil and gas production facility east of Newfoundland and Labrador. As proposed, the Bay du Nord Development Project would be in operation for approximately 30 years, with the potential for additional wells and tie-backs to the production facility. After an environmental assessment concluded it would not cause significant adverse environmental effects, the federal government approved the project.

- What are your reactions to the approval of this project?
 - Do you think it was the right choice? Why/why not?

- [Broadly], what impacts do you think this project will have?
 - Edmonton Low/Middle Income, Outaouais Region Low/Middle Income Specifically, what impacts do you think it will have on future oil projects in Canada?

CN Railway GMA Women

- Has anyone heard of any issues concerning the number of French-speaking board directors at CN Railway?

CLARIFY AS NECESSARY:

CN Railway, Air Canada and third parties providing services on behalf of federal institutions have obligations under Canada's Official Languages Act to provide services in English and French. CN Railway provides services in both official languages; however there are currently no French speaking directors on its corporate board. CN Railway is Canada's largest railway company and its head office is in Montreal.

- What are your reactions to hearing this news?
 - How important is this issue to you?
 - What would you like to see happen?

News Sources and Public Mood Edmonton Low/Middle Income, Outaouais Region Low/Middle Income

- Where do you typically get your news from?
 - Does anyone get their news from social media platforms? If yes, which ones?
- Are Canadians mostly divided or mostly united on the important issues facing our country?
 - What are some important issues that Canadians mostly agree on?
 - What are some important issues you think Canadians are mostly divided on?
 - How do you know?
- Are Canadians more divided today than in the past? Why?
 - If yes, when did these divisions first become worse?
 - What are the main causes of these divisions?
 - IF NOT MENTIONED: Has the pandemic made divisions worse? Why/why not? How?
- Are divisions in Canada concerning to anyone? Why/why not?

- Should the Government of Canada do anything to address divisions within Canada? If yes, what?

UKRAINIANS (100 minutes) Major Centres Prairies Ukrainian Diaspora

- Do you think Canada is ready to accommodate an influx of Ukrainians who have fled their country? Why or why not? What about in your community?
- Do you have any concerns about displaced Ukrainians coming to Canada?
- What, if anything, do you think would need to happen in order for Canada to accommodate Ukrainians? What would success look like? What do you think we would need to consider and plan for? What about in your community?
- Do you consider your community a welcoming place? Why or why not?
- The Government of Canada has announced the Canada-Ukraine authorization for emergency travel. Have any of you heard of this?

CLARIFY AS NECESSARY/SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada created the Canada-Ukraine authorization for emergency travel (CUAET) to help Ukrainians and their family members come to Canada as quickly as possible and to provide them with the ability to work and study while in Canada.

For Ukrainian nationals outside Canada, the CUAET gives them a visitor visa to come to Canada temporarily, until it is safe to return to Ukraine. This visitor visa also gives them the option to apply for a work permit at the same time or to be given status as a student if they are under 18 and want to study in Canada. They can stay in Canada for up to 3 years at a time or until their passport expires. When their status in Canada is about to expire, they will need to apply to extend their stay.

- Do you support or oppose this plan? Why is that?
 - How do you think this will impact Canada? Your community?
- What supports do you think are important to help Ukrainians after they arrive?
- Would you be interested in volunteering to support incoming Ukrainians? If yes, in which ways?
- Do you feel that there is anything not already mentioned that the Government of Canada should be doing to support Ukrainian Canadians already living in Canada?

- Is there anything that the federal government can do to help protect the language and culture of Ukrainians living within Canada?

EMISSIONS REDUCTION PLAN (40 minutes) Vancouver Island Environmentally Concerned

- What **recent news or announcements**, if any, have you seen, read, or heard about the Government of Canada's work on the environment and climate change?
 - PROMPT AS NEEDED: Have you heard about the Government of Canada's recent announcement of its Emissions Reduction Plan?
 - IF YES: What have you heard?
 - Where do you hear/see it?
 - What do you think about what you heard?

SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada has said it is working with Canadians in all parts of the country and all sectors of the economy to achieve Canada's climate goals and seize new economic opportunities. The 2030 plan is designed to be evergreen—a comprehensive roadmap that reflects levels of ambition to guide emissions reduction efforts in each sector.

In the 2030 plan, the Government of Canada is taking action by:

- Helping to reduce energy costs for our homes and buildings
 - Empowering communities to take climate action
 - Making it easier for Canadians to switch to electric vehicles
 - Driving down carbon pollution from the oil and gas sector
 - Powering the economy with renewable electricity
 - Helping industries develop and adopt clean technology in their journey to net-zero emissions
 - Investing in nature and natural climate solutions
 - Supporting farmers as partners in building a clean, prosperous future
 - Maintaining Canada's approach to pricing pollution
- What are your initial reactions when you see this priority list?
 - **POLL:** Now I'd like for you to choose which of these priorities you believe are the most important. You can select up to 3.

NOTE TO MODERATOR: FOR EACH, ASK ALL QUESTIONS BELOW

- Why did you choose this priority? Why is it important to you?
 - IF FEW OR NONE SELECTED AN OPTION: Why didn't you choose this option?
- What do you expect to see? What impacts do you expect this to have?
- Is it achievable? What barriers might there be to success?
- Are there any priorities listed that you do not think should there? Why is that?

EMISSIONS REDUCTION PLAN BACKGROUNDER (15 minutes) Vancouver Island Environmentally Concerned

- We're going to provide a link in the chat box (<https://www.canada.ca/en/environment-climate-change/news/2022/03/2030-emissions-reduction-plan--canadas-next-steps-for-clean-air-and-a-strong-economy.html>).
- I'd like you to click on it and take about five minutes to look up and down the webpage, and note anything that catches your attention, anything you find interesting, anything that is unclear, and ask whichever questions you want answers for.

ZERO-EMISSION VEHICLES (15 minutes) Vancouver Island Environmentally Concerned

- Has anyone here ever owned a Zero-Emission Vehicle, also known as ZEV (CLARIFY AS NEEDED: an electric vehicle is a type of ZEV)? Has anyone considered purchasing one?
 - What would be the main reason for you to consider buying a zero-emission vehicle?
 - What would be your main reason not to consider buying a zero-emission vehicle?
- How would you feel if the Government of Canada set a target that all new cars sold in Canada need to be ZEV by the year 2050?
 - IF NEGATIVE: Imagine that the prices of zero-emission cars in 2050 are no different than the prices of other comparable cars. Would that change your opinion, or is it more than just prices that concern you with this proposal?

OFFICIAL LANGUAGE MINORITY COMMUNITIES CHALLENGES (25 minutes) New Brunswick Francophones

Let's shift our focus...

- Thinking about the French language in your communities in New Brunswick, how do you feel about the state of the French language?
 - Do you think it is threatened?
- **POLL:** I'm going to show you a list of items related to living as a francophone in your region. I'd like you to select the ones you feel are a major challenge. You can select up to 3; if you don't think any are a challenge, then don't select any.
 - Accessing child care services in French
 - Accessing information from the Government of Canada in French
 - Accessing media content (e.g., radio, television, Internet, newspapers) in French
 - Attracting Francophones from outside the region to move here
 - Ensuring the Francophone community remains strong in the future
 - Feeling part of the Francophone community here
 - Keeping young Francophones in the region
 - Living in French in your region (e.g., participating in sports/activities, shopping, etc.)
 - Speaking in French to a Government of Canada representative
 - Transmitting the French language and culture to the next generation
 - Accessing services from businesses in French

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

- Were there any challenges missing from this list?

OFFICIAL LANGUAGE GOVERNMENT PRIORITIES (25 minutes) New Brunswick Francophones

- **POLL:** Now, I will show you a list of priorities related to official languages. I'd like you to select which of these priorities you believe are the most important for the Government of Canada to work on. You can select up to 3; if you don't think any should be a priority, don't select any.

SHOW ON SCREEN:

- Creating a strategy to support entrepreneurs in official language minority communities
- Ensuring every Canadian can be heard and understood by a judge in their official language of choice when before a court
- Ensuring that the private sector provides services in the preferred official language of Canadians
- Guaranteeing the equality of the English and French languages in Canada
- Increasing funding for schools for Francophone communities outside of Quebec

- Making investments to improve access to French immersion and French second-language programs across the country

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

- Was there anything missing from this list?
- Is there anything the Government of Canada should be doing to support the francophone community?

HEALTHCARE PRIORITY AREAS (20-25 minutes) **New Brunswick Francophones, GTA First-Time Home Buyers, Southwestern Ontario Men**

Thinking now specifically about healthcare priorities...

- What are the biggest challenges facing healthcare in your area?
- Has anyone heard about any recent commitments or announcements made by the Government of Canada on healthcare?

SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada recently announced five priority areas in healthcare:

- (1) addressing health worker shortages and reducing wait times;
- (2) increasing access to family health services;
- (3) improving long term care and home care;
- (4) addressing mental health and substance use; and
- (5) modernizing health data management and virtual care.

- What are your initial reactions when you see this priority list?
- Are there any priorities listed that you think are particularly important?
- Are there any priorities listed that you do not think should there? Why is that?

New Brunswick Francophones *NOTE TO MODERATOR: FOR EACH OF THE FIVE PRIORITIES, ASK ALL QUESTIONS BELOW*

- What types of policies or investments would you expect to see addressing this priority?
 - Are there any questions you would like to have answered on this priority?
 - Is this something you think will have a positive impact? Will it impact you directly?

PACIFICAN BRANDING (20 minutes) **Lower Mainland British Columbia**

We are now going to review two creative concepts that may be used by the Government of Canada to inform Canadians about things related to British Columbia...

These creative concepts could be displayed in brochures or signage, on websites, or on social media, such as Twitter and LinkedIn. Note that these are still in draft format, so all text, other than the word “PacifiCan”, is just a placeholder for the moment and is only meant to give you a visual sense of how the text would be displayed in various materials.

In evaluating both concepts, pay close attention to the various colours, fonts, icons, patterns, and other graphical elements within the presented materials.

Let’s take a look at the first concept:

SHOW CONCEPT A ON SCREEN

- What is your overall impression of this concept?
- What do you like most about it? What do you like least?
- Are there any elements (font, colours, logo, imagery, patterns, placement of elements etc.) in this concept that look out of place, that do not resonate with you, or that confuse you regarding their purpose?
 - I’d like to draw your attention to the logo on each creative (e.g., the green and white square shape, the semi-circle/triangle) – what are your thoughts on this?
- Prior to seeing this concept, how many of you were familiar with Pacific Economic Development Canada (PacifiCan) (SHOW OF HANDS)?
- Based on this concept, what are three to five words you would use to describe PacifiCan?

Now I’m going to show you a different concept.

SHOW CONCEPT B ON SCREEN

- What is your overall impression of this concept?
- What do you like most about it? What do you like least?
- Are there any elements (font, colours, logo, imagery, patterns, placement of elements etc.) in this concept that look out of place, that do not resonate with you, or that confuse you regarding their purpose?
 - And again, focusing on the logo (the thickish lines that form a kind of blank square in the centre) – what are your thoughts on this?
- Based on this concept, what are three to five words you would use to describe PacifiCan?

COMPARISON:

- **POLL:** Now that you've seen both concepts, which one would stand out to you more or catch your attention better on social media or within a printed publication?
 - CONCEPT A
 - CONCEPT B

MODERATOR TO GO THROUGH POLL RESULTS AND FIND REASONS FOR SELECTIONS

- Which concept better represents the essence of British Columbia, in your mind? (SHOW OF HANDS FOR A VS B)

YOUTH ISSUES (10 MINUTES) GMA Women

- What are the most important issues for young people that you think the Government of Canada should be focusing on the most? What makes you say that?
- When it comes to young people, is the Government of Canada typically on the right track or wrong track?

CONCLUSION (5-10 minutes)

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today or it could be something you think is important but wasn't discussed.

Major Centres Prairies Ukrainian Diaspora *NOTE TO MODERATOR: Take a few minutes to decompress with participants before letting them go.*

Guide du modérateur, version française

GUIDE DU MODÉRATEUR – AVRIL 2022 DOCUMENT MAÎTRE

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.
- **Diaspora ukrainienne des grands centres des Prairies** Informer les participantes et les participants que nous allons discuter de l'Ukraine; insister sur le fait que leur participation est volontaire et qu'il est possible de prendre une pause ou de demander à passer à une autre question si quoi que ce soit constitue un élément déclencheur.
- **Lower Mainland de la Colombie-Britannique** Y a-t-il parmi vous des propriétaires de petites entreprises ? (À MAIN LEVÉE)

LES PRIORITÉS ET LA PERFORMANCE DU GOUVERNEMENT DU CANADA [L'ENVIRONNEMENT] (15-30 minutes) Personnes soucieuses de l'environnement de l'île de Vancouver

- À votre avis, quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité ?
- **SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ** : Qu'en est-il de l'environnement et le changement climatique ? Où se classe l'environnement et le changement climatique parmi les principales priorités ? Pourquoi ?
- Dans le contexte plus large de l'environnement et du changement climatique, qu'est-ce qui vous préoccupe le plus ? Ou encore, quels sont les aspects spécifiques qui, selon vous, sont les plus importants ?
- Quelles sont **les principales nouvelles ou annonces** que vous vous souvenez d'avoir vues ou entendues **au cours des dernières années**, le cas échéant, concernant le travail du gouvernement du Canada en matière d'environnement et de changement climatique ?
 - Que retenez-vous de cela ?

- En matière d’environnement et de changement climatique, le gouvernement du Canada a-t-il été généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Qu’est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Pour les personnes qui disent qu’il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement du Canada pour se mettre sur la bonne voie ?
- La gestion des questions liées à l’environnement et au changement climatique par le gouvernement fédéral s’est-elle améliorée ou détériorée au fil du temps ?

BUDGET 2022 (15-90 minutes) Francophones du Nouveau-Brunswick, acheteurs d’une première habitation de la RGT, Lower Mainland de la Colombie-Britannique, hommes du Sud-Ouest de l’Ontario, personnes âgées de la région de Kitchener et de Waterloo, ménages à revenu élevé de la ville de Québec, personnes soucieuses du coût de la vie de la Nouvelle-Écosse rurale, femmes de la RGM, ménages à revenu moyen ou faible d’Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de la région de l’Outaouais

Attentes et impressions à l’égard du budget Francophones du Nouveau-Brunswick, acheteurs d’une première habitation de la RGT, Lower Mainland de la Colombie-Britannique, hommes du Sud-Ouest de l’Ontario, personnes âgées de la région de Kitchener et de Waterloo, ménages à revenu élevé de la ville de Québec, personnes soucieuses du coût de la vie de la Nouvelle-Écosse rurale, femmes de la RGM, ménages à revenu moyen ou faible d’Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de la région de l’Outaouais

[Je voudrais vous parler du budget fédéral/Je voudrais vous parler plus précisément des nouvelles concernant le récent budget fédéral]...

- **Francophones du Nouveau-Brunswick** Y en a-t-il parmi vous qui avez entendu parler du budget fédéral déposé plus tôt aujourd’hui ?
 - Qu’avez-vous entendu ?
 - Où en avez-vous entendu parler ?
 - Que pensez-vous de ce que vous avez entendu ?
 - Était-il axé, selon vous, sur les bons enjeux ?
 - Y a-t-il quelque chose que vous souhaitez y retrouver ? Y a-t-il quelque chose qui aurait dû y être inclus ?
- **Acheteurs d’une première habitation de la RGT, Lower Mainland de la Colombie-Britannique, hommes du Sud-Ouest de l’Ontario, personnes âgées de la région de Kitchener et de Waterloo, Ménages à revenus élevés de la ville de Québec, personnes soucieuses du coût de la vie de la Nouvelle-Écosse rurale, femmes de la RGM, ménages à revenu moyen ou faible d’Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de la région de l’Outaouais** Est-ce que quelqu’un a entendu quoi que ce soit au sujet du budget fédéral ?
 - SI OUI, SONDER EN PROFONDEUR :
 - Qu’avez-vous entendu ?

- Est-ce que quelqu'un a regardé le discours du budget en direct ? Sinon, où en avez-vous entendu parler ?
 - Quel est, selon vous, le thème général ou l'orientation du budget ?
 - Quelles initiatives précises contient-il ?
 - Contient-il quelque chose qui vous plaît ?
 - Quelque chose qui vous déplaît ?
 - SI OUI, SONDER : Que pensent les autres de (ÉLÉMENTS MENTIONNÉS) ?
 - Quelles sont vos impressions générales sur le budget ?
- **Personnes soucieuses du coût de la vie de la Nouvelle-Écosse rurale** Avant de passer à des mesures budgétaires spécifiques, je me demande dans quelle mesure le coût de la vie vous préoccupe ?
 - Pour les personnes qui sont préoccupées, quels aspects du coût de la vie vous occasionnent le plus de pression ?

Logement Acheteurs d'une première habitation de la RGT, Lower Mainland de la Colombie-Britannique, hommes du Sud-Ouest de l'Ontario, personnes âgées de la région de Kitchener et de Waterloo, Ménages à revenus élevés de la ville de Québec, personnes soucieuses du coût de la vie de la Nouvelle-Écosse rurale, femmes de la RGM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de la région de l'Outaouais

- Le budget 2022 fait du logement un domaine prioritaire. Dans quelle mesure l'abordabilité du logement est-elle un enjeu important ?
 - En ce qui concerne la question de l'abordabilité du logement, le gouvernement du Canada est-il globalement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

Je vais maintenant vous montrer diverses initiatives en matière de logement qui figurent dans le budget. Il y a quelques catégories différentes, et nous allons les passer en revue individuellement.

SONDAGE : Voici la première série. Je voudrais que vous choisissiez celles qui, selon vous, auront l'impact le plus positif sur le marché du logement au Canada. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois. Si vous pensez qu'aucune n'aurait un impact positif, n'en sélectionnez pas.

Construction de logements neufs

- Un nouveau *Fonds pour accélérer la construction de logements* versera de l'argent aux municipalités dans le but de construire 100 000 nouveaux logements.
- Réaffecter les budgets d'infrastructure existants pour prioriser la construction de nouveaux logements supplémentaires.

- Investir 750 millions de dollars de nouveaux fonds pour le transport en commun aux municipalités qui s'engagent à investir leurs propres fonds dans la construction de nouveaux logements.
 - Un investissement supplémentaire de 1,5 milliard de dollars sur deux ans pour la construction de nouveaux logements abordables destinés aux personnes en situation d'itinérance ou de violence familiale.
 - Un montant supplémentaire de 2,9 milliards de dollars sur quatre ans pour le *Fonds national de co-investissement pour le logement* qui contribue à créer de nouveaux logements ainsi qu'à réparer des logements existants pour les personnes à faible revenu.
 - Des fonds supplémentaires de 216 millions de dollars pour inciter les promoteurs à construire de nouveaux logements locatifs dont le prix de location est inférieur au prix moyen dans les zones où ils sont construits.
 - Un investissement supplémentaire de 500 millions de dollars visant à augmenter le nombre de coopératives d'habitation au Canada, avec la promesse d'accorder un milliard de dollars de plus en prêts aux projets de coopératives d'habitation.
 - Des fonds supplémentaires de 150 millions de dollars sur deux ans pour le logement dans les territoires du Nord.
- Parmi tous les éléments contenus dans cette section, lesquels seraient, selon vous, les plus utiles pour traiter la crise du logement ?
 - Parmi ces éléments est-ce qu'il y en a qui vous toucheraient personnellement ?
 - Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire ?

SONDAGE : Voici la deuxième série. Une fois de plus, veuillez choisir celles qui, selon vous, auront l'impact le plus positif sur le marché du logement au Canada. (RÉPÉTER LES INSTRUCTIONS AU BESOIN : Vous pouvez en choisir jusqu'à trois. Si vous pensez qu'aucune n'aurait un impact positif, n'en sélectionnez pas.)

Abordabilité du logement

- Le *Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété*, qui permet aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour faire l'acquisition.
- Doubler le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation de 5 000 \$ à 10 000 \$.
- Un paiement unique de 500 \$ aux personnes qui font face à des difficultés d'accès au logement abordable.
- Élargir l'*Incitatif à l'achat d'une première propriété* afin d'offrir plus de souplesse et de faciliter l'accès pour les Canadiens et Canadiennes sans conjoint ou conjointe.
- Un montant supplémentaire de 200 millions de dollars visant à accroître les possibilités de location avec option d'achat.

- Un investissement de 562 millions de dollars sur deux ans pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, ainsi que 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans.
- Parmi tous les éléments contenus dans cette section, lesquels seraient, selon vous, les plus utiles pour traiter la crise du logement ?
- Parmi ces éléments est-ce qu'il y en a qui vous toucheraient personnellement ?
- Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire ?

SONDAGE : Et voici la dernière série. Une fois de plus, veuillez choisir celles qui, selon vous, auront l'impact le plus positif sur le marché du logement au Canada. (RÉPÉTER LES INSTRUCTIONS AU BESOIN : Vous pouvez en choisir jusqu'à trois. Si vous pensez qu'aucune n'aurait un impact positif, n'en sélectionnez pas.)

Protéger les Canadiens

- Mettre fin aux offres à l'aveugle (*les offres à l'aveugle sont celles où les acheteurs ne connaissent pas l'offre des autres*).
- Créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des « réno-évictions » (*une réno-éviction survient lorsqu'un propriétaire évince un locataire en prétextant qu'il effectuera des rénovations majeures*).
- Interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans.
- De nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat (flip immobilier).
- Rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables afin de dissuader les spéculateurs d'acheter des propriétés résidentielles et de les laisser vacantes (une cession de contrat de vente est une opération par laquelle un vendeur vend ses intérêts dans une propriété avant d'en prendre possession).
- Parmi tous les éléments contenus dans cette section, lesquels seraient, selon vous, les plus utiles pour traiter la crise du logement ?
- Parmi ces éléments est-ce qu'il y en a qui vous toucheraient personnellement ?
- Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire ?

Acheteurs d'une première habitation de la RGT, Lower Mainland de la Colombie-Britannique, hommes du Sud-Ouest de l'Ontario, personnes âgées de la région de Kitchener et de Waterloo
Maintenant, je voudrais vous montrer quelques initiatives contenues dans le budget fédéral en lien avec la rénovation des logements.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Rénovation des logements

- Un crédit d'impôt pouvant atteindre 7 500 \$ pour quiconque rénove son logement en vue d'y accueillir une personne âgée ou un adulte en situation de handicap.
 - Une nouvelle *Stratégie canadienne pour les bâtiments durables*, comprenant un investissement supplémentaire de 350 millions de dollars au cours des cinq prochaines années pour rendre les bâtiments plus écologiques.
 - Des fonds supplémentaires de 458,6 millions de dollars viennent s'ajouter aux subventions existantes et aux programmes de prêts à faible taux d'intérêt pour des rénovations écoénergétiques.
- **Acheteurs d'une première habitation de la RGT, Lower Mainland de la Colombie-Britannique, hommes du Sud-Ouest de l'Ontario, personnes âgées de la région de Kitchener et de Waterloo** Y a-t-il des éléments contenus dans cette section qui pourraient vous toucher personnellement ?
 - **Acheteurs d'une première habitation de la RGT, Lower Mainland de la Colombie-Britannique, hommes du Sud-Ouest de l'Ontario, personnes âgées de la région de Kitchener et de Waterloo** Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire ?
 - Maintenant, si l'on réfléchit à toutes les nouvelles politiques en matière de logement dont nous avons discuté aujourd'hui, quelle est votre impression globale du nouveau plan sur le logement du gouvernement du Canada ?
 - Certaines personnes ont décrit cette stratégie comme une stratégie du logement de type « toutes ces réponses ». Diriez-vous que c'est exact ou qu'il manque encore des éléments ?
 - Pensez-vous qu'il est envisageable que toutes ces initiatives puissent être réalisées ?
 - Tenons pour acquis, pour le moment, que toutes ces initiatives peuvent être réalisées. Quel serait, selon vous, l'impact de cette approche sur les défis que pose la question du logement au Canada ?

L'Économie **Acheteurs d'une première habitation de la RGT, Lower Mainland de la Colombie-Britannique, hommes du Sud-Ouest de l'Ontario, personnes âgées de la région de Kitchener et de Waterloo, Ménages à revenus élevés de la ville de Québec, personnes soucieuses du coût de la vie de la Nouvelle-Écosse rurale, femmes de la RGM**

Je voudrais maintenant aborder quelques autres éléments qui ont été annoncés dans le récent budget. Pour ce faire, je vais vous lire quelques citations tirées du discours du budget prononcé à la Chambre des communes [jeudi dernier/plus tôt ce mois-ci/récemment].

Acheteurs d'une première habitation de la RGT, Lower Mainland de la Colombie-Britannique, hommes du Sud-Ouest de l'Ontario, personnes âgées de la région de Kitchener et de Waterloo Tout d'abord, ce qui suit aurait servi à décrire l'état actuel de l'économie canadienne :

« Notre économie a récupéré 112 % des emplois perdus lors de ces terribles premiers mois contre seulement 90 % aux États-Unis. Notre taux de chômage est tombé à seulement 5,5 %, près du niveau record de 5,4 % atteint en 2019, le plus bas au Canada en cinq décennies.

Notre PIB réel dépasse de plus d'un point de pourcentage son niveau d'avant la pandémie. Pensez à ça : après une récession dévastatrice — pendant laquelle les vagues ont déferlé les unes après les autres et les confinements se sont succédé — notre économie ne s'est pas simplement rétablie. Elle est en pleine effervescence. »

- Quelle est votre réaction à cette citation ? Pensez-vous que cela soit une description exacte de la situation économique actuelle du Canada ?

Acheteurs d'une première habitation de la RGT, Lower Mainland de la Colombie-Britannique, hommes du Sud-Ouest de l'Ontario, personnes âgées de la région de Kitchener et de Waterloo, Ménages à revenus élevés de la ville de Québec, personnes soucieuses du coût de la vie de la Nouvelle-Écosse rurale La [prochaine/première] citation dont je veux discuter est la suivante :

« Nous sommes absolument résolus à ce que notre ratio de la dette au PIB continue de diminuer. Nos déficits pandémiques diminuent et ils doivent continuer à diminuer. Les dettes exceptionnelles engagées pour assurer la sécurité et la solvabilité des Canadiens doivent être remboursées. C'est notre cible budgétaire. Nous ne la manquerons pas. »

- Quelle est votre réaction à cette citation ?
- Le budget 2022 n'est pas un budget équilibré, mais il comprend un plan qui prévoit un déficit moins important que ceux des dernières années. Est-il important de parvenir à l'équilibre budgétaire à court terme, ou est-ce qu'une réduction progressive des déficits est plus appropriée en ce moment ?

Acheteurs d'une première habitation de la RGT, Lower Mainland de la Colombie-Britannique, hommes du Sud-Ouest de l'Ontario, personnes âgées de la région de Kitchener et de Waterloo La prochaine citation porte sur l'innovation :

« Nous accusons toutefois du retard sur le plan de la productivité économique. La productivité est importante, parce que c'est ce qui garantit le rêve de tous les parents, à savoir que nos enfants vivront dans un monde plus prospère.

C'est un problème canadien bien connu, et insidieux. Il est temps que le Canada s'y attaque.

Nous proposons de le faire, en partie, par l'intermédiaire d'une nouvelle agence d'innovation et d'investissement. Elle s'appuiera sur les meilleures pratiques internationales de partout dans le monde. Elle donnera aux entreprises canadiennes de tous les secteurs de l'économie les outils et les incitatifs dont elles ont besoin pour créer et innover, et pour prendre des risques et de croître. »

- Que pensez-vous de l'idée d'une nouvelle agence d'innovation et d'investissement ?
- Y a-t-il autre chose qui ressort pour vous dans cette citation ?

Acheteurs d'une première habitation de la RGT, Lower Mainland de la Colombie-Britannique, hommes du Sud-Ouest de l'Ontario, personnes âgées de la région de Kitchener et de Waterloo, Ménages à revenus élevés de la ville de Québec, personnes soucieuses du coût de la vie de la Nouvelle-Écosse rurale, femmes de la RGM La [première/dernière] citation met en évidence quelques politiques annoncées relatives à une transition verte. Cette citation ne mentionne que certains éléments d'un plan plus vaste. Je vous invite donc à réfléchir à ceux-ci plutôt qu'à tout autre élément qui, selon vous, pourrait être absent :

« L'économie mondiale devient verte. Le Canada peut devenir un chef de fil ou traîner de la patte. Évidemment, ce n'est pas du tout une option — c'est pourquoi notre gouvernement investit de manière urgente dans cette transition. Notre plan est dicté par notre prix national sur la pollution — le plus intelligent et le plus efficace incitatif à l'action climatique — et par un nouveau fonds de croissance du Canada qui aidera à attirer des milliards de dollars en capital privé dont nous avons besoin pour transformer notre économie à grande vitesse et à grande échelle. »

- Quelle est votre réaction à cette citation ?
- Êtes-vous d'accord avec l'idée que le Canada doit montrer la voie d'une transition verte ?
- Selon vous, à quoi servira le nouveau *Fonds de croissance du Canada* ?

Formation axée sur les compétences Personnes âgées de la région de Kitchener et de Waterloo, ménages à revenus élevés de la ville de Québec, personnes soucieuses du coût de la vie de la Nouvelle-Écosse rurale, femmes de la RGM

La prochaine citation porte sur la formation axée sur les compétences :

« En 2020, le Canada a connu la croissance démographique la plus rapide du G7. À l'heure où le monde cherche désespérément des travailleurs et des gens de talent, l'enthousiasme unique de notre pays pour l'accueil des nouveaux Canadiens est un puissant catalyseur de prospérité économique. Ce budget facilitera la tâche des immigrants qualifiés dont notre économie a besoin pour faire du Canada leur nouveau chez-soi. Il investira également dans les travailleurs déterminés et talentueux qui sont déjà ici. »

- Quelle est votre réaction à cette citation ?
 - Y a-t-il quelque chose qui ressort de cette citation ?
- Y a-t-il quoi que ce soit que vous y changeriez ?

Garde d'enfants Personnes âgées de la région de Kitchener et de Waterloo, ménages à revenus élevés de la ville de Québec, personnes soucieuses du coût de la vie de la Nouvelle-Écosse rurale

La prochaine citation porte sur les services de garde d'enfants :

« Lorsque nous avons fait la promesse, il y a moins d'un an, de faire des services de garde d'enfants de grande qualité et abordables une réalité pour les Canadiens, notre plan a été accueilli avec enthousiasme. Mais les applaudissements étaient accompagnés d'un scepticisme justifiable. Après tout, des promesses similaires avaient été faites et rompues pendant des décennies — à cinq reprises en fait! C'est pourquoi, comme je suis ici aujourd'hui, je suis si fière de le dire, nous avons tenu notre promesse. Nous avons signé des ententes sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants avec chaque province et territoire. C'est la libération des femmes. Plus de femmes n'auront plus à choisir entre la maternité et une carrière. Et la mesure rendra la vie plus abordable pour les familles canadiennes de la classe moyenne. »

- Quelle est votre réaction à cette citation ?
 - Y a-t-il quelque chose qui ressort de cette citation ?
- Que pensez-vous des services de garde d'enfants en tant que politique économique féministe ?

Incitatifs fiscaux Ménages à revenu élevé de la ville de Québec

Je vais maintenant vous montrer diverses initiatives fiscales contenues dans le budget. Pour faciliter la tâche, nous les avons réparties en deux groupes.

SONDAGE : Je voudrais que vous choisissiez celles qui, selon vous, auront l'impact le plus positif. Vous pouvez en choisir jusqu'à deux. Si vous pensez qu'aucune n'aurait un impact positif, n'en sélectionnez pas.

- Changer les processus de transactions financières pour limiter l'utilisation des structures corporatives dans des paradis fiscaux afin de se livrer à de l'évitement fiscal abusif.
 - Examiner un nouveau régime fiscal minimal qui fera en sorte que tous les Canadiens fortunés paient leur juste part d'impôt.
 - Augmenter le taux d'imposition du revenu des entreprises de 15 % à 16,5 % sur le revenu imposable des groupes de banques et d'assureurs-vie au-dessus du seuil de 100 millions de dollars.
 - Introduire un dividende temporaire pour la relance du Canada, au titre duquel les groupes de banques et d'assureurs-vie paieront un impôt ponctuel de 15 % sur le revenu imposable supérieur à 1 milliard de dollars pour l'année d'imposition 2021.
- Parmi tous les éléments contenus dans cette section, lesquels auraient, selon vous, le plus d'impact ?

- Parmi ces éléments est-ce qu'il y en a qui vous toucheraient personnellement ?
- Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire ?

SONDAGE : Voici la deuxième série. Une fois de plus, veuillez choisir celles qui, selon vous, auront l'impact le plus positif. (RÉPÉTER LES INSTRUCTIONS AU BESOIN : Vous pouvez en choisir jusqu'à deux. Si vous pensez qu'aucune n'aurait un impact positif, n'en sélectionnez pas.)

- Étendre la réduction de 50 % du taux d'imposition général des sociétés et du taux d'imposition des petites entreprises à l'intention des fabricants de technologies à zéro émission pour viser également les fabricants de thermopompes à air (*celles-ci utilisent l'air extérieur comme source d'énergie thermique en mode de chauffage et comme dissipateur pour rejeter l'énergie en mode de refroidissement*).
 - Lancer un examen du secteur financier axé sur la numérisation de l'argent (telles les cryptomonnaies et les cryptomonnaies stables).
 - Éliminer l'accès au taux d'imposition des petites entreprises de façon plus graduelle et sera complètement éliminé lorsque le capital imposable (essentiellement les bénéfices non répartis) atteint 50 millions de dollars, plutôt que 15 millions.
 - Fournir un financement de 1,2 milliard de dollars sur cinq ans à l'Agence du revenu du Canada (ARC) pour élargir les audits et les poursuites des grandes entités et des non-résidents qui participent à une planification fiscale abusive et à l'évasion fiscale criminelle.
- Parmi tous les éléments contenus dans cette section, lesquels auraient, selon vous, le plus d'impact ?
 - Parmi ces éléments est-ce qu'il y en a qui vous toucheraient personnellement ?
 - Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire ?

Pour conclure Acheteurs d'une première habitation de la RGT, Lower Mainland de la Colombie-Britannique, hommes du Sud-Ouest de l'Ontario, personnes âgées de la région de Kitchener et de Waterloo, Ménages à revenus élevés de la ville de Québec, personnes soucieuses du coût de la vie de la Nouvelle-Écosse rurale, femmes de la RGM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de la région de l'Outaouais

- En tenant compte de tout ce dont nous avons discuté aujourd'hui, quelle est votre impression générale du budget de 2022 ?
- Y a-t-il autre chose qui n'a **pas été abordé** ici et que vous souhaiteriez voir figurer dans le budget ?

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5-35 minutes) Personnes soucieuses de l'environnement de l'île de Vancouver, francophones du Nouveau-Brunswick, acheteurs d'une première habitation de la RGT, Lower Mainland de la Colombie-Britannique, hommes du Sud-Ouest

de l'Ontario, personnes âgées de la région de Kitchener et de Waterloo, ménages à revenu élevé de la ville de Québec, personnes soucieuses du coût de la vie de la Nouvelle-Écosse rurale, femmes de la RGM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de la région de l'Outaouais

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours ?

Soins dentaires Personnes âgées de la région de Kitchener et de Waterloo

- Avez-vous entendu parler de soins dentaires ? Quelles sont vos impressions ?
 - Avez-vous de quelconques préoccupations ?

COMPLÉMENT D'INFORMATION : Le budget de 2022 propose d'accorder un financement pour offrir des soins dentaires aux Canadiens. Le régime couvrira d'abord les personnes de moins de 12 ans en 2022 et sera ensuite élargi aux moins de 18 ans, aux aînés et aux personnes en situation de handicap en 2023. La mise en œuvre complète du régime est prévue pour 2025. Le programme sera limité aux familles ayant un revenu annuel inférieur à 90 000 \$, et toute personne ayant un revenu annuel inférieur à 70 000 \$ n'aura pas à payer de quote-part.

- Quelles sont vos réactions en entendant ce plan ? Y a-t-il quelque chose qui ressort ?
 - Le fait de connaître ces détails, répond-il à vos préoccupations ?

3e lien Ménages à revenu élevé de la ville de Québec

- Qu'avez-vous entendu au sujet du 3e lien ?
- À quel point cet enjeu est-il important ? Selon vous, quel sera l'impact si ce projet est approuvé ou s'il est rejeté ?
- Avez-vous de quelconques préoccupations concernant ce projet ?
- Que souhaiteriez-vous voir se produire ?
- Que vous attendez-vous à voir se produire ?
- Le gouvernement fédéral a-t-il un rôle à jouer dans ce projet ?

Projet Bay du Nord Ménages à revenu élevé de la ville de Québec, femmes de la RGM, ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de la région de l'Outaouais

- Qu'avez-vous entendu au sujet du projet Bay du Nord ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Equinor a proposé de construire et d'exploiter une installation flottante de production de pétrole et de gaz extracôtière à l'est de Terre-Neuve-et-Labrador. Tel qu'il est proposé, le projet d'exploitation de Bay du Nord aurait une durée de vie d'environ 30 ans, et des puits et des ancrages supplémentaires seront possiblement ajoutés à l'installation de production. À la suite d'une évaluation environnementale qui a conclu qu'il n'aurait pas d'effets négatifs importants sur l'environnement, le gouvernement fédéral a approuvé le projet.

- Quelles sont vos réactions face à l'approbation de ce projet ?
 - Selon vous, est-ce que c'était le bon choix ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- [Dans l'ensemble], quels seront, selon vous, les impacts de ce projet ?
 - **Ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de la région de l'Outaouais** Plus précisément, quels impacts aura-t-il, selon vous, sur les futurs projets pétroliers au Canada ?

L'entreprise de chemins de fer CN Femmes de la RGM

- Est-ce que quelqu'un a entendu parler de la question du nombre de francophones au sein du conseil d'administration du transporteur ferroviaire CN ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Le CN ou la « Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, » Air Canada et les tiers qui fournissent des services pour le compte d'institutions fédérales ont des obligations en vertu de la Loi sur les langues officielles du Canada de fournir des services en français et en anglais. Le CN fournit des services dans les deux langues officielles, toutefois, il ne compte actuellement aucun francophone au sein de son conseil d'administration. Le CN (la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada) est la plus grande société ferroviaire du Canada et son siège social est situé à Montréal.

- Quelles sont vos réactions ayant appris cela ?
 - Dans quelle mesure est-ce un enjeu important pour vous ?
 - Que voudriez-vous voir se produire ?

Sources de nouvelles et l'humeur du public Ménages à revenu moyen ou faible d'Edmonton, ménages à revenu moyen ou faible de la région de l'Outaouais

- Quelles sont, habituellement, vos sources de nouvelles ?
 - Y'en a-t-il parmi vous qui obtenez les nouvelles à partir des plateformes de médias sociaux ? Si oui, lesquelles ?

- Les Canadiens sont-ils plutôt divisés ou plutôt unis sur les enjeux importants auxquels notre pays est confronté ?
 - Quels sont certains des enjeux importants sur lesquels les Canadiens s'entendent le plus ?
 - Quels sont certains des enjeux importants sur lesquels, selon vous, les Canadiens sont le plus divisés ?
 - Comment le savez-vous ?
- Les Canadiens sont-ils plus divisés aujourd'hui que par le passé ? Pourquoi ?
 - Si oui, quand ces divisions se sont-elles aggravées ?
 - Quelles sont les principales causes de ces divisions ?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Les divisions ont-elles été aggravées par la pandémie ? Pourquoi ou pourquoi pas ? Comment ?
- Est-ce que quelqu'un est préoccupé par les divisions qui existent au Canada ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Le gouvernement du Canada devrait-il faire quelque chose pour s'attaquer aux divisions qui existent au sein du pays ? Si oui, quoi ?

LES UKRAINIENS (100 minutes) Diaspora ukrainienne des grands centres des Prairies

- Pensez-vous que le Canada est prêt à accueillir un afflux d'Ukrainiens qui ont fui leur pays ? Pourquoi ou pourquoi pas ? Qu'en est-il dans votre communauté ?
- Avez-vous de quelconques préoccupations concernant les Ukrainiens déplacés qui viennent au Canada ?
- Selon vous, que devrait-il se passer, le cas échéant, pour que le Canada accueille des Ukrainiens ? À quoi ressemblerait le succès ? À votre avis, que faudrait-il prendre en compte et prévoir ? Qu'en est-il dans votre communauté ?
- Considérez-vous votre communauté comme un lieu accueillant ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Le gouvernement du Canada a annoncé l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine. Y'en a-t-il parmi vous qui en ont entendu parler ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN/AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a créé l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU), qui permettra aux Ukrainiens et aux membres de leur famille de venir au Canada le plus rapidement possible et de travailler ou d'étudier pendant leur séjour au pays.

En ce qui concerne les ressortissants ukrainiens qui sont à l'extérieur du Canada, ils obtiennent avec l'AVUCU un visa de visiteur qui leur permet de venir temporairement au Canada et d'y rester jusqu'à ce qu'ils puissent rentrer en Ukraine en toute sécurité. Ce visa de visiteur donne également la possibilité de demander, au même moment, un permis de travail ou bien d'obtenir le statut d'étudiant si la personne est âgée de moins de 18 ans et souhaite étudier au Canada. Ils peuvent rester au Canada jusqu'à 3 ans à la fois ou jusqu'à l'expiration de leur passeport. Lorsque leur statut est sur le point d'expirer, ils doivent demander une prolongation de séjour.

- Êtes-vous favorable à ce plan ou vous y opposez-vous ? Pour quelle raison ?
 - Quel en sera, selon vous, l'impact sur le Canada ? Votre communauté ?
- Selon vous, quels soutiens sont importants pour aider les Ukrainiens après leur arrivée ?
- Souhaiteriez-vous faire du bénévolat pour soutenir les Ukrainiens qui arrivent ? Si oui, de quelles manières ?
- Pensez-vous qu'il y a quelque chose, qui n'a pas déjà été mentionné, que le gouvernement du Canada devrait faire pour soutenir les Canadiens d'origine ukrainienne qui vivent déjà au Canada ?
 - Le gouvernement fédéral peut-il faire quoi que ce soit pour aider à protéger la langue et la culture des Ukrainiens vivant au Canada ?

PLAN DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS (40 minutes) Personnes soucieuses de l'environnement de l'île de Vancouver

- Quelles **nouvelles ou annonces récentes**, le cas échéant, avez-vous vues, lues ou entendues au sujet du travail du gouvernement du Canada en matière d'environnement et de changement climatique ?
 - SONDER SI NÉCESSAIRE : Avez-vous entendu parler de l'annonce récente du gouvernement du Canada concernant son *Plan de réduction des émissions* ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?
 - Où en avez-vous entendu parler ? Où l'avez-vous vu ?
 - Que pensez-vous de ce que vous avez entendu ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a déclaré qu'il travaille avec les Canadiens de toutes les régions du pays et de tous les secteurs de l'économie pour atteindre les objectifs climatiques du Canada et saisir les nouvelles possibilités économiques. Le plan pour 2030 est évolutif ; il s'agit d'une feuille de route exhaustive fondée sur divers niveaux d'ambition pour guider les efforts de réduction des émissions dans chaque secteur.

Au titre du plan pour 2030, le gouvernement du Canada prendra les mesures suivantes :

- Abaisser les coûts en énergie des maisons et des immeubles
 - Donner aux collectivités les moyens de prendre des mesures de lutte contre les changements climatiques
 - Faciliter la transition des Canadiens vers les véhicules électriques
 - Réduire la pollution par le carbone dans le secteur pétrolier et gazier
 - Alimenter l'économie avec de l'électricité renouvelable
 - Aider les industries à développer et à adopter des technologies propres au cours de leur transition vers la carboneutralité
 - Investir dans la nature et les solutions climatiques naturelles
 - Soutenir les agriculteurs en tant que partenaires de la création d'un avenir propre et prospère
 - Maintenir l'approche canadienne de tarification de la pollution
- Quelles sont vos premières réactions en voyant cette liste de priorités ?
 - **SONDAGE** : Maintenant, je voudrais que vous choisissiez parmi ces priorités celles qui, selon vous, sont les plus importantes. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois.

NOTE AU MODÉRATEUR : POUR CHACUN DES CHOIX, POSER TOUTES LES QUESTIONS CI-DESSOUS

- Pourquoi avez-vous choisi cette priorité ? Pourquoi est-elle importante pour vous ?
 - SI PEU OU PERSONNE N'À CHOISI UNE QUELCONQUE OPTION : Pourquoi n'avez-vous pas choisi cette option ?
- À quoi vous attendez-vous ? Quels en seront les impacts, selon vous ?
- Est-ce réalisable ? Quels sont les obstacles à la réussite ?
- Y a-t-il des priorités énumérées qui, selon vous, ne devraient pas figurer dans la liste ? Pour quelle raison ?

DOCUMENT D'INFORMATION SUR LE PLAN DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS (15 minutes) Personnes soucieuses de l'environnement de l'île de Vancouver

- Nous allons vous fournir [un lien](https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/nouvelles/2022/03/plan-de-reduction-des-emissions-pour-2030--prochaines-etapes-du-canada-pour-un-air-pur-et-une-economie-forte.html) dans la boîte de clavardage (<https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/nouvelles/2022/03/plan-de-reduction-des-emissions-pour-2030--prochaines-etapes-du-canada-pour-un-air-pur-et-une-economie-forte.html>).
- Je vous invite à cliquer dessus, à prendre environ cinq minutes pour parcourir la page Web en entier et à noter tout ce qui capte votre attention, tout ce que vous trouvez intéressant, tout ce qui n'est pas clair, et à poser toutes les questions auxquelles vous voulez des réponses.

VÉHICULES ZÉRO-ÉMISSION (15 minutes) Personnes soucieuses de l'environnement de l'île de Vancouver

- Y a-t-il quelqu'un qui a déjà été propriétaire d'un véhicule zéro émission, aussi connu comme un VZE (ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN : un véhicule électrique est un type de VZE) ? Est-ce que quelqu'un en a déjà envisagé l'achat ?
 - Quelle serait la raison principale pour laquelle vous envisageriez l'achat d'un véhicule à zéro émission ?
 - Quelle serait la raison principale pour laquelle vous n'envisageriez pas l'achat d'un véhicule à zéro émission ?
- Que penseriez-vous si le gouvernement du Canada fixait un objectif qui voudrait que tous les véhicules neufs vendus au Canada soient des VZE d'ici l'année 2050 ?
 - SI NÉGATIF : Imaginez que le prix des automobiles à zéro émission n'était pas différent du prix des autres véhicules comparables. Est-ce que cela vous ferait changer d'avis ou bien y a-t-il autre chose que le prix qui vous préoccupe par rapport à cette proposition ?

LES COMMUNAUTÉS DE LANGUE OFFICIELLE EN SITUATION MINORITAIRE (25 minutes) Francophones du Nouveau-Brunswick

Concentrons-nous sur un autre sujet...

- En ce qui concerne la langue française dans vos communautés au Nouveau-Brunswick, que pensez-vous de l'état de la langue française ?
 - Pensez-vous qu'elle est menacée ?
- **SONDAGE** : Je vais vous présenter une liste d'éléments qui ont trait à la vie en tant que francophone dans votre région. J'aimerais que vous choisissiez ceux qui, selon vous, représentent un défi majeur. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois ; n'en sélectionnez pas si vous pensez qu'il n'y en a aucun qui représente un défi.
 - Accéder à des services de garde d'enfants en français
 - Accéder à l'information provenant du gouvernement du Canada en français
 - Accéder à du contenu médiatique (radio, télévision, Internet, journaux) en français
 - Attirer des francophones venant de l'extérieur de la région pour s'installer ici
 - S'assurer que la communauté francophone demeurera forte pour les années à venir
 - Avoir le sentiment de faire partie de la communauté francophone d'ici
 - Retenir les jeunes francophones dans la région
 - Vivre en français dans votre région (par exemple, participer à des sports/activités, faire les courses, etc.)
 - Parler en français à un(e) représentant(e) du gouvernement du Canada

- Transmettre la langue et la culture française à la prochaine génération
- Accéder aux services offerts par les commerces en français

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

- Est-ce qu'il y avait quoi que ce soit qui manquait dans cette liste ?

PRIORITÉS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE LANGUE OFFICIELLE (25 minutes) Francophones du Nouveau-Brunswick

- **SONDAGE :** Maintenant, je vais vous présenter une liste de priorités en matière de langue officielle. J'aimerais que vous choisissiez celles qui, selon vous, constituent les plus importantes sur lesquelles le gouvernement du Canada doit travailler. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois ; n'en sélectionnez pas si vous pensez qu'il n'y en a aucune qui représente une priorité.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Créer une stratégie pour soutenir les entrepreneurs au sein des communautés de langue officielle en situation minoritaire
- S'assurer que chaque Canadien peut être entendu et compris par un juge dans la langue officielle de son choix devant un tribunal
- S'assurer que le secteur privé offre des services dans la langue officielle de choix des Canadiennes et des Canadiens
- Garantir l'égalité des langues française et anglaise au Canada
- Augmenter le financement des écoles pour les communautés francophones hors Québec
- Investir pour améliorer l'accès aux programmes d'immersion en français et de français langue seconde dans tout le pays

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

- Est-ce qu'il y avait quoi que ce soit qui manquait dans cette liste ?
- Y a-t-il quoi que ce soit que le gouvernement du Canada devrait faire pour soutenir la communauté francophone ?

DOMAINES PRIORITAIRES EN MATIÈRE DE SOINS DE SANTÉ (20-25 minutes) Francophones du Nouveau-Brunswick, acheteurs d'une première habitation de la RGT, hommes du Sud-Ouest de l'Ontario

En pensant maintenant tout particulièrement aux priorités en matière de soins de santé...

- Quels sont les plus grands défis liés aux soins de santé dans votre région ?
- Est-ce que quelqu'un a entendu parler de récents engagements ou d'annonces faites par le gouvernement du Canada en matière de soins de santé ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé cinq domaines prioritaires en matière de soins de santé :

- (1) remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente ;
- (2) augmenter l'accès aux soins de santé familiale ;
- (3) améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile ;
- (4) s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances ;
- (5) moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels.

- Quelles sont vos premières réactions lorsque vous voyez cette liste de priorités ?
- Parmi les priorités énumérées, y en a-t-il qui vous semblent particulièrement importantes ?
- Y a-t-il des priorités qui, selon vous, ne devraient pas figurer sur la liste ? Pour quelles raisons ?

Francophones du Nouveau-Brunswick POUR CHACUNE DES CINQ PRIORITÉS, POSER TOUTES LES QUESTIONS CI-DESSOUS :

- Quels types de politiques ou d'investissements vous attendriez-vous à voir en réponse à cette priorité ?
 - Y a-t-il des questions auxquelles vous souhaiteriez obtenir des réponses au sujet de cette priorité ?
 - Pensez-vous que ce soit quelque chose qui aura un impact positif ? Aura-t-elle un impact direct sur vous ?

L'IDENTITÉ DE MARQUE DE PACIFICAN (20 minutes) Lower Mainland de la Colombie-Britannique

Nous allons maintenant passer en revue deux concepts créatifs qui pourraient être utilisés par le gouvernement du Canada pour informer les Canadiennes et les Canadiens sur des sujets concernant la Colombie-Britannique...

Ces concepts créatifs pourraient figurer dans des brochures ou sur des affiches, des sites Web ou des médias sociaux, comme Twitter et LinkedIn. Veuillez noter que ces concepts sont encore à l'état d'ébauche, donc tout le texte, autre que le mot « Pacifican », n'est qu'un paramètre fictif pour le moment et n'a pour but que de vous donner une idée visuelle de la façon dont le texte serait présenté dans une variété de matériel de communication.

En évaluant ces deux concepts, veuillez prêter une attention particulière aux différentes couleurs, polices de caractères, icônes, motifs et autres éléments graphiques contenus dans le matériel présenté.

Regardons le premier concept :

AFFICHER CONCEPT A À L'ÉCRAN

- Quelle est votre impression globale de ce concept ?
- Qu'est-ce qui vous plaît le plus dans ce concept ? Qu'est-ce qui vous plaît le moins ?
- Y a-t-il des éléments (la police de caractères, les couleurs, le logo, l'imagerie, les motifs, l'emplacement des éléments, etc.) dans ce concept qui semblent mal placés, qui ne vous interpellent pas ou qui prêtent à confusion quant à leur fonction ?
 - J'aimerais attirer votre attention sur le logo de chaque concept créatif (par exemple, la forme carrée de couleur vert et blanc, le demi-cercle/triangle) — qu'en pensez-vous ?
- Avant de voir ce concept, combien d'entre vous connaissaient Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan) (À MAIN LEVÉE) ?
- Sur la base de ce concept, quels sont les trois à cinq mots que vous utiliseriez pour décrire PacifiCan ?

Maintenant, je vais vous montrer un autre concept.

AFFICHER CONCEPT B À L'ÉCRAN

- Quelle est votre impression globale de ce concept ?
- Qu'est-ce qui vous plaît le plus dans ce concept ? Qu'est-ce qui vous plaît le moins ?
- Y a-t-il des éléments (la police de caractères, les couleurs, le logo, l'imagerie, les motifs, l'emplacement des éléments, etc.) dans ce concept qui semblent mal placés, qui ne vous interpellent pas ou qui prêtent à confusion quant à leur fonction ?
 - Et encore une fois, en se concentrant sur le logo (les lignes plutôt épaisses qui forment une espèce de carré vide dans le centre) — qu'en pensez-vous ?
- Sur la base de ce concept, quels sont les trois à cinq mots que vous utiliseriez pour décrire PacifiCan ?

COMPARAISON :

- **SONDAGE :** Maintenant que vous avez vu les deux concepts, lequel vous accrocherait le plus ou capterait davantage votre attention sur les médias sociaux ou dans une publication imprimée ?
 - CONCEPT A
 - CONCEPT B

Le modérateur passera en revue les résultats du sondage et identifiera les raisons qui ont motivé les choix.

- Lequel des concepts représente le mieux l'essence de la Colombie-Britannique, dans votre esprit ? (À MAIN LEVÉE, POUR A OU POUR B)

ENJEUX SPÉCIFIQUES AUX JEUNES (10 minutes) Femmes de la RGM

- Quels sont les enjeux les plus importants pour les jeunes et sur lesquels, selon vous, le gouvernement du Canada devrait-il se concentrer le plus ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- En ce qui concerne les jeunes, le gouvernement du Canada est-il habituellement sur la bonne voie ou la mauvaise voie ?

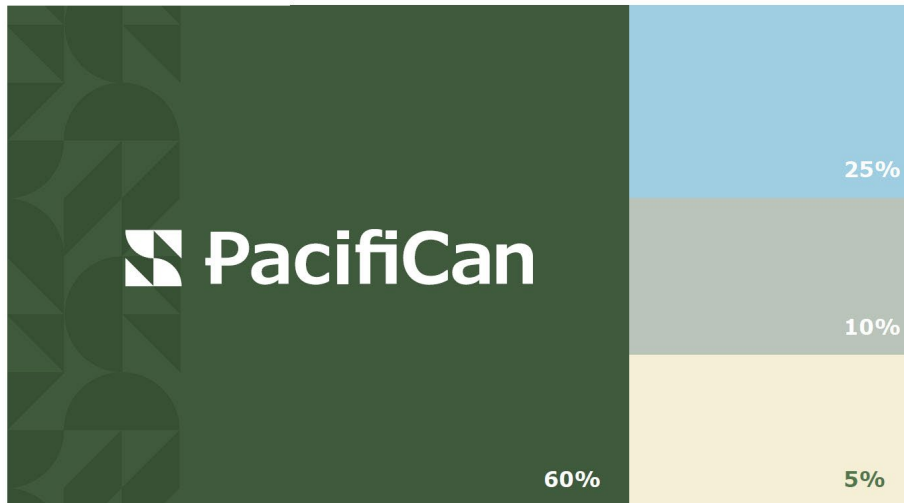
CONCLUSION (5-10 minutes)

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral ? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.

Diaspora ukrainienne des grands centres des Prairies *NOTE AU MODÉRATEUR : Prenez quelques minutes pour décompresser avec les participants avant de les laisser partir.*

Annexe C – Concepts publicitaires

Concept A (résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique)



Canada

Building a brighter future for tomorrow's industry leaders.

Canada

Building a brighter future for tomorrow's industry leaders.

PacifiCan

Fraser River Discovery to receive \$150,000 to provide strong post-pandemic recovery and access to Indigenous events and exhibits.

PacifiCan

Fraser River Discovery to receive \$150,000 to provide strong post-pandemic recovery and access to Indigenous events and exhibits.

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed diam nonummy nibh euismod tincidunt ut laoreet dolore magna aliquam erat volutpat. Ut wisi enim ad minim veniam, quis nostrud exerci tation ullamcorper suscipit lobortis nisl ut aliquip ex ea commodo consequat. Duis autem vel eum irure dolor in hendrerit in vulputate velit esse molestie consequat, vel illum dolore eu feugiat nulla facilisis at vero eros et accumsan et justo odio dignissim qui blandit praesent luptatum zzril delenit augue duis dolore te feugait nulla facilisi.

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed diam nonummy nibh euismod tincidunt ut laoreet dolore magna aliquam erat volutpat. Ut wisi enim ad minim veniam, quis nostrud exerci tation ullamcorper suscipit lobortis nisl ut aliquip ex ea commodo consequat. Duis autem vel eum irure dolor in hendrerit in vulputate velit esse molestie consequat, vel illum dolore eu feugiat nulla facilisis at vero eros et accumsan et justo odio dignissim qui blandit praesent luptatum zzril delenit augue duis dolore te feugait nulla facilisi.

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed diam nonummy nibh euismod tincidunt ut laoreet dolore magna aliquam erat volutpat. Ut wisi enim ad minim veniam, quis nostrud exerci tation ullamcorper suscipit lobortis nisl ut aliquip ex ea commodo consequat. Duis autem vel eum irure dolor in hendrerit in vulputate velit esse molestie consequat, vel illum dolore eu feugiat nulla facilisis at vero eros et accumsan et justo odio dignissim qui blandit praesent luptatum zzril delenit augue duis dolore te feugait nulla facilisi.

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed diam nonummy nibh euismod tincidunt ut laoreet dolore magna aliquam erat volutpat. Ut wisi enim ad minim veniam, quis nostrud exerci tation ullamcorper suscipit lobortis nisl ut aliquip ex ea commodo consequat. Duis autem vel eum irure dolor in hendrerit in vulputate velit esse molestie consequat, vel illum dolore eu feugiat nulla facilisis at vero eros et accumsan et justo odio dignissim qui blandit praesent luptatum zzril delenit augue duis dolore te feugait nulla facilisi.

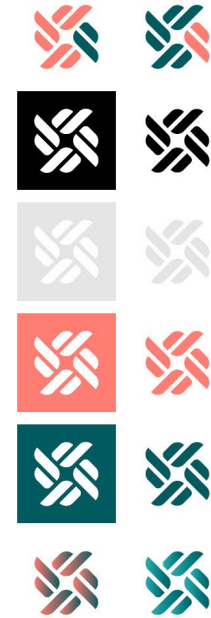
Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed diam nonummy nibh euismod tincidunt ut laoreet dolore magna aliquam erat volutpat. Ut wisi enim ad minim veniam, quis nostrud exerci tation ullamcorper suscipit lobortis nisl ut aliquip ex ea commodo consequat. Duis autem vel eum irure dolor in hendrerit in vulputate velit esse molestie consequat, vel illum dolore eu feugiat nulla facilisis at vero eros et accumsan et justo odio dignissim qui blandit praesent luptatum zzril delenit augue duis dolore te feugait nulla facilisi.



PacifiCan

Le concept A comporte trois diapositives. La première expose la palette de couleurs, dont un vert forêt foncé (60 %), un bleu clair (25 %), un gris pâle (10 %) et un beige (5 %). De plus, diverses versions du logo (différentes combinaisons des couleurs ci-dessus) sont présentées. La deuxième diapositive montre deux versions du même concept qui comportent, toutes deux, l’entête de Pacific Economic Development Canada (« Développement économique Canada pour le Pacifique en français ») et le mot-symbole du gouvernement du Canada. Sur le côté gauche, chaque modèle arbore l’image de trois femmes d’affaires qui discutent, accompagnée du texte suivant sur le côté droit : « Building a brighter future for tomorrow’s industry leaders ». Le modèle de gauche comporte un fond blanc avec des motifs géométriques argentés estompés et un logo vert foncé dans le coin inférieur droit, tandis que celui de droite est vert forêt, et présente les mêmes motifs dans une nuance de vert plus foncée, ainsi qu’un logo blanc dans le coin inférieur droit. En dessous, dans une zone de texte arborant les couleurs inversées des images au-dessus et le nom « PacifiCan » dans le coin supérieur gauche, chaque version du concept comporte les informations suivantes : « Fraser River Discovery to receive \$150,000 to provide strong post-pandemic recovery and access to Indigenous events and exhibits ». La dernière diapositive présente la même photo que la deuxième, laquelle occupe tout le côté droit de la page. Sur le côté gauche se trouve une grande section de texte (non spécifié pour le moment), accompagnée du même logo et du mot « PacifiCan ».

Concept B (résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique)



Canada

Building a brighter future for tomorrow's industry leaders.

Canada

Building a brighter future for tomorrow's industry leaders.

Fraser River Discovery to receive \$150,000 to provide strong post-pandemic recovery and access to Indigenous events and exhibits.

PacifiCan

Fraser River Discovery to receive \$150,000 to provide strong post-pandemic recovery and access to Indigenous events and exhibits.

PacifiCan



Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed diam nonummy nibh euismod tincidunt ut laoreet dolore magna aliquam erat

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed diam nonummy nibh euismod tincidunt ut laoreet dolore magna aliquam erat volutpat. Ut wisi enim ad minim veniam, quis nostrud exerci tation ullamcorper suscipit lobortis nisl ut aliquip ex ea commodo consequat. Duis autem vel eum irure dolor in hendrerit in vulputate velit esse molestie consequat, vel illum dolore eu feugiat nulla facilisis at vero eros et accumsan et justo odio dignissim qui blandit praesent luptatum zzril delenit augue duiis dolore te feugiat nulla facilisis.

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed diam nonummy nibh euismod tincidunt ut laoreet dolore magna aliquam erat volutpat. Ut wisi enim ad minim veniam, quis nostrud exerci tation ullamcorper suscipit lobortis nisl ut aliquip ex ea commodo consequat.

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed diam nonummy nibh euismod tincidunt ut laoreet dolore magna aliquam erat volutpat. Ut wisi enim ad minim veniam, quis nostrud exerci tation ullamcorper suscipit lobortis nisl ut aliquip ex ea commodo consequat.

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed diam nonummy nibh euismod tincidunt ut laoreet dolore magna aliquam erat volutpat. Ut wisi enim ad minim veniam, quis nostrud exerci tation ullamcorper suscipit lobortis nisl ut aliquip ex ea commodo consequat.

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed diam nonummy nibh euismod tincidunt ut laoreet dolore magna aliquam erat volutpat. Ut wisi enim ad minim veniam, quis nostrud exerci tation ullamcorper suscipit lobortis nisl ut aliquip ex ea commodo consequat.

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed diam nonummy nibh euismod tincidunt ut laoreet dolore magna aliquam erat volutpat. Ut wisi enim ad minim veniam, quis nostrud exerci tation ullamcorper suscipit lobortis nisl ut aliquip ex ea commodo consequat.

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed diam nonummy nibh euismod tincidunt ut laoreet dolore magna aliquam erat volutpat. Ut wisi enim ad minim veniam, quis nostrud exerci tation ullamcorper suscipit lobortis nisl ut aliquip ex ea commodo consequat.

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed diam nonummy nibh euismod tincidunt ut laoreet dolore magna aliquam erat volutpat. Ut wisi enim ad minim veniam, quis nostrud exerci tation ullamcorper suscipit lobortis nisl ut aliquip ex ea commodo consequat.

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed diam nonummy nibh euismod tincidunt ut laoreet dolore magna aliquam erat volutpat. Ut wisi enim ad minim veniam, quis nostrud exerci tation ullamcorper suscipit lobortis nisl ut aliquip ex ea commodo consequat.

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed diam nonummy nibh euismod tincidunt ut laoreet dolore magna aliquam erat volutpat. Ut wisi enim ad minim veniam, quis nostrud exerci tation ullamcorper suscipit lobortis nisl ut aliquip ex ea commodo consequat.

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed diam nonummy nibh euismod tincidunt ut laoreet dolore magna aliquam erat volutpat. Ut wisi enim ad minim veniam, quis nostrud exerci tation ullamcorper suscipit lobortis nisl ut aliquip ex ea commodo consequat.

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed diam nonummy nibh euismod tincidunt ut laoreet dolore magna aliquam erat volutpat. Ut wisi enim ad minim veniam, quis nostrud exerci tation ullamcorper suscipit lobortis nisl ut aliquip ex ea commodo consequat.

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed diam nonummy nibh euismod tincidunt ut laoreet dolore magna aliquam erat volutpat. Ut wisi enim ad minim veniam, quis nostrud exerci tation ullamcorper suscipit lobortis nisl ut aliquip ex ea commodo consequat.

Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed diam nonummy nibh euismod tincidunt ut laoreet dolore magna aliquam erat volutpat. Ut wisi enim ad minim veniam, quis nostrud exerci tation ullamcorper suscipit lobortis nisl ut aliquip ex ea commodo consequat.

PacifiCan

Le concept B comporte trois diapositives. La première expose la palette de couleurs, dont un bleu foncé (60 %), un rose (25 %), un blanc (10 %) et un gris pâle (5 %). De plus, diverses versions du logo (différentes combinaisons des couleurs ci-dessus) sont présentées. La deuxième diapositive montre deux versions du même concept qui comportent, toutes deux, l'en-tête de Pacific Economic Development Canada (« Développement économique Canada pour le Pacifique en français ») et le mot-symbole du gouvernement du Canada. Sur le côté gauche, chaque modèle présente l'image de trois femmes et d'un homme qui discutent dans un contexte d'affaires, accompagnée du texte suivant sur le côté droit : « Building a brighter future for tomorrow's industry leaders » et d'un logo en filigrane. Dans le coin supérieur gauche de chaque version se trouve une forme géométrique ayant la forme d'un « L » renversé, en bleu foncé à gauche et en rose à droite. Le fond de la version de gauche est blanc, tandis que celui de la version de droite est bleu foncé. En dessous, dans une zone de texte arborant les couleurs inversées des images au-dessus et comportant le nom « PacifiCan » dans le coin supérieur gauche, chaque version du concept comporte les informations suivantes : « Fraser River Discovery to receive \$150,000 to provide strong post-pandemic recovery and access to Indigenous events and exhibits ». Le côté gauche de la dernière diapositive présente une image recadrée de la photo de la diapositive précédente, où ne figurent que les trois femmes. Le côté droit de la diapositive présente une grande portion de texte, accompagnée du mot « PacifiCan » dans le bas.